



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} décembre 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 165 de l'ordre du jour

Financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour

Exécution du budget de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	6
A. Considérations générales	6
B. Utilisation des crédits	6
C. Activités d'appui de la mission	10
D. Coopération avec les entités des Nations Unies au niveau régional	11
E. Partenariats et coordination avec l'équipe de pays	12
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	14
III. Exécution du budget	77
A. Ressources financières	77
B. Ressources financières du Centre de services régional d'Entebbe	78
C. Récapitulatif des réaffectations de ressources	79
D. Évolution des dépenses mensuelles	79
E. Autres produits et ajustements	80
F. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	80



G. Contributions non budgétisées	81
IV. Analyse des écarts	81
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	87
VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/261 A, ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée	88
A. Assemblée générale	88
B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	89

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) pour l'exercice du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et l'objectif de l'Opération est mise en évidence par des cadres de budgétisation axée sur les résultats organisés par composante, à savoir : processus de paix; sécurité; état de droit, gouvernance et droits de l'homme; liaison pour les affaires humanitaires, relèvement et développement; et appui.

La MINUAD a continué à remplir son mandat durant l'exercice 2014/15, en concentrant ses activités sur les nouvelles priorités stratégiques définies dans la résolution 2148 (2014) du Conseil de sécurité, à savoir : a) la protection des civils, la facilitation de l'acheminement de l'aide humanitaire et la sécurité et la sûreté du personnel humanitaire; b) la médiation entre le Gouvernement soudanais et les mouvements armés non signataires, sur la base du Document de Doha pour la paix au Darfour, en tenant compte des transformations démocratiques en cours au niveau national; c) l'appui au règlement des conflits communautaires par la médiation, notamment par l'adoption de mesures visant à traiter les causes profondes de ces conflits, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies.

Les dépenses de fonctionnement de l'Opération pour l'exercice 2014/15 se sont élevées à un montant brut de 1 089 065 300 dollars (montant net : 1 064 725 500 dollars), ce qui représente une utilisation de 94,4 % du montant brut approuvé de 1 153 611 300 dollars (montant net : 1 130 747 000 dollars) (contre des dépenses d'un montant brut de 1 264 491 000 dollars pour un taux d'utilisation de 94,7 % pour l'exercice 2013/14). Le rapport sur l'exécution du budget reflète la mise en œuvre de la première phase de l'exercice de rationalisation de la composante civile, qui comprenait la suppression de 784 postes (207 postes internationaux, 257 postes nationaux et 320 Volontaires des Nations Unies), conformément au budget approuvé pour l'exercice 2014/15.

Les dépenses afférentes aux militaires et au personnel de police ont été inférieures de 1,5 million de dollars aux prévisions en raison principalement de la réduction des dépenses de soutien logistique autonome et des dépenses au titre du transport du matériel appartenant aux contingents; et les dépenses opérationnelles ont été inférieures de 80,6 millions de dollars aux prévisions, en raison principalement d'une diminution de la location d'avions et d'une diminution du coût du carburant pour les générateurs, les véhicules et le transport aérien. Cette sous-utilisation des crédits est en partie annulée parce que les dépenses au titre du personnel civil ont été supérieures de 17,6 millions aux prévisions, du fait de l'application des barèmes de traitements révisés prenant effet le 1^{er} septembre 2014 pour les catégories d'agents des services généraux recrutés sur le plan national et d'administrateurs recrutés sur le plan national et du paiement des indemnités de fin de mission du personnel ayant quitté l'organisation suite à la suppression des 207 postes internationaux et des 257 postes nationaux ayant pris effet le 31 mars 2015.

Exécution du budget : ressources financières(En milliers de dollars des États-Unis. l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Variation	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	559 411,2	557 897,9	1 513,3	0,3
Personnel civil	272 305,0	289 856,5	(17 551,5)	(6,4)
Dépenses opérationnelles	321 895,1	241 310,9	80 584,2	25,0
Montant brut	1 153 611,3	1 089 065,3	64 546,0	5,6
Recettes provenant des contributions du personnel	22 864,3	24 339,8	(1 475,5)	(6,5)
Montant net	1 130 747,0	1 064 725,5	66 021,5	5,8
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	1 153 611,3	1 089 065,3	64 546,0	5,6

Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	Approuvé ^a	Prévu	Résultats effectifs (moyenne)	Taux de vacance de postes (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	260	210	183	12,9
Contingents	15 940	15 191	13 116	13,7
Police des Nations Unies	2 310	1 526	1 282	16,0
Unités de police constituées	2 380	1 845	1 852	(0,4)
Personnel recruté sur le plan international ^{c, d}	1 221	1 163	946	18,7
Personnel recruté sur le plan national ^d				
Administrateurs recrutés sur le plan national	221	211	162	23,2
Agents des services généraux	2 808	2 747	2 673	2,7
Volontaire des Nations Unies				
Internationaux	516	261	248	5,0
Nationaux	4	4	0	100,0
Emplois de temporaire ^e				
Personnel recruté sur le plan international	23	22	12	45,5
Personnel recruté sur le plan national	81	23	23	–
Personnel fourni par des gouvernements	6	6	6	–

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé/proposé.^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.^c Dont un poste d'administrateur hors classe (P-5) chargé de la coordination des mesures de sécurité sur le terrain, financé dans le cadre d'un accord de participation aux coûts conclu avec l'équipe de pays. des Nations Unies.^d Reflète les informations combinées des effectifs de l'Opération et des titulaires des postes au sein du Centre de services régional financés par le budget de la MINUAD.^e Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée prendre sont énoncées au chapitre IV du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) pour l'exercice du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 février 2014 (A/68/754), s'élevait à un montant brut de 1 244 690 000 dollars (montant net : 1 222 403 300 dollars). Il prévoyait 260 observateurs militaires; 15 940 militaires; 4 690 membres du personnel de police dont 2 380 au sein d'unités constituées; 6 membres du personnel fourni par le Gouvernement; 1 096 membres du personnel recruté sur le plan international et 2 974 membres du personnel recruté sur le plan national dont 207 administrateurs recrutés sur le plan national et titulaires de postes financés par la MINUAD auprès du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda); 120 membres du personnel occupant des emplois de temporaire et 340 Volontaires des Nations Unies.

2. Dans son rapport du 8 mai 2014 (A/68/782/Add.15), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant de 667 624 000 dollars (équivalant à la moitié du budget de l'Opération pour l'exercice 2013/14) au titre du fonctionnement de la MINUAD pour la période de six mois du 1^{er} juillet au 31 décembre 2014. Le Comité consultatif a également recommandé que le Secrétaire général soit prié de présenter, au cours de la partie principale de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale au plus tard, un projet de budget révisé pour l'exercice 2014/15, qui tienne compte de la décision du Conseil de sécurité concernant la prorogation du mandat de l'Opération.

3. Par sa résolution 68/297, l'Assemblée a autorisé le Secrétaire général à engager pour le fonctionnement de l'Opération un montant total maximum de 639 654 200 dollars pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2014 et a notamment souscrit aux conclusions et recommandations formulées dans le rapport du Comité consultatif, sous réserve des dispositions de la même résolution.

4. En conséquence, le projet de budget révisé concernant le fonctionnement de la Mission pour l'exercice du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, d'un montant brut de 1 206 524 100 dollars (montant net : 1 183 163 700 dollars), a été présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 3 novembre 2014 (A/69/549). Pour l'exercice 2014/15, le budget prévoyait des effectifs maximaux constitués de 260 observateurs militaires; 15 940 membres du personnel militaire; et 4 690 membres du personnel de police, dont 2 380 au sein d'unités constituées. Pour la période du 1^{er} juillet 2014 au 31 mars 2015, le budget prévoyait une composante civile composée de 6 membres du personnel fournis par le Gouvernement; 1 221 membres du personnel recruté sur le plan international et 3 015 membres du personnel recruté sur le plan national dont 207 administrateurs recrutés sur le plan national et titulaires de postes financés par la MINUAD auprès du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda); 25 membres du personnel occupant des emplois de temporaire; et 520 Volontaires des Nations Unies. Pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2015, le budget prévoyait une composante civile du personnel réduite, composée de 6 membres du personnel fourni par le Gouvernement, 1 004 membres du personnel recrutés sur le plan international et 2 734 membres du personnel recrutés sur le plan national dont 221 administrateurs recrutés sur le plan national et titulaires de postes financés par la MINUAD auprès du Centre de

services régional d'Entebbe (Ouganda); 104 membres du personnel occupant des emplois de temporaire; et 169 Volontaires des Nations Unies.

5. Au paragraphe 57 de son rapport daté du 16 décembre 2014 (A/69/671), le Comité consultatif a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 1 153 611 300 dollars pour la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, comprenant le crédit de 639 654 200 dollars déjà autorisé par l'Assemblée dans sa résolution 68/297.

6. Dans sa résolution 66/261 A, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 1 153 611 300 dollars (montant net : 1 130 747 000 dollars) destiné à financer le fonctionnement de l'Opération pour la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, comprenant le crédit d'un montant brut de 639 654 200 dollars (montant net : 627 957 850 dollars) déjà autorisé par l'Assemblée dans sa résolution 68/297. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

7. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de l'Opération dans sa résolution 1769 (2007) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Il a énoncé le mandat correspondant à l'exercice sur lequel porte le présent rapport dans ses résolutions 2113 (2013) et 2173 (2014).

8. L'Opération a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est d'assurer un règlement politique viable et une sécurité durable au Darfour.

9. Dans le cadre de cet objectif général, l'Opération a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, qui présentent les réalisations et les produits par composante : processus de paix; sécurité; état de droit, gouvernance et droits de l'homme; liaison pour les affaires humanitaires, relèvement et développement; et appui).

10. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2014/15, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

11. Au cours de l'exercice 2014/15, la MINUAD a continué à remplir son mandat en concentrant ses activités sur les trois priorités stratégiques suivantes, qui étaient soulignées dans le rapport du Secrétaire général sur l'examen de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2014/138) et approuvées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2148 (2014) : a) la protection de civils, la

facilitation de l'aide humanitaire et la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire; b) la médiation entre le Gouvernement soudanais et les mouvements armés non signataires, sur la base du Document de Doha pour la paix au Darfour, en tenant compte des transformations démocratiques en cours au niveau national; et c) l'appui au règlement des conflits communautaires par la médiation, notamment par l'adoption de mesures visant à traiter les causes profondes de ces conflits, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies.

La facilitation de l'aide humanitaire et la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire

12. Au cours de la période à l'examen, la détérioration des conditions de sécurité dans certaines régions du Darfour a continué à avoir des répercussions significatives sur la sûreté et la sécurité des biens et du personnel humanitaire. Dans la plupart des régions du Darfour, les organismes des Nations Unies restent lourdement tributaires de la MINUAD, qui leur fournit des escortes, sécurise leurs opérations et fait jouer sa capacité logistique pour réduire les risques d'atteintes à la sécurité et les contraintes opérationnelles. La MINUAD a continué de lutter contre le danger que représentent les explosifs dangereux au Darfour. La destruction des engins non explosés a facilité la libre circulation et le libre accès des populations, ce qui a favorisé les activités génératrices de revenus.

13. La période à l'examen a été marquée par la poursuite des affrontements entre forces gouvernementales et groupes rebelles, et par des tensions intertribales et un accroissement de la criminalité, qui ont eu d'importantes répercussions sur la population civile, en particulier au Darfour septentrional, au Darfour central et au Darfour méridional. Le plus souvent, les restrictions ont été imposées par des responsables du Gouvernement soudanais dans des zones où les forces gouvernementales et les mouvements armés continuent de se battre ou viennent de mettre fin aux hostilités. L'Opération a continué de suivre et de signaler les problèmes en matière de droits de l'homme et de protection et de dialoguer avec les parties sur le respect de leurs obligations au regard du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

14. L'Opération a aidé les parties signataires du Document de Doha pour la paix au Darfour, c'est-à-dire le Gouvernement soudanais, le Mouvement pour la libération et la justice (MLJ) et le Mouvement pour la justice et l'égalité-Soudan (MJE-Soudan), dans l'application des dispositions du Document de Doha relatif aux initiatives de stabilisation des communautés et de relèvement.

Médiation entre le Gouvernement soudanais et les mouvements armés non signataires, sur la base du Document de Doha pour la paix au Darfour

15. Le Médiateur en chef conjoint Union africaine-ONU pour le Darfour a poursuivi ses consultations avec les parties au conflit afin de promouvoir des pourparlers directs entre les mouvements armés et le Gouvernement en vue d'un accord de paix global. Le 5 septembre 2014, le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine a facilité la signature d'un accord concernant les premiers pourparlers sur la cessation des hostilités qui seraient menés en dehors du Soudan entre le Gouvernement soudanais et les mouvements armés du Darfour. Le Groupe a organisé des pourparlers directs entre le Gouvernement soudanais et

l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi (ALS-MM) et le MJE-faction Gibril Ibrahim à Addis Abeba du 23 au 30 novembre 2014. Malgré les efforts consentis pour inclure tous les groupes rebelles non signataires, l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid (ALS-AW) a décidé de ne pas participer à cette série de pourparlers. Le Gouvernement soudanais et les mouvements armés ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur l'ordre du jour et les pourparlers ont été reportés *sine die* le 30 novembre 2014.

Appui au règlement des conflits communautaires par la médiation

16. Au cours de la période à l'examen, le processus de dialogue et de consultations internes au Darfour a été lancé dans les cinq capitales des États du Darfour et des ateliers d'information et de sensibilisation au niveau local ont été réalisés dans l'ensemble des 64 localités du Darfour. La première phase du processus de dialogue et de consultations internes au Darfour, à savoir les activités d'information au niveau local, visant à sensibiliser l'opinion publique au processus, a été menée à bien. Les ateliers d'information et de sensibilisation ont été conduits au niveau des localités avec toutes les parties prenantes du Darfour. Les réunions se sont concentrées sur les questions prioritaires et sur la sélection des représentants pour la deuxième phase du processus. La deuxième phase du processus de dialogue et de consultations internes au Darfour, lancée début juin 2015, est actuellement en cours. Elle repose sur des dialogues et des consultations à l'échelle locale auprès de 15 localités du Darfour.

17. La MINUAD a multiplié les contacts avec l'administration autochtone et les chefs tribaux des Rizeigat et des Beni Hussein au Darfour septentrional et occidental, les autorités de ces États et les Forces armées soudanaises en vue de contenir les affrontements violents dans le Sirif. En juillet 2014, la MINUAD a pris contact avec les représentants de l'administration autochtone des Rizeigat et des Zaghawas afin d'éviter l'escalade des tensions entre ces tribus et de veiller à la libération des 12 Zaghawas et de deux jeunes Arabes enlevés par des membres de l'Armée de libération du Soudan-faction Unity dans le village de Goba, au Darfour septentrional, le 26 juin 2014. Au Darfour oriental, la MINUAD a soutenu un accord local entre les Maaliya et les Hammar visant à régler un conflit intercommunautaire violent dont le début remontait au 1^{er} juillet 2014, lorsque des affrontements s'étaient produits à la suite d'un vol de bétail.

18. La MINUAD a continué de collaborer avec les autorités gouvernementales soudanaises au niveau fédéral et étatique et avec la Commission vérité, justice et réconciliation dans les États du Darfour septentrional et oriental en vue de réconcilier les Maaliya et les Rizeigat. La MINUAD a également collaboré avec le wali du Darfour oriental et l'adjoint du chef coutumier des Rizeigat du sud pour exhorter les autorités de l'État et les chefs coutumiers à relancer le processus de réconciliation des deux communautés, qui était au point mort. En octobre 2014, la MINUAD a rencontré des membres des organisations de la société civile à Khartoum afin d'encourager les membres des chouras basés dans la ville à jouer un rôle de réconciliation.

19. La MINUAD a facilité deux ateliers préparatoires en novembre 2014 pour les Maaliya à Abou Karinka et les Rizeigat du sud à El Daein, ainsi qu'un forum pour la paix destiné aux représentants des deux communautés à Khartoum en décembre 2014. Après la reprise du conflit entre les Maaliya et les Rizeigat en mai 2015, la

MINUAD a multiplié les contacts avec leurs dirigeants respectifs et facilité le déplacement de Khartoum au Darfour de l'Autorité régionale pour le Darfour et de la délégation de la choura Rizeigat oriental afin de mener des activités de consolidation de la paix.

20. À la suite des affrontements entre les Berti et les Zayadiya au Darfour septentrional en février 2015, la MINUAD a engagé une concertation avec la commissaire de la localité de Malha, les responsables de la tribu Meidob (qui menait le procédé de médiation), les tribus influentes Berti et Zayadiya à Khartoum, les « administrateurs autochtones des deux tribus et l'Autorité régionale pour le Darfour, afin de promouvoir la réconciliation. Après les affrontements opposant les Fallata et les Sallamat au Darfour méridional en février 2015, la MINUAD a rencontré la choura des Fallata et a facilité la visite d'un comité pour la paix constitué de dirigeants des deux groupes, ainsi que des membres du Conseil de médiation (ajaweed) dans les localités de Bouram et Touloulou. La MINUAD a effectué une visite de terrain à Bouram du 9 au 12 février 2015 visant à soutenir les campagnes de sensibilisation relatives à la coexistence pacifique et à promouvoir le dialogue entre les Habbaniya et les Rizeigat dans le Darfour méridional. Grâce aux efforts de la MINUAD, six comités mixtes locaux composés d'ageed (guerriers tribaux) et de hakamats (chanteuses de guerre traditionnelles) ont été créés en vue de développer un mécanisme d'alerte rapide.

Consolider et rationaliser les composantes civile, militaire et policière

21. Faisant suite à la demande formulée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2148 (2014), le Secrétaire général, dans ses rapports au Conseil relatifs à la MINUAD (S/2014/279), (S/2014/515), (S/2014/852), (S/2015/141), (S/2015/163), (S/2015/378) et (S/2015/729), a fourni des informations sur les avancées dans le domaine du renforcement et de la rationalisation des composantes civile, militaire et policière de l'Opération. L'Opération a procédé à une évaluation et à un examen d'ensemble de son personnel et de ses capacités opérationnelles et a pris des mesures concrètes pour recentrer ses activités et ses ressources afin de parvenir à une plus grande efficacité et d'améliorer le rapport coût-efficacité. À l'issue d'une évaluation complète de ses effectifs et moyens matériels et leur ajustement, la MINUAD a rationalisé ses activités ayant trait aux trois nouvelles priorités stratégiques et a mis un terme à toutes les autres. Pour ce faire, elle s'est également appuyée sur l'examen des besoins en personnel civil, effectué en application de la résolution 66/264 de l'Assemblée générale, qui a été achevé en octobre 2013.

22. Au cours de la période à l'examen, le Siège de l'ONU et la MINUAD ont étroitement collaboré afin d'achever la première phase de l'exercice de rationalisation de la composante civile, comprenant la suppression de 784 postes (207 postes internationaux, 257 postes nationaux et 320 Volontaires des Nations Unies), qui a pris fin le 31 mars 2015. L'Assemblée générale, dans sa résolution 69/261 B, a ainsi supprimé 488 postes au sein de la MINUAD pour l'exercice 2015/16 (10 postes internationaux, 476 postes nationaux et 2 Volontaires des Nations Unies) dans le cadre de la deuxième phase de rationalisation de l'Opération.

23. Le budget révisé de la MINUAD pour l'exercice 2014/15 a tenu compte également de la réduction des effectifs en tenue autorisée par le Conseil de sécurité

dans sa résolution 2173 (2014), qui ramenait ainsi les effectifs militaires de 16 200 hommes à 15 845 (constitués de 147 observateurs militaires, 15 275 membres des contingents et 423 officiers d'état-major et attachés de liaison), les effectifs policiers de 2 310 hommes à 1 583 et limitait les effectifs maximaux des unités de police constituées à 2 380 hommes. Au cours de la période à l'examen, la MINUAD a déployé 13 299 membres du personnel militaire en moyenne (dont 183 observateurs militaires, 12 755 membres des contingents et 361 officiers d'état-major et attachés de liaison), 1 282 policiers hors unités constituées des Nations Unies et 1 852 policiers en unités constituées.

C. Activités d'appui de la mission

24. Pendant l'exercice budgétaire, la composante Appui a fourni des services efficaces et efficaces de logistique, d'administration et de sécurité pour appuyer l'exécution du mandat de l'Opération par des produits pertinents, l'amélioration des services et un accroissement de l'efficacité.

25. En ce qui concerne les projets pluriannuels, la construction des bâtiments indispensables, notamment des bureaux et des logements, avait été terminée avant la période à l'examen. La sous-traitance des principaux travaux de construction, au cours de l'exercice 2014/15, s'est donc limitée à : a) la construction de 4 héliports sur les 7 prévus (les 3 héliports restants devraient être achevés au cours de l'exercice 2015/16); b) la construction de la première tranche, soit 50 %, d'une route goudronnée de 3,5 kilomètres réalisée au moyen du compactage de terre, de sable et de gravier (il a été déterminé que le bitumage ne serait finalement pas nécessaire, le revêtement de gravier étant considéré comme suffisant pour assurer la mobilité opérationnelle de la MINUAD); c) la réhabilitation de 7 entrepôts en matériaux légers à Al-Fasher (5), Nyala (1) et Geneina (1), effectuée en modifiant les éléments de la structure à l'aide de murs de briques renforcés et de clôtures d'enceinte, au lieu de la construction prévue de bâtiments en dur, ce qui a réduit le coût total du projet. La construction des centrales solaires à titre de projet pilote n'a pas pu être réalisée au cours de la période à l'examen. La MINUAD a participé à la construction des deux bâtiments supplémentaires au Centre de services régional d'Entebbe, qui a eu lieu au cours de l'exercice 2014/15.

26. La MINUAD a poursuivi ses efforts pour assurer une utilisation efficace des ressources en eau et une élimination écologique des déchets, y compris des matières dangereuses, en vue d'améliorer la durabilité. Au cours de la période à l'examen, l'Opération a collecté, éliminé et traité 820 451 m³ de déchets liquides et collecté et éliminé 65 402 m³ de déchets solides sur l'ensemble des sites de l'Opération. Les eaux usées collectées ont été traitées en vue d'être utilisées dans la lutte contre les incendies, le lavage des voitures, l'assainissement, l'irrigation et le dépoussiérage. Les déchets solides ont été regroupés par lots en vue d'être recyclés, compostés, transformés en briquettes pour servir de carburant ou jetés dans les décharges contrôlées et autres décharges prévues à cet effet, conformément aux directives écologiques internes.

27. La MINUAD a réduit l'impact de ses activités sur l'environnement en adoptant des techniques de construction écologiques, notamment en réduisant sa dépendance à l'égard du bois d'œuvre, des briques en terre cuite et des énergies fossiles. En raison d'obstacles techniques rencontrés au cours de l'installation, seuls

18 des 300 chauffe-eau solaires prévus ont été mis en place au cours de l'exercice 2014/15, s'ajoutant aux 216 chauffe-eau installés au cours de l'exercice 2013/14. En ce qui concerne la campagne de reboisement, l'Opération a installé 34 516 plants au cours de la période à l'examen, soit un nombre inférieur aux prévisions en raison de la livraison tardive des plants et du matériel et de la médiocrité des prestations des principaux fournisseurs de plants.

28. Au cours de l'exercice 2014/15, la MINUAD a utilisé les moyens de transport stratégiques régionaux pour appuyer la relève des contingents et pour couvrir ses besoins en matière de transport aérien. L'Opération a continué de faire largement appel aux moyens aériens pour couvrir ses besoins opérationnels et logistiques, principalement du fait de la topographie difficile et de la médiocrité de l'infrastructure routière et ferroviaire au Darfour. Au cours de l'exercice 2014/15, elle a utilisé 5 aéronefs à voilure fixe (2 L-410s, 1 CRJ-200, 1 DHC-8 et 1 B-737), et 19 hélicoptères (3 Mi-8T/AMEs et 16 Mi-8MTVs) sur 31 sites, 27 héliports et 4 grands aéroports (Al-Fasher, Nyala, Geneina et Khartoum). Cependant, la MINUAD a continué de se heurter à un certain nombre de problèmes dus au non-déploiement des quatre hélicoptères militaires polyvalents approuvés et aux restrictions imposées aux déplacements, qui ont eu des répercussions sur le nombre de vols prévus et effectués. La MINUAD a apporté d'autres modifications au calendrier hebdomadaire des vols, réduisant considérablement le nombre de vols quotidiens sur tous les trajets, notamment les vols entre Al-Fasher et Khartoum, qui sont passés de trois à un par jour.

29. La MINUAD a continué d'examiner sa dotation en véhicules en vue d'adapter le parc de véhicules aux forces déployées. Elle a comptabilisé en pertes 826 véhicules légers et en a transféré 460 à d'autres opérations pour répondre à leurs besoins opérationnels, ramenant ainsi le parc de 2 956 véhicules de ce type en 2013/14 à 1 670 en 2014/15. Sur les 460 véhicules transférés à d'autres opérations, 400 ont été attribués à la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE) et 60 à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). La révision du parc de véhicules est basée sur les recommandations issues de l'examen stratégique et tient compte de la proximité des bureaux et des locaux d'habitation dans tous les grands camps et bases d'opérations de l'ensemble de la zone de la mission, une navette étant organisée pour les déplacements à l'intérieur des sites.

D. Coopération avec les entités des Nations Unies au niveau régional

30. La MINUAD a participé, par l'intermédiaire de la Cellule d'analyse conjointe de la Mission, à deux réunions de l'instance régionale conjointe chargée principalement de surveiller périodiquement l'évolution des conditions de sécurité le long des frontières communes entre le Darfour-Sud, le Darfour-Est, le Kordofan méridional, Abyei et le Soudan du Sud. Une réunion des coordonnateurs sur l'Armée de résistance du Seigneur et des réunions d'évaluation conjointe de la sécurité transfrontières entre la MINUAD et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) ont eu lieu à Entebbe. Ces réunions avaient pour but de mettre en commun des informations actualisées sur la situation générale en matière de sécurité dans chaque région et les problèmes rencontrés par les missions régionales. Elles ont abouti à la recommandation de pratiques exemplaires ainsi

qu'à la mise en place d'un mécanisme régional d'échange d'informations institutionnalisé. Ces réunions ont permis de mettre en commun les informations en temps réel et d'examiner les modalités et la fréquence des futures réunions sur l'analyse des conditions de sécurité transfrontières. Elles ont également permis de dégager les questions et les tendances stratégiques par mission qui ont, à court terme, une incidence sur l'ensemble des missions régionales, et leurs conséquences sur la mise en œuvre des mandats.

31. La MINUAD continue de collaborer avec la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) et la MINUSS afin de rendre le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière pleinement opérationnel. Les chefs d'état-major de la Force se sont rencontrés à deux reprises au cours de la période à l'examen, à Nairobi en août 2014 et à Entebbe en février 2015. Lors de la première réunion, qui avait pour objectif de rétablir le Groupe de travail pour la coordination de la MINUAD, la MINUSS et la FISNUA, la situation de chacune de ces missions en matière de sécurité a été examinée, tout comme les moyens de mettre en œuvre le mécanisme de suivi. Lors de la seconde réunion, les chefs d'état-major de la Force ont convenu du fait que des directives intermissions et des procédures opérationnelles permanentes pour la mise en œuvre du mécanisme devaient être élaborées. Les directives intermissions ont été rédigées et présentées en mars 2015 au Département des opérations de maintien de la paix pour examen et approbation. Parallèlement, les bases d'opérations de la MINUAD qui se trouvent près des frontières ont reçu l'ordre de rester vigilantes à l'égard des activités transfrontalières et de signaler toute activité importante.

32. Après l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public, la mise en service d'Umoja et la réorganisation de ses activités en gammes de services pendant l'exercice 2013/14, le Centre de services régional s'est principalement attaché en 2014/15 à stabiliser son modèle de prestation de services tout en continuant à améliorer la qualité des services fournis. Le Centre a établi un plan de gestion prévisionnelle afin de connaître les principaux facteurs qui détermineraient ses besoins en personnel, tels que la mise en service d'Umoja-Extension 1 prévue pour novembre 2015 et avril 2016, qui aura des incidences substantielles sur les procédures du Centre relatives aux indemnités, aux paiements, aux avantages et aux prestations. Le Centre étant devenu pleinement opérationnel, il convient d'adapter la structure de ses effectifs à l'évolution des besoins de ses missions clientes. C'est pourquoi il a fait l'objet durant l'exercice 2014/15 d'un examen de ses besoins en personnel civil à l'issue duquel une nouvelle répartition des postes a été proposée, qui prévoyait la transformation de 68 postes de fonctionnaire international en postes soumis à recrutement national et la suppression de 7 autres postes de fonctionnaire international, à compter de l'exercice 2015/16.

33. La part de la MINUAD dans le montant des ressources du Centre approuvées pour l'exercice 2014/15 s'élevait à 13 444 400 dollars. Au cours de cette période, les dépenses du Centre se sont élevées à 14 247 800 dollars, ce qui représente un dépassement d'un montant brut de 803 400 dollars, soit 6 %.

E. Partenariats et coordination avec l'équipe de pays

34. Le Cadre stratégique intégré de la MINUAD et de l'équipe de pays des Nations Unies, mis en œuvre grâce à un processus de collaboration, avait pour

objectif de servir de mécanisme de coordination pour que l'ONU puisse s'acquitter de sa tâche cruciale de stabilisation et de consolidation de la paix au Darfour avec succès. Il a été signé par le Représentant spécial conjoint par intérim de la MINUAD et le Coordonnateur résident des Nations Unies pour les affaires humanitaires le 28 mars 2015. La mise en œuvre, qui a commencé, fera l'objet d'une évaluation trimestrielle. Le Cadre stratégique intégré sera à terme relié au transfert de tâches déterminées et approuvées à l'équipe de pays des Nations Unies.

35. Le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire pour le Soudan est resté le principal relais entre la MINUAD et l'équipe de pays à Khartoum. Il a maintenu le contact avec l'ensemble des organismes humanitaires et collaboré étroitement avec le Représentant spécial conjoint par intérim pour promouvoir les synergies et favoriser la collaboration entre l'Opération et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies afin de parvenir à une vision commune et tendre vers l'unité d'action des Nations Unies au Darfour. Au cours de la période à l'examen, l'Opération a également commencé à collaborer étroitement avec le Coordonnateur adjoint pour les opérations humanitaires récemment nommé, basé à Al-Fasher, afin de faciliter les processus de coordination humanitaire et de prise de décisions de la MINUAD et de l'équipe de pays des Nations Unies au niveau régional.

36. Au Darfour, la MINUAD, l'équipe de pays des Nations Unies et l'équipe de pays pour l'action humanitaire ont continué de se réunir régulièrement en s'appuyant sur le groupe mixte chargé de la protection, au niveau du quartier général et des secteurs de l'Opération, afin d'examiner les problèmes et les mesures de routine et d'urgence en matière de protection ainsi que la révision puis la mise en œuvre en cours de la stratégie de protection des civils sur le terrain et au niveau du quartier général de l'Opération. Ces forums et les missions conjointes de suivi, d'évaluation et de vérification sur le terrain ont débouché sur de nouvelles recommandations relatives à la protection des civils et à l'extension des espaces humanitaires destinés à l'acheminement de l'aide humanitaire.

37. Des forums de coordination supplémentaires ont été codirigés par l'équipe de pays des Nations Unies et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat, notamment des réunions du Centre d'opérations conjoint de la MINUAD, celles-ci constituant la principale instance en matière d'alerte rapide et d'analyse de situations, et les forums de coordination de la gestion de crises, qui se sont tenus dans le Darfour-Sud et le Darfour-Est. Les forums constituent un moyen de coordonner les dispositions logistiques concernant la fourniture d'escortes et d'autres types d'aide, conformément aux priorités du mandat de la MINUAD. La MINUAD a également continué de participer, sur le terrain et à l'échelle nationale, à des réunions de coordination axées sur l'action humanitaire pour examiner l'ensemble de la situation humanitaire au Darfour ainsi que les mesures visant à répondre aux besoins des populations vulnérables et le renforcement des capacités nationales ou locales.

38. La MINUAD et l'équipe de pays des Nations Unies ont continué d'organiser des réunions bimensuelles de coordination de haut niveau avec de hauts responsables afin que les questions d'intérêt mutuel, telles que la délégation des activités, fassent l'objet d'une approche coordonnée. Des réunions du Groupe de travail conjoint ont également été organisées et ont donné lieu à des rapports afin d'appuyer la mise en œuvre du Cadre stratégique intégré, destinée à garantir une

approche intégrée de la programmation conjointe MINUAD-équipe de pays des Nations Unies au Darfour. Le Groupe consultatif sur la problématique hommes-femmes de l'Opération a transféré à l'équipe de pays des Nations Unies [et en particulier aux représentants de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)], toutes les activités externes liées à la problématique hommes-femmes dont la MINUAD était chargée jusque-là, notamment le renforcement des capacités des institutions publiques et des organisations de la société civile dans les domaines de l'intégration de la problématique hommes-femmes, de l'autonomisation des femmes et de la promotion de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes, sous réserve que des ressources financières et humaines soient disponibles. Malheureusement, les activités transférées n'ont pas été mises en œuvre par l'équipe de pays des Nations Unies au cours de la période à l'examen. Il a été décidé de tenir une réunion mensuelle de coordination entre l'Opération, ONU-Femmes et le FNUAP, qui serait accueillie par le Groupe consultatif sur la problématique hommes-femmes de la MINUAD, afin de favoriser l'échange de renseignements et la coordination de produits communs en vue d'optimiser les résultats et d'éviter les doubles emplois.

39. Le Mécanisme conjoint d'appui et de coordination à Addis-Abeba a continué de fournir régulièrement au Département paix et sécurité de la Commission de l'Union africaine rapports analytiques, déclarations et exposés sur la sécurité, les activités et les événements politiques et humanitaires concernant la MINUAD et le Darfour, et à servir d'instance d'examen des besoins techniques et opérationnels de l'Opération.

40. La coordination tripartite a continué de jouer un rôle essentiel pour amener les hauts représentants du Gouvernement soudanais, de l'Union africaine et de l'ONU à mieux coordonner l'appui à la MINUAD.

F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : processus de paix

41. Les activités menées au titre de la composante processus de paix avaient pour but d'aider les parties au Document de Doha pour la paix au Darfour à le mettre en œuvre et d'appuyer la médiation que mène le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine entre le Gouvernement soudanais, les mouvements armés non signataires et toutes autres principales parties prenantes darfouriennes afin de les faire participer au processus de paix. Le Représentant spécial conjoint et Médiateur en chef conjoint par intérim a poursuivi ses consultations avec les partenaires régionaux et internationaux pour fournir aux parties un appui visant à les aider à parvenir à une paix sans exclusive et globale, et pour inciter les mouvements restés à l'écart du processus de paix à le rejoindre. En partenariat avec l'équipe de pays des Nations Unies, les partenaires internationaux et la société civile, l'Opération a continué à faciliter l'action collective visant à renforcer les capacités techniques de l'Autorité régionale pour le Darfour afin d'en accroître l'efficacité.

42. Le Médiateur en chef conjoint a continué à faciliter la recherche d'un règlement politique d'ensemble par l'entremise d'une intensification des échanges entre les parties au conflit. À cette fin, il a encouragé le Gouvernement soudanais et les mouvements armés non signataires du Document de Doha pour la paix au

Darfour à mettre fin aux hostilités et à entamer des négociations de paix directes. Plusieurs réunions ont été organisées par son intermédiaire à Addis-Abeba entre les responsables des mouvements armés non signataires et les principaux dirigeants du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

43. Au cours de l'exercice 2014/15, la MINUAD a mis en œuvre un programme de communication et d'information renforcé, s'inscrivant dans une stratégie de communication consolidée, axé principalement sur le processus de paix, tout en s'attachant à faire mieux connaître ses autres priorités au moyen d'activités de communication et de sensibilisation sur les travaux de ses services organiques et sur son mandat général. L'Opération s'est assurée de la participation de ses parties prenantes au moyen d'un large éventail d'activités de communication, notamment de ses publications et ses plateformes audiovisuelles, photographiques et de médias sociaux ciblant les organisations de la société civile et les groupes de femmes et autres groupes influents, qui ont été invités à se joindre à ses efforts en vue de l'exécution de son mandat.

Réalisation escomptée 1.1 : Application des dispositions du Document de Doha pour la paix au Darfour par l'Autorité régionale pour le Darfour en collaboration avec le Gouvernement soudanais et participation de toutes les principales parties prenantes darfouriennes au processus de paix

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Négociations menées en collaboration avec les organisations internationales et régionales en vue de parvenir à un accord de paix pleinement représentatif au Darfour

Un accord de paix pleinement représentatif n'a pas été conclu. Toutefois, le Médiateur en chef conjoint poursuit ses efforts visant à obtenir l'adhésion des mouvements non signataires, en organisant des consultations, des réunions et des ateliers avec leurs responsables ainsi que des réunions avec des dirigeants régionaux. Les acteurs des efforts de médiation synchronisés, sous la direction du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, ont rencontré le Vice-Premier Ministre du Qatar et d'autres dirigeants régionaux pour leur demander d'appuyer les efforts visant à faire participer les mouvements non signataires au dialogue national. Le Président du Groupe a en outre rencontré le Président El-Béchir afin d'évoquer l'éventuelle reprise des négociations avec les mouvements armés au Darfour. Les participants à ces réunions y ont étudié les manières de faire avancer le processus de paix.

1.1.2 Fonctionnement efficace des organes et institutions de l'Autorité régionale pour le Darfour

La nomination, par le Président El-Béchir, de deux membres du MJE-Soudan à un poste de ministre de l'Autorité régionale pour le Darfour et de deux autres au poste de président de chacune des deux commissions du Document de Doha pour la paix au Darfour a permis de donner une orientation aux activités des organes et institutions de l'Autorité et, ainsi, d'en améliorer le fonctionnement.

1.1.3 Application intégrale des dispositions du Document de Doha, en particulier celles consacrées au partage du pouvoir et des richesses, au cessez-le-feu permanent et aux arrangements finals en matière de sécurité, à l'enfance et au dialogue et aux consultations internes

Le Gouvernement soudanais et le MJE-Soudan ont fait des progrès dans l'application des dispositions du Document de Doha relatives au partage du pouvoir, avec la nomination du Ministre fédéral chargé du développement, du Ministre d'État chargé de l'agriculture, du Ministre de l'agriculture et du Ministre des affaires sociales de l'Autorité régionale pour le Darfour, du Président du Conseil de développement des nomades et des éleveurs du Darfour et du Président du Fonds de protection sociale du Darfour. En ce qui concerne les dispositions consacrées au partage des richesses, la première phase des projets de développement contenus dans la Stratégie de développement du Darfour a été complétée dans le Darfour occidental, le Darfour oriental et le Darfour méridional, tandis que dans les États du Darfour central et du Darfour septentrional, 50 % des projets de développement prévus ont été menés à bien.

Le Document de Doha a en outre été incorporé dans la constitution nationale. Le processus de dialogue et de consultations internes au Darfour a été lancé à Al-Fasher et dans d'autres capitales d'État. Des réunions de sensibilisation de la population se sont tenues dans toutes les localités de la région du Darfour. La deuxième phase des réunions de dialogue et de consultation de niveau local a démarré dans 15 localités du Darfour. Les arrangements définitifs en matière de sécurité et le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration du Mouvement pour la libération et la justice et du MJE-Soudan sont en cours.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i>		<i>Observations</i>
	<i>oui/non</i>	<i>ou nombre</i>	
Organisation de 6 consultations de haut niveau avec les parties signataires afin de faciliter la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour et de tous les accords ultérieurs, notamment en ce qui concerne le fonctionnement des institutions rattachées à l'Autorité régionale pour le Darfour prévues dans ledit Document	4		Des consultations ont été tenues avec les mouvements signataires afin de faciliter la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour. Des représentants de la MINUAD ont rencontré le Vice-Président du MJE-Soudan pour s'entretenir des efforts que le groupe déploie actuellement pour obtenir la présidence du Fonds de reconstruction et de développement du Darfour. Le Représentant spécial conjoint par intérim a rencontré le Président du MJE-Soudan afin d'examiner les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans l'application du protocole de paix de 2013 entre le Mouvement et le Gouvernement soudanais fondé sur le Document de Doha.

Organisation de 6 réunions consultatives avec la communauté internationale et les partenaires régionaux sur les priorités et les problèmes concernant la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour

Organisation de consultations trimestrielles avec le Gouvernement soudanais, les mouvements signataires, l'Union africaine et les partenaires régionaux et internationaux sur les progrès réalisés dans le cadre du processus de médiation

6 consultations ou réunions de haut niveau avec la Commission et le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine sur les questions liées à l'application du Document de Doha pour la paix au Darfour, aux modalités du processus de dialogue et de consultations internes au Darfour et au processus de paix au Darfour

Des représentants de la MINUAD ont rencontré le Président de l'Autorité régionale pour le Darfour et le Vice-Président du MJE-Soudan pour faire le point sur les progrès réalisés dans l'application du Document de Doha.

Seules 4 réunions ont eu lieu car les parties ont été occupées à des activités électorales d'octobre 2014 à avril 2015.

- 7 Réunions consultatives de haut niveau ont été tenues sur les priorités et les problèmes concernant la mise en œuvre du Document de Doha, avec la participation des parties prenantes de la MINUAD, du Comité politique et de sécurité de l'Union européenne, du Ministre chargé de l'Afrique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Chef d'état-major des armées du Sénégal, de la délégation de l'Union européenne auprès du Soudan, du Vice-Premier Ministre du Qatar et des Ambassadeurs de la Namibie, du Nigéria et de l'Ouganda en Éthiopie et auprès de la Commission de l'Union africaine.
- 6 Réunions consultatives, visant à donner des orientations dans le cadre du processus de paix au Darfour, en particulier sur les moyens de faciliter la participation des mouvements armés au dialogue national, ont été tenues à Khartoum, Addis-Abeba, Doha et N'Djamena, avec la participation du Gouvernement soudanais, de l'Autorité régionale pour le Darfour, des partis politiques d'opposition soudanais, de l'Union africaine, des dirigeants régionaux et des partenaires internationaux
- 5 Consultations de haut niveau ont été tenues avec la Commission, le Conseil de paix et de sécurité et le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud et l'Envoyé spécial de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, au sujet des questions liées à la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour, aux modalités du processus de dialogue et de consultations internes au Darfour et au processus de paix au Darfour, ainsi que de la participation des mouvements armés non signataires au dialogue national

Organisation de 4 réunions avec les mouvements armés non signataires en vue de les associer au processus de paix

Organisation de 6 réunions entre la MINUAD, le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud en vue de synchroniser les voies de médiation au Soudan à l'appui d'un dialogue national ouvert à tous

4 rapports sur l'exécution du mandat de l'Opération et l'évolution du processus de paix, établis par le Secrétaire général de l'ONU et par la Présidente de la Commission de l'Union africaine à l'intention, respectivement, du Conseil de sécurité et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine

5 Réunions ont été tenues à Kampala, Vienne et Addis-Abeba avec des dirigeants des mouvements armés non signataires, notamment un atelier de cinq jours sur les techniques de négociation, le cessez-le-feu et la cessation des hostilités à l'intention de 30 commandants de terrain du MJE-faction Gibril Ibrahim et de l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi. Ces réunions avaient pour objectif de préparer les mouvements armés du Darfour à une négociation directe avec le Gouvernement soudanais et à leur participation au dialogue national proposé. Des pourparlers préliminaires entre le Gouvernement et des mouvements armés du Darfour (MJE-faction Gibril Ibrahim et Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi) ont de plus été organisés dans le cadre des efforts de médiation synchronisée, sous la direction du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine.

5 Réunions ont été tenues avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, l'Envoyé spécial de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et le Vice-Premier Ministre du Qatar au sujet de la synchronisation des voies de médiation au Soudan à l'appui du dialogue national, en vue de mettre au point une méthode commune à l'ONU et à l'Union africaine pour la résolution des conflits au Soudan ainsi que d'évoquer des mesures visant à faire participer tous les mouvements d'opposition armés soudanais au processus de dialogue national, dans le cadre d'un effort de médiation harmonisé.

Les pourparlers préliminaires au dialogue national qui étaient prévus pour le 29 mars 2015 à Addis-Abeba ont été reportés en raison de la décision du Parti du congrès national de ne pas y prendre part avant les élections.

8 4 rapports trimestriels ont été présentés au Conseil de sécurité et 4 au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine

Organisation de réunions trimestrielles de la Commission de suivi du Document de Doha pour la paix au Darfour et établissement de 4 rapports à l'intention de cette commission

- 1 Le 12 janvier 2015, la Commission de suivi a tenu une réunion avec les parties signataires suivantes : le Gouvernement soudanais, le Mouvement pour la libération et la justice et le MJE-Soudan.

Les membres de la Commission de suivi ont décidé de ne tenir qu'une seule réunion au cours de la période considérée. Les rapports n'ont pas été établis en l'absence d'un accord entre les parties signataires

Organisation de 2 réunions de la Commission conjointe du Document de Doha pour la paix au Darfour et établissement de 12 rapports à l'intention de cette commission

- Non
- Aucune réunion de la Commission conjointe du Document de Doha pour la paix au Darfour n'a été organisée. La Commission conjointe n'a pas été saisie par les parties signataires du Document de Doha pour un quelconque problème lié à des violations du cessez-le-feu; par conséquent, aucune réunion n'a été organisée, ni aucun rapport établi à l'intention de la Commission conjointe.

Fourniture de conseils, dans le cadre de réunions ou forums consultatifs mensuels entre l'Autorité régionale pour le Darfour et les organisations de la société civile, les autorités locales et les dirigeants, y compris les personnes déplacées, les femmes et les jeunes, afin de coordonner la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour et l'exécution des activités de l'Autorité à l'échelle locale

- 14 Réunions ont été tenues, dans les 5 États du Darfour et à Khartoum, avec des responsables de l'Autorité régionale pour le Darfour, les organisations de la société civile, des responsables des niveaux national et local, des représentants locaux de l'administration, d'autres dirigeants locaux et des responsables d'associations de personnes déplacées, de femmes et de jeunes afin de coordonner l'application du Document de Doha et de renforcer les échanges entre l'Autorité régionale et les organisations de la société civile ainsi que les mécanismes de suivi du processus de paix. Parmi les questions examinées lors de ces réunions figuraient la promotion du dialogue interne au Darfour et la création de partenariats et le renforcement de la coordination avec les parties prenantes en vue de la mise en œuvre des activités de l'Autorité régionale pour le Darfour au niveau local.

Organisation de 6 réunions avec les parties au conflit, notamment le Gouvernement soudanais et les groupes armés, pour discuter de l'intégration des questions relatives à l'enfance au processus de paix, aux accords de paix et aux phases de relèvement et de reconstruction au lendemain du conflit, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité portant sur le sort des enfants en temps de conflit armé

- 4 Réunions ont été tenues avec les parties au conflit. 2 de ces réunions visaient à obtenir que les parties s'engagent à établir des plans d'action pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats; les 2 autres ont été tenues avec des chefs tribaux pour les faire s'engager à cesser d'utiliser des enfants dans les conflits intratribaux et intertribaux.

Organisation de 5 séminaires réunissant 200 représentantes de la société civile en vue de suivre l'application des dispositions du Document de Doha et des accords ultérieurs relatives à l'égalité des sexes et aux femmes

Campagnes d'information mettant en relief les travaux de l'Opération, prévoyant notamment des activités de sensibilisation à l'échelle locale avec distribution à la population de documents d'information porteurs de messages clefs et d'articles promotionnels en faveur du processus de paix, comme suit : 10 ateliers thématiques à l'intention des déplacés, des jeunes, des groupes de femmes et des notables locaux;

6 débats sur des sujets qui concernent la paix et leur lien avec la sécurité et le développement;
12 représentations théâtrales; 15 manifestations sportives; 15 concerts; 2 journées portes ouvertes en collaboration avec d'autres sections organiques;

8 manifestations spéciales ou culturelles visant à faire connaître les travaux et les activités menés par les différentes composantes de l'Opération;
6 messages télévisés de 30 à 90 secondes;

10 séquences vidéo non montées (« B-roll ») à l'intention des médias internationaux et locaux;
4 documentaires vidéo de 15 minutes, sur une série de 5; 52 épisodes hebdomadaires de 30 minutes d'un feuilleton radiophonique consacré aux activités de consolidation de la paix de l'Opération;

10 messages radiophoniques; 5 émissions en direct et messages promotionnels diffusés sur les stations de radio de la région du Darfour à titre d'appui aux activités de consolidation de la paix et de communication de l'Opération; 50 récits radiophoniques sur le processus de paix diffusés par la Radio des Nations Unies en anglais et en arabe; diffusion quotidienne d'au plus 3 séries d'émissions radiophoniques d'une heure, par l'intermédiaire de l'Autorité régionale pour le Darfour, sur les ondes de la radio de la MINUAD

Non La MINUAD a achevé de transférer la responsabilité des activités en faveur des femmes au Darfour à l'équipe de pays des Nations Unies et s'est consacrée à la prise en compte systématique du souci de l'égalité des sexes au sein de la mission. L'équipe de pays des Nations Unies n'a pas organisé les 5 séminaires prévus faute de ressources.

9 Ateliers thématiques à l'intention des déplacés, des jeunes, des groupes de femmes et des notables locaux, lors desquels la question de la paix a été débattue, ont été organisés.

1 Débat académique ouvert au public au sujet du processus de paix a été tenu. Les problèmes de sécurité à l'approche des élections ont interrompu les projets prévus au sein de la population.

14 Représentations théâtrales ont été organisées.

4 Concerts ont été organisés.

17 Manifestations sportives, notamment des matches de football et de volleyball et des courses de chevaux, ont été organisées dans tout le Darfour.

1 Journée portes ouvertes a été organisée. La seconde journée portes ouvertes ne s'est pas tenue en raison de problèmes de sécurité.

3 Manifestations spéciales ou culturelles ont été organisées, à savoir 3 manifestations culturelles au Darfour, s'ajoutant aux 8 journées internationales des Nations Unies célébrées en collaboration avec d'autres bureaux.

Magazines mensuels présentant des informations et des récits ayant trait au mandat de l'Opération; 1 bulletin d'information hebdomadaire; 1 livre sur la MINUAD; 2 magazines annuels illustrant les travaux des composantes militaire et police; 50 banderoles différentes pour des manifestations ou campagnes,

- 7 Messages télévisés, portant sur la sensibilisation à l'environnement et les questions de paix et de réconciliation, ont été diffusés par l'intermédiaire du service de télévision des Nations Unies et distribués à des chaînes de télévision locales.
- 14 Séquences vidéo non montées (« B-roll ») sur la Journée des Nations Unies, la conférence donnée par le Représentant spécial conjoint par intérim, la sensibilisation à l'environnement, les activités de maintien de la paix et les activités de police de l'Opération, ont été produites.
- 2 Documentaires vidéo concernant la paix et la sécurité ont été fournis. Le résultat a été inférieur aux prévisions en raison de la réaffectation de personnel technique à la MINUSCA.
- 40 Épisodes d'un feuilleton radiophonique à l'appui de la consolidation de la paix et du processus de paix au Darfour ont été produits.
- 28 Messages radiophoniques sur des thèmes de fond, visant principalement à appuyer le processus de paix et à promouvoir des journées de sensibilisation et de nouvelles initiatives de l'Opération, ont été diffusés localement.
- 12 Émissions radiophoniques en direct ont été produites.
- 82 Récits radiophoniques sur le processus de paix ont été produits pour être diffusés par la Radio des Nations Unies en anglais et en arabe.
- 336 Émissions d'une heure chacune ont été diffusées 2 fois par jour, 5 jours par semaine, notamment l'émission intitulée *Yala Nabni Darfur* et 75 épisodes de l'émission intitulée *Voices of Children*, conformément à l'arrangement conclu avec le Gouvernement soudanais, qui permet à la MINUAD de diffuser des émissions courtes.
- 4 Magazines bimestriels, rassemblant 2 numéros en un, ont été produits, plutôt que des volumes mensuels plus fins.
- Non Aucun bulletin d'information hebdomadaire n'a été produit car l'ordre de priorité des activités de sensibilisation a été revu.

25 affiches thématiques différentes et 6 brochures thématiques différentes distribuées en grand nombre pour appuyer les campagnes d'information et sensibiliser la population aux activités de la mission; 1 calendrier 2015 en 3 formats différents; 4 projets photographiques, dont des ouvrages et des expositions; 4 séries d'affiches différentes diffusées afin de sensibiliser la population à l'importance de la participation des femmes au processus de paix

Mises à jour quotidiennes sur le site Web de l'Opération et tenue de 5 points de presse, diffusion d'informations à l'intention et en provenance des médias, et points d'information sur les plateformes de publication électroniques de la mission, à titre d'appui au mandat de l'Opération

- 2 Ouvrages photographiques illustrant les travaux de l'Opération ont été publiés en format électronique; leur publication en format papier est en préparation.
- 2 Magazines annuels illustrant les travaux des composantes militaire et police ont été publiés.
- 53 Banderoles différentes, annonçant des manifestations de sensibilisation et comportant des messages ou des questions thématiques à l'intention du public, ont été produites en diverses quantités.
- 79 Affiches sur les campagnes de fond de la MINUAD, sur des questions de santé, telles que l'Ebola, sur les grandes initiatives et priorités concernant l'ensemble de la mission, telles qu'Umoja, et sur des manifestations de sensibilisation, ont été produites.
- 6 Brochures de sensibilisation aux questions de désarmement, démobilisation et réintégration, de l'égalité des sexes et du VIH ont été produites.
- 1 Calendrier 2015 de la MINUAD en 3 formats différents a été produit.
- 4 Expositions photographiques ont été tenues.
- 4 Supports promotionnels différents ont été conçus à l'appui d'activités en faveur de l'égalité des sexes.
- Oui Des rapports sur les informations diffusées à la radio, à la télévision et dans la presse ont été publiés quotidiennement et des communiqués de presse et déclarations de presses ont été publiés régulièrement; 5 points de presse et réunions avec les médias ont été effectués et des communiqués photographiques et notes d'information ont été diffusés au Siège de l'Organisation des Nations Unies et par son intermédiaire.

Composante 2 : Sécurité

44. L'Opération a contribué à rendre la plupart des régions de la zone de la mission relativement sûres, même si, dans certaines, en particulier dans le Djebel Marra (secteur central), des restrictions ont été imposées à la conduite de patrouilles de la MINUAD. La composante militaire de la MINUAD a assuré la sécurité en effectuant des patrouilles fixes et mobiles dans la zone de la mission. Dans les zones à haut risque ou potentiellement sensibles, les patrouilles ont été intensifiées pour

prévenir les actes de violence et garantir la sûreté et la sécurité de la population civile.

45. Au cours de la période à l'examen, bien que la composante militaire ait mené un total de 50 003 patrouilles, 130 cas de restrictions à la liberté de mouvement ont été dénombrés dans tous les secteurs de l'Opération, dont 51 cas de restrictions au déploiement de patrouilles de protection des organismes humanitaires et de patrouilles logistiques et administratives. La plupart de ces restrictions ont été imposées par les services de sécurité du Gouvernement soudanais, le Service national du renseignement et de la sécurité, l'armée et la Police soudanaises. Certains mouvements armés ont en outre restreint, à l'occasion, les mouvements des patrouilles de la MINUAD. En dépit de ces contraintes, l'armée a assuré 2 067 convois humanitaires destinés à aider les partenaires de l'action humanitaire à acheminer l'aide aux populations du Darfour qui en avaient besoin. Les patrouilles ont non seulement découragé les actes de violence et protégé les civils mais ont aussi aidé d'autres organisations humanitaires et de développement à atteindre les populations civiles du Darfour et à mener ainsi leurs opérations. Grâce à ses officiers de liaison, la composante militaire a assuré la communication et la coordination entre les autorités politiques locales du Gouvernement soudanais et le quartier général de la Force ou des secteurs. Toutefois, plusieurs hélicoptères de manœuvre militaires n'étant pas à sa disposition, la MINUAD a eu du mal à mener des missions militaires spéciales, notamment des opérations d'insertion, d'extraction et d'évacuation, des patrouilles aériennes de combat, des opérations de reconnaissance aérienne et des patrouilles de longue distance de nature à instaurer un climat de confiance. Si les hélicoptères militaires approuvés avaient été déployés, l'Opération aurait pu mieux surveiller les zones à haut risque, en particulier sur les routes peu aptes à la circulation des véhicules.

46. La composante police de la MINUAD a continué de renforcer les relations entre les déplacés, les communautés et les agents de la Police soudanaise afin d'assurer la protection des camps de déplacés. L'Opération a assuré une présence physique de sa police 24 heures sur 24 et sept jours sur sept en instaurant des patrouilles de confiance dans les camps de déplacés. Des patrouilles conjointes d'évaluation de la sécurité ont été menées par les composantes police, militaire et civile pour recueillir des informations devant servir aux systèmes d'alerte rapide, à surveiller les conditions de sécurité et à faciliter la fourniture d'une assistance humanitaire de base aux déplacés. Des activités de police de proximité ont été mises en place, 70 % des policiers ayant été déployés dans des zones reculées des 36 bases d'opérations pour assurer la sécurité des déplacés dans les camps et celle des populations avoisinantes. Par le truchement de sa composante police, l'Opération a également collaboré avec l'équipe de pays des Nations Unies et avec les autorités soudanaises à la mise en œuvre d'un projet sur la promotion de l'état de droit et de l'accès à la justice au Soudan, auquel ont étroitement participé le Bureau de la neutralisation des explosifs et des munitions et la police de la MINUAD afin d'éliminer les restes explosifs de guerre.

47. L'Opération a identifié des groupes avec lesquels elle a collaboré pour les aider à mieux engager une médiation et régler les conflits intercommunautaires; ces groupes sont, notamment, les *ageed* (guerriers traditionnels), les *hakamat* (chanteurs de guerre traditionnels) et les comités de coexistence pacifique. S'agissant des *ageed*, l'Opération a cherché à les intégrer dans les mécanismes de règlement des différends traditionnels existants. Elle a aussi collaboré étroitement avec des

organisations de la société civile, telles que le Centre de Kacha et le Darfur Civil Society Mechanism for Peace, afin de renforcer leur capacité de régler les conflits au Darfour. À cet égard, le Centre de Kacha a pu, avec l'aide de l'Opération, gérer les conflits, notamment ceux opposant les Maaliya aux Rizeigat et les Berti aux Ziyadiya. En outre, la collaboration de l'Opération avec les organisations de la société civile a permis d'assurer le transport des acteurs à travers tout le pays, en particulier depuis Khartoum vers les États du Darfour oriental ou méridional, où ils sont entrés directement en contact avec les communautés en conflit. Ces initiatives ont permis de faire cesser les hostilités et d'atténuer certains conflits.

48. La Commission du cessez-le-feu a surveillé régulièrement la mise en œuvre du cessez-le-feu permanent en ce qui concerne les ex-combattants du Mouvement pour la libération et la justice et du MJE-Soudan. Quelque 534 ex-combattants affiliés au MJE-Soudan ont été démobilisés, dont 437 ont été intégrés avec succès aux forces armées du Gouvernement soudanais avant juin 2015. Quelque 500 autres ex-combattants ont reçu, sous les auspices du Gouvernement soudanais, une formation au secteur Nord devant leur servir à s'intégrer, à terme, aux forces armées. Le Mouvement pour la libération et la justice, qui s'était auparavant retiré de l'accord relatif au Document de Doha pour la paix au Darfour, s'est joint au processus de paix après l'intervention de la Commission du cessez-le-feu et de la Commission conjointe du Document de Doha pour la paix au Darfour. Des retards étant survenus dans la démobilisation de ce mouvement, la Commission du cessez-le-feu est actuellement en passe de finaliser les dispositions relatives à la sécurité. Les processus de vérification dans le secteur Nord et le secteur du Darfour méridional ont été achevés. Quelque 200 ex-combattants du Mouvement, qui se trouvaient au camp d'intégration de Chawa (Darfour central), ont rejoint le quartier général d'une brigade des forces armées du Gouvernement soudanais à Zalingei (Darfour central). Ayant réussi à mener à terme le processus de vérification concernant les deux mouvements, la Commission du cessez-le-feu continue de surveiller de près le déroulement du processus d'intégration des ex-combattants au sein des Forces armées soudanaises.

49. LA MINUAD a aidé les institutions nationales, notamment la Commission soudanaise pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration et la Commission d'application des dispositions relatives à la sécurité au Darfour, ainsi que les signataires du Document de Doha pour la paix au Darfour, soit le Gouvernement soudanais, le Mouvement pour la libération et la justice et le MJE-Soudan, à procéder au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration des ex-combattants, conformément aux dispositions des arrangements finals en matière de sécurité prévus par le Document de Doha. Les signataires du Document de Doha ont achevé les préparatifs du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants du MJE-Soudan et de ses émanations basés au Darfour septentrional. Le processus de désarmement des ex-combattants du Mouvement pour la libération et la justice basés au Darfour septentrional, central, occidental ou méridional a également été surveillé, tandis que les dispositions prises pour assurer la démobilisation des ex-combattants du Mouvement pour la libération et la justice et du MJE-Soudan basés au Darfour méridional ou oriental ont continué d'être appliquées. L'Opération, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, a apporté l'appui requis pour la démobilisation d'anciens combattants du MJE-Soudan et de ses émanations.

50. Afin de réduire la violence sévissant dans les régions à risque ou exposées aux conflits, la MINUAD a également continué d'exécuter à l'échelon local des projets à forte intensité de main-d'œuvre, dans le cadre du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration de deuxième génération mis en œuvre, au sein de diverses collectivités du Darfour, en faveur des jeunes courant le risque d'être recrutés par des mouvements armés ou de se joindre à des bandes de criminels. En collaboration avec des partenaires d'exécution locaux, 27 projets de formation professionnelle ou de formation en cours d'emploi destinés à 1 770 jeunes à risque ont été lancés dans les cinq États du Darfour; 13 étaient achevés et neuf étaient en passe de l'être au terme de la période à l'examen. Le suivi de la mise en œuvre et l'évaluation rétrospective montrent à quel point les projets sont bénéfiques pour les populations et les destinataires.

51. Les opérations de neutralisation des explosifs menées par la MINUAD dans les villages contaminés ont permis de détruire sans risque les explosifs qui menaçaient directement les populations. Des activités de sensibilisation ont également été organisées, à l'intention de villageois et de déplacés vivant dans des camps, pour les familiariser aux dangers que représentent les explosifs. Quelques commissariats de police du Gouvernement soudanais ont bénéficié d'un soutien technique destiné à les aider à améliorer les conditions d'entreposage des armes et munitions, dans le but de réduire le plus possible le risque de vol à des fins criminelles. Toutes ces activités ont contribué à protéger les populations locales du danger imminent que représentent les explosifs produits à l'issue du conflit armé qui a dévasté la région du Darfour.

Réalisation escomptée 2.1 : Instauration d'un climat de stabilité et de sécurité au Darfour

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

2.1.1 Réduction du nombre de civils victimes de conflits intercommunautaires (ethniques ou tribaux) (2012/13 : 1 229; 2013/14 : 1 059; 2014/15 : 800)

881 victimes de conflits intercommunautaires (ethniques ou tribaux) ont été recensées entre le 1^{er} juillet 2014 et le 30 juin 2015. Le nombre de victimes plus élevé que prévu s'explique par le renforcement de la capacité de combat des belligérants et des conflits intercommunautaires d'envergure impliquant des tribus qui étaient mieux armées du fait de leur participation de longue durée aux opérations anti-insurrectionnelles menées contre les mouvements armés non signataires.

2.1.2 Réduction du nombre d'incidents liés à des engins non explosés (2012/13 : 23; 2013/14 : 20; 2014/15 : 15)

Malgré l'accélération des opérations de destruction d'engins non explosés constatée au cours de la période à l'examen, le nombre d'incidents n'a pas diminué, 40 ayant été dénombrés, qui ont fait 19 morts et 57 blessés. Cette augmentation est imputable à l'aggravation des affrontements armés entre les Forces armées soudanaises et les milices armées, à l'intensification des conflits tribaux et à la multiplication des mouvements de populations dans les zones contaminées, qui étaient inaccessibles aux opérations de neutralisation d'explosifs.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réunions organisées toutes les deux semaines ou à la demande du Président de la Commission du cessez-le-feu et de ses sous-commissions sectorielles afin de débattre de questions liées aux violations des accords de paix pertinents, au redéploiement des forces et aux arrangements en matière de sécurité, ainsi qu'au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration des ex-combattants, la priorité étant donnée aux femmes, aux enfants et aux personnes handicapées; de régler les différends entre les parties signataires; et de dresser la liste des questions à soumettre à la Commission conjointe	8	Réunions de la Commission du cessez-le-feu se sont tenues. Le nombre plus faible que prévu s'explique par l'absence de représentants du MJE-Soudan, du Mouvement pour la libération et la justice, du Gouvernement qatari ou du Gouvernement soudanais. En effet, pour convoquer une réunion et examiner les questions courantes liées au cessez-le-feu, il faut que tous les acteurs concernés soient présents.
Services de sécurité fournis à l'équipe de pays des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales internationales et nationales et aux organismes humanitaires dans toute la zone de la mission, ainsi qu'aux organisations participant à la reconstruction et au développement, notamment sous forme de services de protection, de réunions d'information sur les questions de sécurité et d'un appui en cas d'évacuation	Oui	Quelque 40 soldats de la paix par jour, en moyenne, ont été déployés pour assurer la protection des 32 entrepôts, 2 bureaux et 30 logements du Programme alimentaire mondial (PAM) situés dans deux complexes du PAM. Aucune autre mesure de sécurité n'a été demandée par les acteurs humanitaires ou les partenaires de développement opérant au Darfour.
255 500 jours-homme assurés par 4 compagnies de réserves de la force ou des secteurs prêtes à intervenir dans n'importe quel point de la zone de la mission (175 hommes par compagnie à raison de 4 compagnies pendant 365 jours)	202 125	Jours-homme ont été effectués. Trois compagnies de réserves ont été déployées pendant l'exercice au quartier général de la force et dans les secteurs nord et sud. La quatrième compagnie n'a été déployée dans le secteur ouest qu'entre mai et juin 2015, en raison de retards intervenus dans l'obtention des autorisations requises pour le personnel et le matériel appartenant aux contingents.
74 460 jours-homme fournis par la compagnie du quartier général pour veiller à la sécurité de celui-ci et lui fournir des services de personnel administratif et d'opérateurs radio (132 hommes par jour pendant 365 jours) ainsi que pour escorter les membres de la direction et les visiteurs de marque (12 hommes par équipe à raison de 6 équipes pendant 365 jours)	58 212	Jours-homme ont été effectués, soit 48 180 pour les responsabilités du quartier général de l'Opération et 10 032 autres (836 escortes) pour les personnalités et les hauts dirigeants, en raison de la réduction de la demande de convois de protection des personnalités.
1 675 350 jours-homme de patrouille motorisée et pédestre pour assurer la sécurité et la protection des civils, pour surveiller et suivre les conflits violents ainsi que les positions, les effectifs et les mouvements de toutes les forces engagées dans le conflit au Darfour, et pour assurer la sécurité des	2 250 135	Jours-homme de patrouille motorisée et pédestre ont été assurés, notamment pour des patrouilles menées dans 34 bases d'opérations et deux bases temporaires, comptant chacune 45 soldats de la paix en moyenne. Le nombre plus élevé que prévu de patrouilles s'explique

observateurs (45 hommes par patrouille à raison de 3 patrouilles par base d'opérations pendant 365 jours

1 079 670 jours-homme pour veiller à la sécurité (72 hommes sur chacune des 34 bases d'opérations pendant 365 jours) et assurer le commandement et le contrôle ainsi que l'appui administratif et le soutien logistique dans les bases d'opérations (15 hommes sur chacune des 34 bases d'opérations pendant 365 jours)

3 840 heures de soutien aérien pour offrir une protection mobile d'urgence dans les zones à haut risque ou dont l'accès par voie terrestre est difficile; pour protéger les hélicoptères de transport civils et militaires et les convois terrestres; pour effectuer des patrouilles, des reconnaissances et des visites de contrôle (8 hélicoptères militaires polyvalents à raison de 40 heures par hélicoptère et par mois durant 12 mois)

267 180 jours-homme pour protéger les convois opérationnels, logistiques et administratifs de la mission et de sa composante militaire (56 hommes par convoi à raison de 12 convois par jour pendant 365 jours) ainsi que les convois humanitaires (20 hommes par convoi à raison de 3 convois par jour pendant 365 jours)

31 025 jours-officier de liaison pour maintenir des contacts étroits avec les autorités nationales et locales, les autres parties, les chefs tribaux et les populations locales afin de résoudre les conflits (85 officiers de liaison pendant 365 jours)

36 500 jours-homme dans les centres de 5 bases opérationnelles temporaires afin de protéger des sites d'opérations spécifiques (points de distribution et centres logistiques, et points de collecte et d'entreposage des armes) (20 hommes pour chacun des 5 centres pendant 365 jours)

par l'augmentation des besoins de protection requise par le personnel des Nations Unies et les civils.

1 079 670 Jours-homme ont été effectués, pendant l'exercice, pour veiller à la sécurité et assurer le commandement et le contrôle ainsi que l'appui administratif et le soutien logistique dans les bases d'opérations (72 hommes par jour pour veiller à la sécurité et 15 hommes par jour pour assurer l'appui administratif et le soutien logistique) dans 34 bases d'opérations.

Non En attendant d'obtenir le feu vert nécessaire pour exploiter huit hélicoptères militaires, l'Opération a utilisé des appareils commerciaux pour accomplir certaines de ces tâches.

490 124 Jours-homme ont été effectués. Un total de 41 340 jours-homme pour les convois humanitaires (2 067 patrouilles de 20 hommes chacune) et 448 784 jours-homme pour les convois logistiques et administratifs (8 014 patrouilles de 56 hommes chacune) ont été effectués à partir de 34 bases d'opérations et de 2 bases opérationnelles avancées. La précarité des conditions de sécurité au Darfour a contraint à augmenter le nombre de convois destinés à protéger les acteurs humanitaires.

19 710 Jours-officier de liaison ont été effectués. Quelque 54 officiers de liaison ont été déployés en moyenne à travers tout le Darfour. Le nombre plus faible que prévu de jours-officier de liaison s'explique par la réalisation d'évaluations concernant le personnel en tenue et de missions d'examen globales.

76 080 Jours-homme ont été effectués. Deux bases opérationnelles temporaires de la taille d'une compagnie (de 120 hommes chacune) ont été déployées à El Sirif et à Kalma en octobre 2014. Les effectifs importants sur ces sites s'expliquent par le fait que ceux-ci se trouvaient près des vastes camps de déplacés requérant leur aide.

455 520 jours-homme d'unités de police constituées pour effectuer des patrouilles de sécurité afin d'assurer la protection des personnes déplacées (96 hommes par unité de police constituée à raison de 13 unités pendant 365 jours)	427 050 Jours-homme d'unités de police constituées ont été effectués. Treize unités de police constituée, de 90 hommes par unité en moyenne, ont aidé des patrouilles de police à assurer la protection des déplacés. Le nombre plus faible que prévu d'effectifs (90 hommes par unité) s'explique par le fait que certains membres des unités de police constituées ont offert un appui de réserve aux convois humanitaires destinés aux populations de déplacés requérant une aide humanitaire ou ont assuré la sécurité dans les camps.
264 990 jours d'opération de la police pour effectuer des patrouilles de sécurité afin de protéger les personnes déplacées, notamment par l'organisation d'activités de police de proximité dans l'ensemble du Darfour (6 policiers par patrouille à raison de 121 patrouilles pendant 365 jours)	160 600 Jours d'opération de la police ont été assurés pour effectuer des patrouilles de sécurité. Le nombre de jours plus faible que prévu s'explique par les restrictions imposées à la liberté de mouvement et à l'accès dans des zones sensibles en termes de sécurité, par la persistance de taux de vacance plus élevés que prévu pour les officiers de police, qui s'est traduit par une pénurie d'agents sur le terrain, et par l'incapacité d'effectuer des patrouilles imputable à une insuffisance de protection pénalisant certaines bases opérationnelles.
80 stages de formation financés par l'équipe de pays des Nations Unies à l'intention de 3 600 bénévoles affectés à la police de proximité dans les camps de déplacés pour aider la police soudanaise à faire respecter l'ordre, soit 40 stages portant sur la police de proximité à l'intention de 1 800 bénévoles et 40 autres portant sur les droits de l'homme et la violence sexuelle et sexiste à l'intention de 1 800 bénévoles (16 stages dans chacun des 5 secteurs à raison de 45 bénévoles par stage)	68 Stages de formation ont été organisés à l'intention de 3 280 bénévoles (dont 1 465 femmes) affectés à la police de proximité, soit 40 stages portant sur la police de proximité (à l'intention de 1 878 personnes) et 28 autres portant sur les droits de l'homme et la violence sexuelle et sexiste (à l'intention de 1 402 personnes). Le nombre de stages plus faible que prévu s'explique par le fait que les policiers de proximité bénévoles n'étaient pas disponibles au cours de la répartition de l'aide humanitaire et de la prise en compte des besoins essentiels pour les déplacés.
Exécution de 15 projets à effet rapide portant sur le développement des infrastructures de la police soudanaise (télécommunications et remise en état des commissariats)	Non Aucun projet à effet rapide destiné à aider la police soudanaise à développer ses infrastructures n'a été approuvé au cours de la période à l'examen, car les priorités se sont plutôt portées vers la mise en place de sources d'approvisionnement en eau, principalement des puits, dans le cadre de projets à effet rapide.
15 projets d'amélioration des moyens de subsistance des communautés mis en place dans le cadre de l'action menée en matière de réinsertion des	4 Projets d'amélioration des moyens de subsistance des communautés ont été achevés. Étant donné que l'Opération a privilégié les

personnes déplacées, et création d'un centre d'instruction de la police soudanaise dans le secteur est

20 réunions d'information avec des agriculteurs et des éleveurs pour encourager la consultation et engager un dialogue visant à prévenir les affrontements, apaiser les tensions et régler les conflits en matière d'accès aux ressources naturelles et de gestion des ressources naturelles

15 dialogues entre groupes d'agriculteurs et d'éleveurs, en coordination avec les autorités locales, des ministères et l'Autorité régionale pour le Darfour, pour atténuer les conflits et promouvoir la coexistence pacifique

Réunions mensuelles organisées avec les comités de paix et de réconciliation locaux en vue d'apaiser les conflits et de suivre la mise en œuvre des accords de paix et de cessation des hostilités signés à l'échelon local

20 réunions de consultation avec les principaux acteurs et groupes concernés, en coordination avec l'Autorité régionale pour le Darfour, les autorités locales, l'administration autochtone et les chefs tribaux, en vue de préparer une conférence de médiation visant à faciliter la signature au niveau local d'un accord de paix pour résoudre les conflits intertribaux

activités de mise en place de sources d'approvisionnement en eau, principalement des puits, seuls quatre nouveaux projets d'amélioration des moyens de subsistance des communautés ont été approuvés.

25 Réunions avec toute une série d'acteurs se sont tenues au Darfour septentrional (9), au Darfour méridional (6), au Darfour occidental (3), au Darfour oriental (3) et au Darfour central (4) pour encourager la consultation et engager un dialogue visant à prévenir les affrontements, apaiser les tensions et régler les conflits en matière d'accès aux ressources naturelles et de gestion des ressources naturelles.

36 Dialogues et forums ont eu lieu pour renforcer la coexistence pacifique entre agriculteurs et éleveurs et pour assurer la protection des cultures lors de la saison de la récolte au Darfour méridional (3), au Darfour septentrional (28) et au Darfour oriental (5), dont 11 campagnes de pacification menées dans neuf groupes de villages de la région rurale d'Al-Fasher afin de sensibiliser les agriculteurs et les éleveurs à la nécessité de préserver la paix sociale et de régler les conflits par des voies pacifiques. Plus de 1 500 personnes ont pris part aux campagnes.

29 Réunions ont été organisées avec les comités de paix et de réconciliation locaux au Darfour septentrional (16), au Darfour méridional (5), au Darfour oriental (4), au Darfour occidental (3) et dans la capitale, Khartoum (1). Elles ont été l'occasion d'examiner des questions liées aux conflits entre les tribus Berti, Ziyadiya et Zaghawa dans le but d'aider à apaiser les tensions qui les opposent.

14 Réunions se sont tenues avec les acteurs et groupes concernés au Darfour méridional (5), au Darfour septentrional (5), au Darfour occidental (2) et dans la capitale, Khartoum (2), afin d'atténuer les conflits, de faire avancer le processus de réconciliation, de connaître diverses vues sur les causes profondes de l'escalade des conflits et d'étudier la voie à suivre en vue d'un règlement et d'une réconciliation. Ces réunions, entre autres, ont précédé la conférence de Marawei tenue en novembre et

5 conférences axées sur le règlement des conflits intertribaux et sur la médiation entre les tribus, en coordination avec l'Autorité régionale pour le Darfour, les autorités locales et les principaux intervenants tribaux et communautaires, visant à faciliter la signature d'un accord de paix ou de cessation des hostilités au niveau local

5 campagnes d'intervention afin de diffuser, notamment auprès des jeunes, des femmes et des personnes déplacées, la teneur des récents accords de paix signés à l'échelon local

20 réunions avec des chefs communautaires, des représentants de l'administration autochtone, les autorités gouvernementales et l'Autorité régionale pour le Darfour pour suivre la mise en œuvre des accords de paix récemment signés au niveau local

décembre 2014 entre les Maaliya et les Rizeigat, respectivement au Darfour oriental et à Khartoum, qui a abouti à la rédaction d'un projet d'accord de paix, que les Maaliya n'ont pas signé. Des résultats analogues ont été obtenus au Darfour septentrional au sujet du conflit opposant les Berti aux Ziyadiya. Les efforts de médiation se poursuivent dans ce contexte.

- 9 Conférences axées sur le règlement des conflits intertribaux et sur la médiation entre les tribus se sont tenues. En juin 2015, une conférence tenue au Darfour septentrional a débouché sur la signature d'un accord de paix entre Four, Tama et Awlad Nwaiba (branche de la tribu des Rizeigat du nord) qui a permis de régler un conflit de longue date au sujet d'un événement qui, en 2013, avait fait un blessé parmi les membres de la tribu des Awlad Nwaiba. Huit ateliers de pacification, qui ont permis de former et de sensibiliser 500 participants (dont 150 femmes), 400 agents de la police soudanaise et 20 assistants juridiques aux mécanismes de médiation et de prévention des conflits, se sont tenus au Darfour méridional.
- 3 Réunions avec des chefs de tribu, des membres de commissions de réconciliation nationales et des représentants d'organisations locales d'ageed (guerriers traditionnels) se sont tenues au Darfour méridional afin de diffuser la teneur de deux accords de cessation des hostilités signés entre les tribus Habbaniya et Rizeigat et entre les tribus Fallata et Salamat, ainsi que d'un accord de paix conclu entre les tribus Gemir et Beni Halba. Un déni d'accès et des problèmes d'insécurité ont empêché de mener à terme cette activité.
- 5 Réunions se sont tenues pour la mise en œuvre des accords de paix récemment signés au niveau local, soit quatre réunions entre représentants des chefs de tribus locales, des autorités locales, d'organisations locales d'ageed (guerriers traditionnels) et de commissions de médiation nationales qui ont eu lieu au Darfour méridional afin de diffuser l'accord de cessation des hostilités signé entre les Massalit et les Fallata, entre les Salamat et les Fallata, entre les Taayicha et les Salamat et

Réunions mensuelles avec la Commission Vérité, justice et réconciliation de l'Autorité régionale pour le Darfour visant à la conseiller et à l'aider à remédier aux causes profondes des conflits, de concert avec l'équipe de pays des Nations Unies, et à lui fournir un appui technique et logistique nécessaire

15 séminaires à l'intention d'organisations locales visant à améliorer leur capacité à mettre en œuvre des projets à effet rapide

5 réunions organisées à l'intention de 200 chefs communautaires de sexe masculin, y compris des imams, portant essentiellement sur la sécurité des femmes et celle des communautés

Réunions trimestrielles avec la Commission du cessez-le-feu pour la conseiller quant aux dispositions du Document de Doha relatives aux femmes et à la problématique hommes-femmes, et contrôler leur mise en œuvre

entre les Habbaniya et les Rizeigat. En outre, un forum consultatif s'est tenu au Darfour occidental sur la prévention des conflits tribaux et sur la viabilisation des accords de réconciliation nationale, des accords de cessation des hostilités signés et des accords de paix. L'Autorité régionale pour le Darfour n'a pas pu être disponible pendant une longue période en raison, notamment, de la tenue des élections générales, étant donné que certains membres ont présenté leur candidature ou ont fait l'objet de transferts.

2 Réunions se sont tenues avec la Commission Vérité, justice et réconciliation et avec l'Autorité régionale pour le Darfour pour remédier aux causes profondes des conflits et fournir un appui technique et logistique, ainsi que pour atténuer les conflits et promouvoir la paix sociale à Koutoum et à Alwaha, au Darfour septentrional. L'insécurité dans les zones visées, leur inaccessibilité et des dissensions au sein de l'Autorité régionale pour le Darfour ont empêché de mener à bien cette activité.

15 Ateliers de renforcement des capacités ont été organisés sur les opérations générales et les procédures permettant de mettre en œuvre des projets à effet rapide à l'intention de 104 partenaires d'exécution au Darfour occidental, oriental et méridional. Les ateliers visaient à renforcer les connaissances et les compétences des participants relatives aux principes, aux directives, à l'élaboration de propositions et à l'établissement de rapports financiers concernant les projets à effet rapide.

Non La MINUAD a achevé le transfert à l'équipe de pays des Nations Unies des responsabilités concernant les activités liées à la problématique hommes-femmes menées au Darfour et a centré ses services consultatifs concernant l'égalité sur des questions internes à l'Opération.

Non La MINUAD a achevé le transfert à l'équipe de pays des Nations Unies des responsabilités concernant les activités liées à la problématique hommes-femmes menées au Darfour et a centré ses services consultatifs concernant l'égalité sur des questions internes

5 stages de formation portant sur les moyens de prévenir les violences sexuelles liées au conflit et d'y réagir, organisés en vue de renforcer les compétences en matière de sensibilisation de 200 membres des réseaux de protection des femmes dans les camps de déplacés des 5 États du Darfour	à l'Opération. L'équipe de pays des Nations Unies a participé aux réunions de la Commission du cessez-le-feu et l'a conseillée quant aux dispositions du Document de Doha pour la paix au Darfour relatives aux femmes et à la problématique hommes-femmes.
Interventions d'urgence et neutralisation d'engins explosifs et de munitions sur 30 sites situés dans des zones répertoriées comme dangereuses	Non La MINUAD a achevé le transfert à l'équipe de pays des Nations Unies des responsabilités concernant les activités liées à la problématique hommes-femmes menées au Darfour et a centré ses services consultatifs concernant l'égalité sur des questions internes à l'Opération. Les 5 stages de formation n'ont pas été organisés par l'équipe de pays des Nations Unies, faute de financement.
Formation de 100 policiers soudanais aux opérations de repérage d'engins non explosés dans les 5 secteurs d'opération de la mission	143 Engins explosifs ont été neutralisés dans 96 villages, dont 2 206 munitions non explosées et 9 759 munitions arrivées à expiration, qui ont été détruites. Le nombre d'engins plus élevé que prévu s'explique par le déploiement de trois équipes polyvalentes nationales et par l'amélioration de la coordination avec les autorités nationales, qui ont permis de mieux accéder aux sites à décontaminer.
Sessions de sensibilisation aux risques que posent les restes explosifs de guerre à l'intention des Darfouriens, organisés dans les cinq États du Darfour en faisant appel à différents moyens d'information	Non L'appel d'offres pour trouver un prestataire de formations n'a permis d'obtenir qu'un résultat qui n'a pas satisfait aux critères techniques requis pour la tâche. L'Opération a donc entrepris de renforcer la capacité de trois équipes nationales de décontamination d'une organisation non gouvernementale locale d'entreprendre des opérations analogues.
Stages de formation aux directives techniques internationales sur les munitions et aux normes internationales sur le contrôle des armes légères organisés à l'intention de 20 personnes choisies par les autorités nationales compétentes	Oui Des équipes mobiles de sensibilisation aux risques ont fait 1 700 présentations directes dans les cinq États du Darfour, ciblant les collectivités les plus à risque et formant 17 430 hommes, 29 365 femmes, 51 625 garçons et 37 927 filles.
	Non Des problèmes de calendrier ont empêché l'organisation de la formation, qui a été reportée au prochain exercice financier. Pour préparer le démarrage de la formation, sept installations d'entreposage d'armes et de munitions de la police soudanaise ont été réaménagées (trois au Darfour septentrional, deux au Darfour méridional et deux au Darfour oriental).

Réalisation escomptée 2.2 : Désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants au Darfour

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

2.2.1 Augmentation du nombre d'ex-combattants et de membres de la population locale participant aux projets de réinsertion (2012/13 : 0; 2013/14 : 6 000; 2014/15 : 7 000)

7 875 ex-combattants ont été désarmés par la Commission d'application des dispositions relatives à la sécurité au Darfour, de même que 1 350 combattants du MJE-Soudan basés au Darfour septentrional et 6 525 autres du Mouvement pour la libération et la justice dans les cinq États du Darfour. En outre, l'Opération, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le PAM et la Commission soudanaise pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, a appuyé la démobilisation de 534 ex-combattants du MJE-Soudan et de son émanation au Darfour septentrional. La planification de la démobilisation de combattants du Mouvement pour la libération et la justice basés au Darfour septentrional et au Darfour oriental se poursuit.

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations

Organisation, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, de 12 réunions avec la Commission soudanaise pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration et les autorités compétentes afin de leur donner des conseils, notamment opérationnels, sur la mise en œuvre d'un plan de désarmement, de démobilisation et de réintégration, ainsi que sur des mesures de désarmement des civils et des communautés et des mesures complémentaires pour le Darfour, dont des projets à forte intensité de main-d'œuvre visant à soutenir la lutte contre la violence et exécutés à l'échelon local

29 Réunions avec la Commission soudanaise pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration et les autorités compétentes se sont tenues, soit 16 réunions de coordination technique à l'échelle du pays, des régions et des États pour faciliter la planification, la mise en œuvre et la coordination des processus traditionnels de désarmement, de démobilisation et de réintégration pour le MJE-Soudan, le Mouvement pour la libération et ses émanations; 9 réunions sur le recensement, le suivi et l'exécution de projets à forte intensité de main-d'œuvre exécutés à l'échelon local destinés aux jeunes à risque et 4 réunions de coordination technique destinées à appuyer les activités de maîtrise des armes aux mains de civils menées au Darfour.

Le nombre de réunions plus élevé que prévu s'explique par la nécessité d'améliorer la cohérence et les synergies dans la coordination et la planification des mesures de désarmement et de démobilisation et des projets à forte intensité de main-d'œuvre exécutés à l'échelon local.

Coordination des activités de réinsertion, notamment les projets à forte intensité de main-d'œuvre exécutés à l'échelon local, pour 7 000 ex-combattants et membres de la population locale en vue de contribuer à la sécurité des populations en offrant des emplois de courte durée

Organisation de manifestations et diffusion de messages en faveur de relations pacifiques entre les communautés à l'intention de 7 000 ex-combattants et membres de la population locale, en liaison avec les projets à forte intensité de main-d'œuvre

Fourniture à la Commission d'application des dispositions relatives à la sécurité au Darfour et aux autorités compétentes, en coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, d'un soutien logistique pour identifier les enfants associés aux forces et groupes armés, vérifier leur situation, les libérer, retrouver leur famille, les remettre à leur famille et les réinsérer

2 044 Ex-combattants et membres de la population locale, dont des jeunes à risque, ont bénéficié d'activités de réinsertion, notamment des projets à forte intensité de main-d'œuvre exécutés à l'échelon local. Des services de coordination efficaces ont été fournis à l'équipe de pays des Nations Unies et à des acteurs du Gouvernement soudanais pour les aider à la réinsertion de 534 ex-combattants du MJE-Soudan et de ses émanations qui ont été démobilisés au village de Turbo (Darfour septentrional). Le personnel démobilisé a reçu des sommes d'argent de l'Opération et des rations alimentaires du PAM. Le nombre de bénéficiaires plus faible que prévu s'explique par le fait que les autorités nationales n'ont pas transmis à temps la liste exhaustive des ex-combattants en attente de réinsertion.

1 510 Ex-combattants et membres de la population locale ont participé à des manifestations d'information organisées en liaison avec des projets à forte intensité de main-d'œuvre. En collaboration avec les partenaires d'exécution, autorités locales, chefs de tribu et leaders religieux ainsi que des représentants des femmes et des jeunes, 22 projets à forte intensité de main-d'œuvre exécutés à l'échelon local destinés à 1 510 jeunes ont été lancés dans les cinq États du Darfour. Des manifestations en faveur de relations pacifiques entre les communautés ont permis à l'Opération de sensibiliser les populations aux projets et de diffuser des messages et des matériaux pertinents aux participants.

Non Aucun soutien logistique n'a été fourni au cours de l'exercice pour obtenir la libération des enfants associés à des forces et des groupes armés; cela étant, un soutien logistique a été apporté à la campagne intitulée « Plus d'enfants soldats – Protégez le Darfour » lancée à Misiya (Darfour septentrional) en novembre 2014.

Composante 3 : état de droit, gouvernance et droits de l'homme

52. En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et des organisations non gouvernementales internationales et locales, l'Opération a appuyé les initiatives visant à renforcer l'état de droit. Elle a tenu plusieurs ateliers, séminaires et réunions et exécuté des projets visant à améliorer le respect de l'état de droit, notamment des projets de justice communautaire, pour renforcer les capacités des juges des tribunaux établis dans des zones rurales en matière de médiation des conflits communautaires, au titre desquels 48 juges de 24 tribunaux établis dans des zones rurales du Darfour ont été formés à la médiation et aux techniques de règlement des conflits, et pour appuyer les Centres justice et confiance des camps de déplacés d'Abbouchouk (Darfour septentrional) et de Kalma (Darfour méridional). Les populations ont bénéficié d'un meilleur accès à la justice grâce à l'appui technique fourni aux réseaux d'assistance juridique. Un grand nombre de victimes de crimes, notamment de violences sexuelles et sexistes, ont bénéficié des services offerts par les réseaux communautaires d'assistance juridique présents dans les deux camps susmentionnés ainsi que dans d'autres camps au Darfour occidental et au Darfour central. L'Opération a activement contribué à renforcer les capacités de ces réseaux par des formations ciblées. La MINUAD a appuyé le renforcement du système public d'aide judiciaire, dans le cadre de l'objectif plus général consistant à faciliter l'accès des groupes vulnérables à la justice, s'agissant notamment des femmes, des enfants et des détenus. Les contacts noués par l'Opération avec les associations d'aide juridique du Darfour central, du Darfour méridional et du Darfour occidental ont permis de fournir gratuitement ces services aux groupes démunis et vulnérables et ainsi d'améliorer l'accès à la justice.

53. La MINUAD a appuyé l'amélioration du système de justice pénale soudanais, en particulier le système pénitentiaire, afin de favoriser l'instauration d'un environnement stable et protecteur, l'une de ses missions prioritaires consistant, aux termes de la résolution 2173 (2014) du Conseil de sécurité, à protéger les civils. Elle a organisé un voyage d'études au Tribunal pénal international pour le Rwanda qui a permis à trois procureurs généraux soudanais de tirer des enseignements de l'action du Tribunal d'Arusha alors qu'ils allaient apporter un appui au Tribunal pénal spécial sur les événements du Darfour. Elle a également organisé à l'intention de 13 procureurs du Bureau du Procureur spécial chargé des crimes commis au Darfour un atelier sur les techniques modernes et les pratiques optimales en matière de poursuites pour les crimes de masse et les violations du droit international humanitaire à l'intention de 13 procureurs du Bureau du Procureur spécial chargé des crimes commis au Darfour. Un projet à effet rapide visant à remettre en état le bureau du cadastre à Forobarang (Darfour occidental) a également été mené à bien dans le cadre d'une vaste stratégie visant à améliorer le règlement des différends et la médiation des conflits communautaires. Des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre du plan stratégique quinquennal concernant les prisons. L'établissement de programmes de réinsertion pour les prisonniers a également beaucoup progressé et de nombreux programmes d'acquisition de compétences professionnelles ont été mis en œuvre dans plusieurs prisons du Darfour pour aider les prisonniers à se réinsérer dans leur communauté. En outre, des programmes d'éducation formelle et informelle, des programmes psychosociaux et des programmes de loisirs ont été mis en place dans des prisons. Dans le cadre de la modernisation des infrastructures, le centre de réinsertion pour mineurs de Shallah a été remis en état grâce à des projets locaux à forte intensité de main-d'œuvre de

l'Opération et deux projets à effet rapide ont été menés pour améliorer les conditions de vie, la sûreté et la sécurité dans la prison d'El Da'ein.

54. La MINUAD a continué de surveiller le respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice, de combattre l'impunité des auteurs de violations de ces droits et à renforcer les capacités des institutions publiques et autres. Pendant la période à l'examen, elle a participé à la lutte contre l'impunité et contribué à renforcer l'accès à la justice et l'application du principe de responsabilité au moyen de ses activités de communication, de renforcement des capacités, d'information, de suivi et d'établissement de rapports. Les autorités soudanaises ont répondu aux préoccupations en matière de droits de l'homme en adoptant des lois ciblées au Darfour oriental et en augmentant le nombre d'enquêtes, de poursuites et de mesures de réparation prises en faveur des victimes dans les affaires liées aux droits de l'homme. Les parties prenantes de la société civile ont sensiblement approfondi leur connaissance et leur compréhension des normes relatives aux droits de l'homme et ont été sensibilisées à ce sujet. L'Opération a suivi le déroulement des procès et a établi des rapports sur les affaires et incidents concernant les droits de l'homme.

55. La MINUAD a continué d'œuvrer à la prise en compte des droits de l'homme dans les initiatives politiques et les processus de paix engagés dans le cadre de stratégies de protection des civils et d'action humanitaire. La composante police de l'Opération a renforcé les mécanismes de coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies dans sept domaines d'activité grâce en révisant le cadre stratégique intégré pour la période 2014-2016. Cette collaboration a permis de renforcer les stratégies de protection des civils et d'assurer la sécurité des déplacés de retour dans leur communauté ainsi que leur réintégration. Les stratégies mises en œuvre ont consisté notamment à déployer des unités de police constituées à titre préventif pour assurer la sécurité des communautés touchées par les conflits opposant les tribus Maaliya et Rizeigat au Darfour oriental et les tribus Abbala et Bani Hussein à Saraf Omra au Darfour septentrional; à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire; à recenser les zones de tension; à signaler les cas de violence sexuelle et sexiste et à renforcer la coopération avec la police soudanaise lors de l'incident de Kalma, qui a jeté les bases des relations entre la communauté de Kalma et la police soudanaise, en novembre 2014. L'Opération a consolidé les unités de police constituées en application de l'accord sur le statut des forces et des mémorandums d'accord pertinents. Elle a organisé de fréquentes inspections du matériel des unités de police constituées et renforcé les capacités opérationnelles de ces dernières en leur proposant des activités ciblées telles que des entraînements au tir et des exercices de maintien de l'ordre.

56. La composante police de la MINUAD et la police soudanaise ont collaboré pour former des volontaires à la surveillance policière de proximité, aux droits de l'homme et à la lutte contre la violence sexuelle et sexiste. Les services de protection de l'enfance et de la famille créés en partenariat avec la police soudanaise ont facilité le suivi et le signalement d'infractions et la prise en charge des victimes de violences sexuelles et sexistes. En outre, la composante police et la police soudanaise ont mis au point une stratégie de formation commune comprenant huit programmes principaux: la protection des lieux de crime, les procédures d'enquête criminelle, les conditions de détention, le traitement des suspects, la gestion de l'ordre public, la surveillance policière de proximité, les droits de l'homme et la lutte contre la violence sexuelle et sexiste. Par l'intermédiaire de sa

composante police, l'Opération a également coopéré avec l'équipe de pays des Nations Unies et le Gouvernement soudanais pour mettre en œuvre un projet de promotion de l'état de droit et de l'accès à la justice au Soudan. Par ailleurs, le Bureau de la neutralisation des explosifs et des munitions et la police de la MINUAD ont coopéré étroitement pour détruire les explosifs et débris de guerre.

57. La MINUAD a formé 1 742 membres du personnel des composantes militaire, police et civile (dont 312 femmes) dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour tenir compte de la problématique hommes-femmes dans ses activités et procédures. Elle a notamment organisé une formation de formateurs sur ce sujet à l'intention des conseillers pour les questions de police et des coordonnateurs militaires pour les questions d'égalité des sexes ainsi qu'une formation approfondie à l'intention du personnel civil. Ces formations portaient sur les principales notions relatives à l'égalité des sexes, sur les instruments juridiques de promotion de l'égalité des sexes dans les opérations d'appui à la paix, sur la place des femmes dans la culture du Darfour, sur les mesures visant à prévenir et combattre la violence sexuelle et sexiste et sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes.

58. L'Opération a coopéré avec les commissions de l'Autorité régionale pour le Darfour, notamment la Commission foncière du Darfour et la Commission vérité, justice et réconciliation, ainsi qu'avec le Ministère de l'information, de la technologie et du renforcement des capacités pour mettre en œuvre le Document de Doha pour la paix au Darfour. Dans le cadre du projet de renforcement des capacités et de consolidation de la paix au Darfour financé par le Gouvernement japonais, la MINUAD a mené à bien la reconstruction et la restauration de 100 *rihoods* (barrages) au Darfour. Elle a convenu, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la commission chargée des nomades et le bureau du Ministère des ressources animalières au Darfour méridional, de délimiter 140 km de routes de transhumance dans les localités de Niteaga, Al Salam et Mershing, au Darfour central. La régulation des déplacements des pasteurs permise par la réouverture de routes de transhumance dans plusieurs localités du Darfour central a contribué à apaiser les différends entre les agriculteurs et les pasteurs. L'Opération a encouragé les comités de coexistence pacifique et les comités de protection de l'agriculture à promouvoir la cohésion sociale et la coexistence pacifique.

Réalisation escomptée 3.1 : Gouvernance efficace, représentative et ouverte à tous appliquée par les administrations nationales et locales

Indicateurs de succès prévus

3.1.1 Augmentation du nombre et de la représentativité des participants aux consultations élargies entre les commissions de l'Autorité régionale pour le Darfour et les acteurs locaux (2012/13 : 0; 2013/14 : 240; 2014/15 : 500)

Indicateurs de succès effectifs

Aucune consultation ne s'est tenue entre les commissions de l'Autorité régionale pour le Darfour et les acteurs locaux. L'Opération a tenu une réunion avec le secrétaire général de l'Autorité régionale pour le Darfour lors de laquelle il a été convenu qu'elle faciliterait des consultations entre le Président de l'Autorité et les acteurs locaux. Cependant, ces consultations n'ont pas eu lieu. L'Autorité régionale pour le Darfour n'était ni présente ni active dans les États du Darfour oriental, du Darfour occidental et du Darfour central.

3.1.2 Augmentation de la représentation des femmes darfouries au sein des institutions publiques, au niveau fédéral et au niveau des États (2012/13 : 15 %; 2013/14 : 35 %; 2014/15 : 38 %)

Le taux de représentation des femmes darfouries au sein des institutions publiques, au niveau fédéral et au niveau des États, s'est élevée à 18,1 % pendant la période à l'examen. Leur taux de représentation au sein du pouvoir législatif, des commissions et des organes du pouvoir exécutif des États du Darfour a sensiblement augmenté par rapport à l'exercice précédent. Dans les institutions publiques au niveau des États, il a augmenté comme suit : au Darfour septentrional, il est passé de 14 à 16 %; au Darfour méridional, de 9 à 11 %; au Darfour occidental, de 11 à 21 %; et au Darfour central, il est resté constant, à 25 %.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Organisation de réunions mensuelles avec l'Autorité régionale pour le Darfour sur la mise en place et le fonctionnement des organes du gouvernement de transition prévus dans le Document de Doha pour la paix au Darfour (tels que le Fonds de reconstruction et de développement du Darfour, la Commission foncière du Darfour, la Commission d'indemnisation et la Commission vérité, justice et réconciliation)	9	Réunions ont été organisées avec l'Autorité régionale pour le Darfour au Darfour septentrional (5), au Darfour occidental (2) et au Darfour méridional (1) ainsi que dans la capitale, Khartoum (1), pour examiner la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour; le rôle que joue la Commission foncière du Darfour dans la résolution de litiges fonciers et de conflits liés aux ressources naturelles; la collecte de données relatives aux ressources naturelles; le droit coutumier et la paix sociale; les questions relatives aux systèmes d'alerte rapide; l'avenir de l'Autorité régionale pour le Darfour après les élections d'avril 2015 ainsi que d'autres activités menées par l'Autorité, les difficultés rencontrées et la voie à suivre.
Organisation de réunions mensuelles avec les commissions foncières des différents États et la Commission foncière du Darfour, sur l'utilisation des terres et le régime foncier, les droits fonciers ancestraux (par exemple le hawakeer, qui régit la propriété foncière et les droits de transhumance) et la gestion des ressources naturelles, dans le but de s'attaquer aux causes profondes du conflit au Darfour	8	Réunions ont été organisées. Au Darfour méridional, trois réunions ont été organisées avec la commission foncière locale : la première faisait suite à une conférence de deux jours sur les litiges fonciers, l'utilisation des terres et le droit coutumier (juillet 2014), la deuxième visait à examiner les questions relatives aux ressources naturelles (novembre 2014) et la troisième à examiner le rôle que joue la Commission foncière du Darfour dans la résolution de litiges fonciers (avril 2015). Au Darfour septentrional, deux réunions se sont tenues avec le directeur de la commission foncière locale, la première pour examiner l'utilisation et l'enregistrement des terres au

	<p>Darfour septentrional (juillet 2014), la seconde pour examiner les questions relatives aux litiges fonciers et à l'évaluation des systèmes d'alerte rapide (mars 2015).</p> <p>En mars 2015, une réunion s'est tenue avec la Commission foncière du Darfour nouvellement établie pour examiner son installation et son fonctionnement, les difficultés à venir et la coopération entre la Commission et l'Opération.</p> <p>Au Darfour occidental, une réunion s'est tenue avec la commission foncière locale pour examiner la mise en œuvre du projet de cartographie de l'utilisation des terres dans l'État et une autre pour examiner le fonctionnement de la Commission foncière du Darfour (juin 2015).</p>
Organisation d'une étude sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, évaluant la prévention, la participation, la protection, le redressement et le développement	Oui L'étude a été réalisée et la première version des conclusions a été distribuée pour observations à l'Opération et à l'équipe de pays des Nations Unies.

Réalisation escomptée 3.2 : Renforcement des capacités des acteurs chargés de faire respecter l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, de la justice et du système pénitentiaire, pour mettre fin à l'impunité et améliorer la fourniture de services judiciaires

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

3.2.1 Augmentation du nombre des acteurs du système judiciaire, notamment au Tribunal pénal spécial sur les événements du Darfour, formés aux normes internationales relatives à l'administration de la justice et aux poursuites (2012/13 : 0; 2013/14 : 0; 2014/15 : 50)

13 membres du personnel du Bureau du Procureur spécial chargé des crimes commis au Darfour ont été formés à la protection des droits juridiques dans l'administration de la justice. Ce nombre est inférieur aux prévisions en raison du nombre limité de membres du personnel libérés pour assister à la formation.

3.2.2 Mise en œuvre par les autorités pénitentiaires de 20 % des activités du plan stratégique quinquennal concernant les prisons (notamment évaluation des infrastructures par le Comité national pour l'amélioration des prisons)

10 % seulement des activités du plan stratégique quinquennal ont été mises en œuvre, en raison de l'insuffisance des fonds publics. L'Opération a organisé quatre ateliers de formation à l'intention de 121 fonctionnaires de l'administration pénitentiaire soudanaise et mené des projets à effet rapide pour moderniser les infrastructures du centre de réinsertion pour mineurs Shallah dans le cadre du plan stratégique quinquennal.

3.2.3 Augmentation du nombre des services d'aide juridique dans les prisons (2012/13 : 1; 2013/14 : 1; 2014/15 : 3)

Trois services d'aide juridique ont été mis en place dans des prisons. Deux services ont été créés au cours de la période considérée, à Nyala (Darfour méridional) et El Geneina (Darfour occidental), le troisième existait déjà au Darfour septentrional.

3.2.4 Augmentation du nombre d'ateliers pour magistrats consacrés à la médiation et au règlement des conflits assurés au moyen de modules de formation validés par l'Institut de formation du personnel judiciaire (2012/13 : 0; 2013/14 : 0; 2014/15 : 3)

Trois ateliers ont été organisés à El Fasher, Nyala et El Geneina pour 48 magistrats des régions rurales.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 4 réunions avec les comités pour l'amélioration des prisons, au niveau fédéral et à celui des États, sur la mise en œuvre des réformes du système pénitentiaire	1	Réunion s'est tenue avec les comités pour l'amélioration des prisons, au niveau fédéral et à celui des États. En outre, deux réunions de sous-comités techniques ont eu lieu pour organiser la table ronde des donateurs destinée à mobiliser des ressources aux fins de la mise en œuvre du plan stratégique quinquennal; 30 réunions de coordination avec les comités pour l'amélioration des prisons au niveau des États et 120 réunions des groupes de travail sur les prisons ont été organisées pour renforcer les compétences en matière d'encadrement et les capacités opérationnelles des responsables pénitentiaires et améliorer la prise en compte des droits de l'homme dans la gestion des prisons.
Fourniture au système pénitentiaire du Darfour d'une assistance technique en vue de la mise au point d'un cadre stratégique de formation ainsi que du programme correspondant à l'intention des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire soudanaise	Oui	Un projet de cadre stratégique de formation et un projet de programme ont été mis au point en consultation avec les autorités pénitentiaires soudanaises.
Organisation de 60 réunions avec les directeurs de prisons, pour leur apporter des conseils et un encadrement dans le but d'améliorer la gestion des établissements pénitentiaires du Darfour	62	Réunions ont été organisées avec les directeurs de prisons situées dans les cinq États du Darfour afin d'améliorer la gestion des prisons conformément aux normes et aux bonnes pratiques internationales.
Création de 2 services d'assistance juridique dans les prisons des secteurs Sud et Ouest, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	2	Services d'assistance juridique ont été créés dans les prisons de Nyala (Darfour méridional) et d'El Geneina (Darfour occidental) grâce au financement assuré par l'équipe de pays des Nations Unies.
Organisation de 52 réunions avec des représentants de la magistrature et du barreau pour leur fournir des conseils sur la manière de traiter les affaires en instance conformément aux règles et principes garantissant l'équité des procès et aux normes internationales applicables à la justice et aux droits de l'homme	55	Réunions ont été organisées avec les présidents, les procureurs et les représentants du barreau de plusieurs tribunaux du Darfour en vue de fournir des conseils au sujet des règles et normes internationales applicables. D'autres réunions ont eu lieu avec le Bureau du Procureur spécial chargé des crimes commis au

Organisation, à l'intention de représentants du système judiciaire et de la population, de 3 ateliers consacrés à la carte judiciaire et à la supervision, assortis d'un programme de formation à la médiation et au règlement des conflits

Organisation de 3 ateliers de sensibilisation à l'intention des assistants juridiques des centres communautaires visant à améliorer la capacité des intéressés à prendre en charge les cas de violence sexuelle et sexiste et à les signaler

Organisation, à l'échelle des secteurs, de 3 ateliers de sensibilisation à la lutte contre la violence à l'égard des femmes, à l'intention de 120 membres du système judiciaire (magistrats, avocats et membres du personnel pénitentiaire)

Détachement d'un membre du personnel du Comité permanent des questions judiciaires et pénitentiaires chargé de conseiller et d'aider l'Opération et les autorités soudanaises

Organisation en collaboration avec le PNUD, à l'intention de membres de la magistrature du barreau ainsi que d'organisations non gouvernementales, d'un atelier sur l'examen du dispositif d'aide juridique

Mise en place d'un programme complet d'assistance aux victimes et aux témoins

Organisation avec la Commission vérité, justice et réconciliation d'un séminaire sur le cadre et les caractéristiques du système juridique afin d'y intégrer les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience

Remise au Gouvernement soudanais d'un rapport contenant des conclusions et recommandations issues de l'observation de la pratique pénale en vue de déterminer l'application du droit national et des normes juridiques internationales

Darfour à El Fasher à propos du voyage d'étude au Tribunal pénal international pour le Rwanda.

3 Ateliers de consultation se sont tenus à Khartoum avec l'Institut de formation du personnel judiciaire pour élaborer un programme de formation aux principes de la médiation et à la mise en application par les autorités judiciaires des accords conclus entre les tribus. Un programme a été adopté d'un commun accord en mars 2015.

3 Ateliers se sont tenus à l'intention des assistants juridiques dans les camps de déplacés d'Abbouchouk (Darfour septentrional), de Kalma (Darfour méridional) et de Durti (Darfour occidental)

Non Aucun atelier ne s'est tenu du fait qu'aucun comité de lutte contre la violence à l'égard des femmes n'a été créé au niveau des États.

Oui Un membre du personnel du Comité permanent des questions judiciaires et pénitentiaires a été détaché auprès de l'Opération de mars à juin 2015.

Non Cette activité n'a pas pu être menée à bien du fait que les ressources financières du PNUD n'ont été mises à disposition qu'au deuxième semestre de 2015.

Non Un consultant international a été sélectionné pour évaluer les besoins des témoins et des victimes au Darfour mais s'est vu refuser un visa d'entrée. La procédure de sélection a repris pour désigner un consultant local et sera mené à bien pendant l'exercice 2015/16.

Non Le séminaire n'a pas pu être organisé du fait que des problèmes internes ont empêché la Commission vérité, justice et réconciliation de fonctionner.

Oui Le rapport a été achevé en juin 2015 et ses conclusions ont été communiquées aux présidents des tribunaux du Darfour.

Organisation de 3 réunions, dont une conférence régionale avec les membres du Tribunal pénal spécial sur les événements du Darfour en vue de fournir au Tribunal un appui technique et logistique visant à améliorer sa capacité de traiter des crimes graves

Organisation de 3 réunions avec le Président de la Cour suprême du Soudan en vue de mettre en place une vision commune des activités relatives à l'état de droit au Darfour

Organisation, financée par l'équipe de pays des Nations Unies, de 5 stages d'un mois à l'intention des nouvelles recrues du personnel pénitentiaire du Darfour sur les droits de l'homme et les fonctions pénitentiaires, de 1 cours de formation de 2 semaines à l'intention de 30 cadres intermédiaires sur l'exercice de leurs fonctions, et de 1 cours de formation de formateurs de niveau II d'un mois, à l'intention de 33 surveillants de l'administration pénitentiaire soudanaise

5 projets à effet rapide visant à améliorer les infrastructures des secteurs pénitentiaire et judiciaire et à renforcer leurs capacités

Création de 6 centres dans des locaux partagés avec la police soudanaise, 2 dans le secteur Nord et 1 dans chacun des autres secteurs. Comprenant 4 services (protection de l'enfance et de la famille, surveillance de la criminalité, droits de l'homme et police de proximité), chacun de ces centres aura pour vocation de renforcer les capacités de la police soudanaise à la faveur de l'affectation, dans chaque service, de 2 membres de la Police des Nations

- 1 Réunion a été organisée à Khartoum avec des responsables du Tribunal pénal spécial sur les événements du Darfour. La deuxième réunion n'a pas eu lieu étant donné que les responsables étaient toujours basés à Khartoum et ne se sont pas rendus au Darfour, invoquant les mauvaises conditions de sécurité. Par conséquent, la conférence régionale n'a pas eu lieu non plus.
- 2 Réunions ont été organisées avec le Président de la Cour suprême à Khartoum (août 2014) et à El Fasher (avril 2015). La troisième réunion n'a pas eu lieu au cours de l'exercice considéré du fait que le Président de la Cour suprême n'était pas disponible pendant le mois sacré du ramadan; elle a été organisée en août 2015.
- 3 Stages de formation ont été organisés. Les cinq stages d'un mois prévus pour les nouvelles recrues du personnel pénitentiaire n'ont pas eu lieu. Au lieu de cela, l'Opération a dispensé une formation en cours d'emploi sur les droits de l'homme et les fonctions pénitentiaires à 121 fonctionnaires de l'administration pénitentiaire du Darfour (dont 31 femmes). Le cours de formation de deux semaines a été organisé à El Fasher en juin 2015 pour 30 fonctionnaires (dont 12 femmes). Le cours de formation des formateurs de niveau 2 a été organisé à l'université d'El Fasher en mars 2015 pour 32 surveillants de l'administration pénitentiaire soudanaise.
- 5 Projets à effet rapide ont été menés à bien. Quatre d'entre eux visaient à améliorer les infrastructures pénitentiaires et le cinquième à renforcer les infrastructures judiciaires. Deux projets portaient sur la construction et l'amélioration des infrastructures, deux autres sur l'amélioration des installations sanitaires dans les prisons et le dernier sur l'accès à l'eau en prison.
- 7 Centres ont été créés dans des locaux partagés. Des services de protection de l'enfance et de la famille ont été créés dans les cinq États du Darfour : trois au Darfour septentrional (au siège de la police de l'État et dans deux commissariats), un au Darfour méridional (au commissariat de Nyala), un au Darfour oriental (au commissariat d'El Da'ein), un au Darfour occidental (au commissariat d'El Geneina) et un

Unies à raison de 8 heures par jour, 5 jours par semaine pendant 52 semaines

Organisation de 150 ateliers sur la réforme et la restructuration, dont : 5 ateliers à l'intention de membres de la police du Gouvernement soudanais/des mouvements en vue de suivre et d'évaluer l'ensemble des activités menées en matière de police de proximité; 75 ateliers sur la violence sexiste, le harcèlement sexuel et les droits de l'homme à l'intention des bénévoles exerçant une surveillance de proximité, en vue d'améliorer les services de protection de l'enfance et de la famille du Darfour; et 70 ateliers sur la violence sexiste, le harcèlement sexuel et les violations des droits de l'homme, notamment à l'égard des femmes et des enfants, à l'intention de magistrats, de professionnels de santé et de membres des forces de l'ordre et des forces armées soudanaises

Organisation de 864 réunions de coordination sur la sécurité avec la police soudanaise, les personnes déplacées et les organismes humanitaires, dans 36 bases d'opérations réparties sur l'ensemble du territoire du Darfour

Organisation, à l'intention de 700 membres de la police des signataires du Document de Doha pour la paix au Darfour et des accords ultérieurs, de 28 stages, dont 8 sur la police de proximité à l'intention de 200 agents, 12 sur les droits de l'homme et la violence sexuelle et sexiste à

au Darfour central (au commissariat de Zalingei). En outre, deux membres de la police des Nations Unies ont été affectés à quatre services, à raison de 8 heures par jour 5 jours par semaine pendant 52 semaines, soit tout au long de l'exercice.

62 Ateliers sur la réforme et la restructuration ont été organisés. Cinq ateliers ont été organisés pour 543 agents de police (dont 7 femmes) sur la police de proximité, la violence sexiste et les droits de l'homme et 57 ateliers ont été organisés pour 2 676 bénévoles (dont 951 femmes) sur la surveillance de proximité, les droits de l'homme, la violence sexuelle et sexiste et la protection de l'enfance et de la famille. Le nombre d'ateliers organisés à l'intention des bénévoles exerçant une surveillance de proximité a été inférieur aux prévisions et aucun des ateliers conjoints prévus n'a eu lieu en raison d'un manque d'engagement de la part des parties prenantes et de l'insuffisance du financement apporté par l'équipe de pays des Nations Unies.

159 Réunions de coordination sur la sécurité ont été organisées avec toutes les parties prenantes dans 36 bases d'opérations. Les participants ont examiné des plans de sécurité visant à protéger la population et les biens, le partage d'informations, les mesures à prendre pour endiguer la criminalité et relever les défis en matière de sécurité, la mise en place de la surveillance policière de proximité, la création de comités de sécurité et le signalement des infractions de manière à répondre aux besoins en matière de sécurité dans les camps de déplacés et au sein de la communauté humanitaire. Le nombre de réunions organisées est inférieur aux prévisions en raison d'un manque d'engagement de la part des parties prenantes et du fait que la priorité de la police du Soudan était de former ses agents en préparation des élections présidentielles d'avril 2015.

Non Aucun stage n'a été organisé en raison de l'insuffisance du financement apporté par l'équipe de pays des Nations Unies.

l'intention de 300 agents et 8 sur l'exercice des fonctions d'encadrement de niveau intermédiaire à l'intention de 200 agents de la police des mouvements

Organisation, financée par l'équipe de pays des Nations Unies, de 78 stages de formation initiale et de perfectionnement à l'intention de 3 160 policiers soudanais : 10 stages de formation initiale à l'intention de 400 sous-officiers (déontologie policière et compétences de base, droit); 10 stages sur la protection des lieux de crime à l'intention de 400 policiers; 10 stages sur la violence sexuelle et sexiste à l'intention de 400 policiers; 10 stages sur les procédures d'enquête criminelle à l'intention de 400 policiers; 10 stages de formation spécialisée sur la traite des êtres humains, le blanchiment d'argent, la lutte contre les stupéfiants, la cybercriminalité et la criminalité environnementale à l'intention de 300 policiers; 8 stages d'informatique à l'intention de 160 policiers; 5 stages sur la gestion de l'ordre public à l'intention de 500 policiers; 5 stages sur les conditions de détention et le traitement des suspects à l'intention de 200 policiers; 5 stages de formation à la direction d'équipes à l'intention de 200 policiers; et 5 stages sur la police de proximité à l'intention de 200 policiers

54 Stages de formation initiale et de perfectionnement ont été organisés. Au total, 2 990 policiers soudanais (dont 297 femmes) ont participé aux 54 ateliers sur les thèmes suivants: formation initiale (9 ateliers, 298 personnes), protection des lieux de crime (7 ateliers, 200 personnes), violence sexuelle et sexiste (1 atelier, 20 personnes), procédures d'enquête criminelle (11 ateliers, 303 personnes), informatique (9 ateliers, 209 personnes), gestion de l'ordre public (2 ateliers, 1 168 personnes), conditions de détention et traitement des suspects (9 ateliers, 270 personnes) et police de proximité (6 ateliers, 522 personnes). Le nombre de stages organisés est inférieur aux prévisions du fait que la priorité de la police du Soudan était de former ses agents en préparation des élections présidentielles d'avril 2015 et en raison de l'insuffisance du financement apporté par l'équipe de pays des Nations Unies.

Réalisation escomptée 3.3 : Progrès vers la promotion et la protection des droits de l'homme au Darfour

Indicateurs de succès prévus

3.3.1 Adoption, par le Gouvernement ou par des organes de contrôle ou des organes délibérants, d'au moins 2 nouvelles stratégies de promotion et de protection des droits de l'homme au Darfour, y compris dans les domaines de la justice transitionnelle et des droits de la femme (2012/13 : 6; 2013/14 : 2; 2014/15 : 2).

Indicateurs de succès effectifs

L'action de sensibilisation menée par l'Opération avec ses partenaires a abouti à l'adoption de trois nouvelles stratégies. Au Darfour oriental, le chef de l'autorité judiciaire a ordonné la mise en place de neuf tribunaux de localité et élevé le tribunal d'El Daein au rang de tribunal d'État, le Ministre de la Justice a affecté huit consultants au parquet pour assister les commissaires de localité et les procureurs dans le traitement des questions juridiques en vue de lutter contre l'impunité, et le Gouvernement de l'État a institué, en décembre 2014, une Commission des droits de l'homme. Au Darfour occidental, l'assemblée de l'État a approuvé la modification législative visant à ériger en infraction l'utilisation non autorisée d'armes et le fait de se voiler le visage, pratique fréquemment utilisée par les auteurs de violations des droits de l'homme pour dissimuler leur identité; cette modification doit être contresignée par le Gouverneur de l'État.

3.3.2 Conformité des lois, stratégies et initiatives nationales et régionales avec les normes et principes du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire [loi sur l'état d'urgence (2007), loi relative au Service national de renseignement et de sécurité (2010), loi de protection de l'enfance (2010), Code pénal (1991) et Code de procédure pénale (1991)].

3.3.3 Accroissement du nombre de mesures (enquêtes, poursuites, jugements, indemnisations et réformes institutionnelles) prises en réponse à des violations des droits de l'homme commises au Darfour par les autorités (2012/13 : 139; 2013/14 : 250; 2014/15 : 275).

3.3.4 Augmentation du pourcentage de projets administrés par des agences de sécurité extérieures au système des Nations Unies qui appliquent ou acceptent la politique de diligence de l'ONU pour l'évaluation des programmes (2012/13 : 0 %; 2013/14 : 20 %; 2014/15 : 25 %).

Le Gouvernement soudanais a pris des mesures en vue d'améliorer la conformité avec les normes en matière de droits de l'homme. L'opération a enregistré une augmentation de l'invocation de l'amendement de l'article 149 du Code pénal de 1991 relatif à la définition du viol aux fins des actions en justice. Par ailleurs, 11 textes législatifs sur la question ont été adoptés et promulgués en 2014.

Une trentaine de mesures (enquêtes, poursuites, jugements, indemnisations et réformes institutionnelles) ont été prises au Darfour au cours de l'exercice en réponse à des violations présumées des droits de l'homme. Dans un cas, les autorités ont réagi à une violation présumée des droits de l'homme dans laquelle deux officiers militaires des forces armées étaient impliqués. Dans 29 autres cas, elles ont réagi à des violations présumées des droits de l'homme commises au cours d'affrontements intercommunautaires dans lesquels étaient impliqués des agents de la fonction publique sur la base de leur appartenance tribale ou communautaire. Il s'agit notamment des crimes commis lors du conflit entre Ma'aliyya et Rizeigat (Darfour oriental), pour lesquels une commission d'enquête criminelle a été instituée en juillet 2014. Les résultats de l'enquête ont été soumis au Ministre de la justice. Huit autres cas d'homicide et de dommages corporels impliquant les tribus Ma'aliyya et Rizeigat ont été dénoncés à la police locale, qui a mené une enquête. Par ailleurs, l'Opération a pu documenter et vérifier 20 des 49 violations des droits de l'homme signalées au Darfour occidental.

100 % des projets administrés par des agences de sécurité extérieures au système des Nations Unies ont appliqué ou accepté la politique de diligence de l'ONU pour l'évaluation des programmes. Une procédure opérationnelle permanente sur la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme a été élaborée en vue de renforcer le mécanisme de contrôle au sein de l'Opération. En outre, une équipe spéciale a été constituée et formée pour aider les partenaires à faire en sorte que la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme soit systématiquement appliquée. Par ailleurs, toutes les demandes présentées au titre des projets à effet rapide et des projets locaux à forte intensité de main d'œuvre ont fait l'objet d'un examen visant à s'assurer de leur conformité avec cette politique lors des phases de conception et d'exécution.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Organisation, financée par l'équipe de pays des Nations Unies, d'un atelier sur le cadre conjoint de coopération en matière de droits de l'homme visant à fournir des conseils et un appui au Conseil consultatif gouvernemental pour les droits de l'homme au Darfour, de 2 réunions du Groupe de concertation sur les droits de l'homme au Darfour avec les principales parties prenantes nationales et internationales et de 12 réunions des sous-groupes locaux sur les droits de l'homme afin de répondre aux principales préoccupations dans ce domaine.</p>	19	<p>Des conseils et un appui ont été fournis au cours de l'exercice lors de réunions avec le Conseil consultatif pour les droits de l'homme au Darfour du Gouvernement soudanais (3), de la Commission nationale des droits de l'homme (6) et d'acteurs de la communauté internationale, dont l'équipe de pays des Nations Unies et l'équipe de pays pour l'action humanitaire (8), ainsi qu'à l'occasion de deux ateliers sur les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme organisés à l'intention de la Commission nationale des droits de l'homme, du Conseil consultatif pour les droits de l'homme et d'organisations de la société civile actives au niveau national.</p> <p>Par ailleurs, l'Opération a encouragé la mise en place de la Commission des droits de l'homme pour le Darfour oriental et fourni des conseils techniques en la matière; elle a aussi dispensé une formation sur les droits de l'homme et le droit humanitaire à l'intention des commissaires d'État aux droits de l'homme.</p>
<p>Prestation de conseils aux comités des États, dans le cadre de 12 réunions et de 4 ateliers, sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes, l'exécution de leurs programmes de travail, les stratégies de prévention, la répression des violences sexuelles et sexistes et le développement institutionnel.</p>	24	<p>Réunions et ateliers ont été organisés. L'Opération a fourni des conseils techniques et programmé des initiatives de sensibilisation aux droits de l'homme et de renforcement des capacités, dans le cadre de 12 réunions avec les commissions d'État sur les violences sexuelles et sexistes; 2 réunions ont été organisées avec la Commission d'État du Darfour central pour discuter du programme de travail de la MINUAD sur la violence contre les femmes et des graves violations des droits des filles (y compris les mutilations génitales féminines); 2 réunions ont été organisées avec la Commission d'État du Darfour oriental pour fournir des conseils sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes; 1 réunion a été organisée avec le conseiller du wali du Darfour occidental pour discuter du plan de travail annuel pour 2015; et 1 réunion conjointe a été organisée avec la Commission d'État sur la violence contre les femmes et le comité du Darfour sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU à l'occasion de la visite du Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences.</p>

Fourniture de conseils à la Commission parlementaire nationale des droits de l'homme et aux assemblées législatives des États du Darfour, dans le cadre de 15 réunions et de 5 ateliers consacrés à la mise en conformité de la législation en vigueur avec les normes internationales en matière de droits de l'homme.

Organisation de 420 visites sur le terrain pour évaluer la situation des droits de l'homme et en rendre compte, dont 240 missions de suivi et d'établissement des faits sur les lieux où des violations des droits de l'homme auraient été commises et auprès des collectivités locales, et 180 visites de suivi auprès des autorités locales concernées afin de constater les mesures prises et les progrès enregistrés

L'Opération a également organisé deux ateliers de renforcement des capacités en matière de lutte contre la violence faites aux femmes, à Khor Omer (Darfour septentrional) et à El Daein (Darfour oriental), un atelier sur la sensibilisation à la question des violences sexuelles liées aux conflits et de leur impact sur les femmes et les filles, à l'intention de l'unité de la MINUAD chargée de la lutte contre la violence faite aux femmes au Darfour central, deux séances de formation, à l'intention des membres de la Commission d'État, sur la sensibilisation à la manière de traiter les violences sexuelles et sexistes, ainsi qu'une séance de formation sur les droits de l'homme et la prévention et le traitement des violences sexuelles et sexistes, destinée à 30 coordonnateurs de sept localités pour la question de la violence contre les femmes

13 Dans le cadre d'activités entreprises par l'Opération, des conseils ont été fournis à la Commission parlementaire nationale des droits de l'homme et aux assemblées législatives des États. Sur l'ensemble du territoire darfourien, 12 réunions ont été organisées avec la Commission parlementaire et les membres des Conseils législatifs des États pour discuter des normes internationales en matière de droits de l'homme. Une session de formation sur les droits de l'homme a été organisée dans le Darfour occidental à l'intention de 34 membres du Conseil législatif de l'État. Les ateliers de formation destinés aux parlementaires n'ont pu avoir lieu comme prévu, car l'Assemblée nationale a été dissoute préalablement aux élections présidentielles de 2015 et la nouvelle Assemblée n'était pas encore entrée en fonction à la fin de l'exercice budgétaire

1 058 Visites sur le terrain ont été effectuées dans le cadre du suivi et du compte rendu relatif à la situation en matière de droits de l'homme. Quelque 529 visites sur le terrain, y compris des visites d'établissement des faits sur les lieux de violations présumées des droits de l'homme, ont été effectuées dans des camps de déplacés, des locaux de la police, des prisons et des hôpitaux. Quelque 251 visites de suivi et 278 missions de contrôle ont été effectuées conjointement avec les autorités compétentes et la police en vue d'apprécier l'avancement des dossiers en cours.

Fourniture de conseils et d'une assistance technique au Gouvernement soudanais dans le cadre de 120 missions d'étude de l'appareil judiciaire, le but étant de renforcer sa capacité d'offrir réparation aux victimes de violations des droits de l'homme et de lutter contre l'impunité au Darfour.

Fourniture de conseils techniques aux commissions d'aide humanitaire, aux ministères de tutelle et aux personnes déplacées, dans le cadre de 10 ateliers et de 240 réunions consacrés à la situation des personnes déplacées (notamment des plus vulnérables) en matière de droits de l'homme, aux questions liées à la violence sexuelle et sexiste et au dossier du retour volontaire des déplacés, dans la dignité et la sécurité, vers leurs lieux d'origine ou tout autre lieu de leur choix.

Organisation de 5 campagnes locales de sensibilisation aux droits de l'homme (1 à

146 Missions d'étude de l'appareil judiciaire ont été menées. L'Opération a fourni une assistance et des conseils techniques aux magistrats du parquet, aux juges et au personnel de police du Darfour oriental, dans le cadre de 24 réunions, effectué 48 visites auprès du parquet et des organes judiciaires dans le cadre du suivi des cas signalés au Darfour Central, effectué 28 visites dans les locaux des organes judiciaires et dans les établissements pénitenciers du Darfour septentrional et assuré le suivi de 46 affaires judiciaires au Darfour septentrional (20) et au Darfour occidental (26).

256 Ateliers et réunions avec les commissions d'aide humanitaire, les ministères de tutelle et les personnes déplacées ont été organisés. L'Opération a tenu 247 réunions avec des personnes déplacées, l'équipe de pays des Nations Unies, la Commission d'aide humanitaire, l'Autorité régionale pour le Darfour, les autorités de l'État, les responsables des camps et le personnel d'autres organisations travaillant dans les camps de déplacés dans tout le Darfour, afin de s'attaquer au problème de la situation de ces personnes en matière de droits de l'homme. Au total, neuf ateliers ont été organisés dans les cinq États du Darfour : deux dans le camp de déplacés de Neem sur la violence sexuelle et sexiste; un sur la problématique hommes-femmes, organisé par le Ministère des Affaires sociales, le service gouvernemental de protection de la famille et de l'enfant et le FNUAP à l'intention de 34 participants (dont 24 étudiantes de l'université de Zalingei) et consacré à la place des normes internationales en matière de droits de l'homme et des mécanismes de protection de ces droits dans l'administration de la justice, aux droits de l'enfant et à la protection de la femme; deux, à Sirif et Tina (Darfour septentrional), sur les normes nationales et internationales en matière de droits de l'homme; quatre au Darfour occidental sur des notions en lien avec les droits de l'homme, à l'intention de différents publics, notamment de ministères, de personnalités de la communauté des déplacés, de magistrats du parquet et du personnel de la police nationale soudanaise.

5 Campagnes locales de sensibilisation aux droits de l'homme ont été organisées. La Journée

l'occasion de la Journée internationale de la femme, 1 à l'occasion des 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste, 1 à l'occasion de la Journée africaine des droits de l'homme, 1 à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées et 1 à l'occasion de la Journée des droits de l'homme).

Fourniture d'une assistance technique aux parties prenantes du Document de Doha pour la paix au Darfour et de tous les accords ultérieurs, dans le cadre de 10 ateliers et de 25 réunions consacrés à la mise en œuvre des dispositions de ces accords relatives aux droits de l'homme et à la justice transitionnelle.

Fourniture d'une assistance technique au Groupe de concertation sur la justice transitionnelle au Darfour dans le cadre de 3 ateliers, le but étant de donner au Groupe les moyens de lutter contre l'impunité, de promouvoir la réconciliation, de mieux faire connaître les droits de l'homme et de renforcer les capacités et les compétences des principales parties prenantes, notamment de la société civile.

internationale des droits de l'homme, la Journée africaine des droits de l'homme, la Journée internationale des personnes handicapées et les 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste ont été célébrées dans tous les États du Darfour. En outre, de janvier à mars 2015, l'Opération a organisé à l'occasion de la Journée internationale de la femme, dans les cinq États du Darfour, une série de commémorations dont l'objectif central était de sensibiliser l'ensemble de la société à l'importance de l'autonomisation des femmes, laquelle passe en premier lieu par l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et suppose de créer des possibilités pour celles-ci d'accéder à l'instruction et à l'autonomie. Tous ces événements ont été couverts par l'Opération et par les médias nationaux.

- 25 Ateliers et réunions ont été organisés sur la mise en œuvre des dispositions des accords relatives aux droits de l'homme et à la justice transitionnelle. Au total, 23 réunions ont été tenues avec les parties prenantes en vue de fournir une assistance technique aux fins de la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour. Ces réunions ont porté sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays et les possibilités de collaboration aux fins des activités de renforcement des capacités, notamment en ce qui concerne les droits et responsabilités des personnes déplacées dans leur propre pays en tant que citoyens respectueux des lois. Deux ateliers de formation sur les concepts afférents aux droits de l'homme ont été tenus dans le Darfour occidental à l'intention du MJE-Soudan et du Mouvement pour la libération et la justice.
- 2 Ateliers sur la justice transitionnelle ont été organisés à l'intention de la Commission vérité, justice et réconciliation et de la Commission de la justice, le mécanisme de justice transitionnelle du Darfour n'étant pas opérationnel au cours de l'exercice. La nombre inférieur d'ateliers est une conséquence de la fermeture du Bureau des droits de l'homme de la MINUAD à Khartoum, qui a contraint l'Opération à mener depuis Al-Fasher toutes les activités prévues au niveau fédéral. En outre, quatre réunions visant à promouvoir l'intégration des normes en matière de droits de

Avec l'appui de l'équipe de pays des Nations Unies, organisation, à l'intention des magistrats du parquet, des juges, des professionnels de santé, des membres des forces armées soudanaises, des responsables de l'application des lois, des membres des mouvements armés et des représentants des mécanismes ruraux ou traditionnels, de 18 stages de formation à l'administration de la justice (portant notamment sur les questions pénitentiaires et sur l'impunité), aux normes internationales en matière de droits de l'homme et à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants.

Fourniture d'une assistance technique aux centres d'instruction de la police nationale soudanaise et au centre de formation de la magistrature, dans le cadre de 4 ateliers consacrés à la promotion des droits de l'homme et au programme d'enseignement de ces centres sur le thème des droits de l'homme.

Rédition de 10 000 supports pédagogiques, 1 800 affiches, 100 tableaux illustrés à feuilles mobiles et 1 000 sacs imprimés en vue de

l'homme dans les mécanismes de justice traditionnelle ont été menées, respectivement, avec le juge en chef du Tribunal rural (1), le chef adjoint de la choua (3) et le directeur du centre d'études pour la paix et le développement (Peace and Development Studies Centre) (1).

- 21 Stages de formation ont été organisés : 15 ateliers de formation à l'intention de la police nationale soudanaise, des responsables de l'application des lois et des professionnels de santé sur l'impunité, les normes en matière de droits de l'homme et la lutte contre la violence à l'égard femmes, 2 à l'intention des juges du Tribunal rural sur les systèmes traditionnels d'administration de la justice et 4 à l'intention des services nationaux de renseignement et de sécurité, ainsi que des membres des forces armées soudanaises, sur le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, en accordant une attention particulière à la question des violences sexuelles et sexistes.

La MINUAD a également tenu des séances d'information sur les normes en matière de droits de l'homme, les droits des détenus et les conditions de détention dans les prisons, dans le cadre d'ateliers animés par la Section de l'état de droit et des membres des forces armées soudanaises.

- 3 Ateliers ont été organisés sur la promotion des droits de l'homme et le programme d'enseignement de ces centres sur le thème des droits de l'homme. Une séance de formation sur la représentation juridique des victimes de violations des droits de l'homme a été organisée à l'intention des avocats en collaboration avec l'association du barreau du Darfour septentrional. Les forces de la police nationale soudanaise au Darfour méridional ont reçu une formation sur le cadre des droits de l'homme, les droits des personnes en attente de jugement et le recours à la force. Enfin, un atelier sur les droits de l'enfant a été organisé à l'intention des membres de la police nationale soudanaise, en collaboration avec le conseil de protection de l'enfance de l'État.

- Oui Le matériel d'information, d'éducation et de communication a été produit et distribué lors de toutes les séances de formation et de tous les

sensibiliser les populations locales aux instruments nationaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Prise en compte accrue des normes et principes en matière de droits de l'homme, notamment de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte d'un appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes, grâce à l'organisation de réunions mensuelles sur des politiques et des programmes avec les partenaires des Nations Unies, y compris ceux du Groupe sectoriel de la protection au Darfour.

Fourniture de conseils et d'un soutien à la Commission nationale des droits de l'homme, dans le cadre de 2 sessions de formation et de 4 réunions sur la mise en œuvre effective de son mandat.

Mise en œuvre de 4 projets à effet rapide visant à promouvoir les droits de l'homme dans l'enseignement scolaire et l'appareil judiciaire.

Consultation et coordination avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'Union africaine sur les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale sur des sujets ayant trait à la défense des droits de l'homme.

Organisation de 5 ateliers à l'intention de 200 magistrats du parquet, juges, membres du personnel de santé, militaires et membres des forces de l'ordre (policiers, agents des services nationaux

ateliers organisés par l'Opération. Des distributions publiques occasionnelles ont également eu lieu.

Oui Une procédure opérationnelle permanente sur la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme a été élaborée en vue de renforcer le mécanisme de contrôle. La MINUAD a veillé à ce que tous les projets à effet rapide et projets locaux à forte intensité de main d'œuvre soient préparés et exécutés en accord avec les principes de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme. Par ailleurs, des spécialistes des droits de l'homme ont participé à 10 réunions du Groupe de travail du Groupe de la protection.

2 Ateliers de formation sur l'établissement de rapports aux fins du mécanisme d'examen périodique universel ont été organisés à l'intention de 60 participants membres de la Commission nationale des droits de l'homme, du Conseil consultatif pour les droits de l'homme et d'organisations de la société civile.

1 Projet à effet rapide visant à améliorer les conditions de vie des détenus dans la prison de Geneina (Darfour occidental) a été mis en œuvre. Les trois autres projets à effet rapide n'ont pas été exécutés en raison d'une modification des priorités de l'Opération pour l'exercice en faveur du creusement de nouveaux puits artésiens.

Oui Des conférences téléphoniques mensuelles ont été organisées avec le HCDH afin d'échanger des informations et de solliciter des avis sur le suivi des obligations du pays au titre de l'examen périodique universel et envers les organes conventionnels, ainsi que sur les initiatives de renforcement des capacités et les fonds de coopération technique affectés à des activités menées en partenariat avec le Gouvernement soudanais. Des contacts réguliers ont été entretenus avec l'Union africaine en vue du lancement au Darfour d'un programme conjoint d'administration de la justice.

7 Des ateliers ont été organisés à l'intention de 130 magistrats du parquet, sur des sujets allant de l'examen périodique universel et des enquêtes criminelles aux droits de l'homme,

de renseignement et de sécurité et agents pénitentiaires).

Organisation de 2 tables rondes à l'intention de 40 médiatrices potentielles dans le domaine des dispositions de droit coutumier concernant les femmes.

l'accent étant mis sur le principe du procès équitable et le recours à l'aide juridictionnelle.

Non L'activité n'a pas pu avoir lieu, car il a été décidé de se consacrer plutôt à l'organisation de deux ateliers sur la justice transitionnelle destinés à la Commission de la justice et à la Commission vérité et réconciliation de l'Autorité régionale pour le Darfour. Au total, 48 membres de ces commissions et 21 techniciens ont bénéficié de ces ateliers, consacrés à des questions liées à l'utilisation, aux fins du règlement des conflits, d'un cadre juridique et des normes internationales en matière de droits de l'homme.

Réalisation escomptée 3.4 : Disparition progressive des violations graves commises par les parties au conflit

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

3.4.1 Nombre de plans d'action élaborés, signés et appliqués par les parties au conflit pour mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants soldats et aux autres exactions graves commises contre des enfants 2012/13 : 0; 2013/14 : 6; 2014/15 : 7)

Deux plans d'action ont été achevés au cours de l'exercice, ce qui porte le total actuel à huit. En octobre 2014, une milice progouvernementale a lancé un plan stratégique de proximité dans le but de mettre fin à l'emploi d'enfants-soldats dans les affrontements inter- et intra-ethniques qui se déroulent dans le Darfour septentrional.

3.4.2 Augmentation, au Darfour, du nombre de comités de protection de l'enfance formés à la promotion des droits de l'enfant et à la protection de l'enfance au niveau local dans le but de permettre aux collectivités d'assumer les responsabilités en la matière (2012/13 : 9; 2013/14 : 18; 2014/15 : 27)

Vingt-sept comités de protection de l'enfance ont été créés et formés dans les villages et les camps de déplacés en vue de renforcer la sensibilisation aux questions de défense des droits de l'enfant et de protection de l'enfance.

Produits prévus

Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre

Observations

Ouverture d'un dialogue avec les parties au conflit en vue de les amener à s'engager à adopter des plans d'action visant à mettre un terme au recrutement et à l'emploi d'enfants soldats, ainsi qu'aux autres violations, en application des résolutions 1539 (2004), 1612 (2005), 1882 (2009), 1998 (2011) et 2068 (2012) du Conseil de sécurité.

Oui En mai 2015, un dialogue sur le sort des enfants au Darfour a été organisé en Autriche entre le Chef par intérim de l'Opération, le Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et les dirigeants respectifs de l'Armée de libération du Soudan – faction Abdul Wahid, du MJE-Soudan et de l'Armée de libération du Soudan – faction Minni Minawi.

Organisation de 6 réunions avec les dirigeants des parties au conflit en vue de négocier l'élaboration et l'application de plans d'action et de fournir conseils et appui en la matière.

1 Une campagne pour l'ensemble du Darfour intitulée « Plus d'enfants soldats – Protégez le Darfour » a été lancée à Misseriya (Darfour septentrional), en décembre 2014, pour exhorter les parties à mettre un terme au recrutement et à

Organisation, financée par l'équipe de pays des Nations Unies, de 36 stages de formation sur les droits de l'enfant et la protection de l'enfance, à l'intention d'au moins 1 500 acteurs nationaux de la protection de l'enfance (membres d'organisations de la société civile, bénévoles de la police de proximité, institutions publiques soudanaises et comités et interlocuteurs reconnus dans le domaine).

Remise à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et au Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé de quatre rapports sur l'institutionnalisation et sur le renforcement des capacités et de quatre autres sur les violations perpétrées contre les enfants.

Organisation de 160 missions d'observation dans des lieux d'affectation hors Siège et camps de déplacés en vue de vérifier le bien-fondé des allégations de violations graves visant des enfants et d'y donner suite.

Organisation de quatre séances de formation sur les droits de l'enfant et la protection de l'enfance à l'intention des parties au conflit, en vue de renforcer leurs capacités et leurs connaissances relatives à six violations graves des droits de l'enfant, ainsi qu'aux normes et règles internationales.

l'emploi d'enfants soldats dans les conflits armés. Cet événement faisait suite à un plan stratégique de proximité lancé en octobre 2014 par le chef d'une milice progouvernementale et avalisé par d'autres chefs de tribus, dont l'objectif était de mettre fin à l'utilisation d'enfants-soldats dans les affrontements inter- et intra-ethniques.

61 Séances de formation ont été organisées. Au total, 2 262 personnes (dont 1 064 femmes) ont bénéficié des sessions de formation sur les droits de l'enfant et la protection de l'enfance. L'Opération a renforcé la formation, en ciblant en particulier les personnes déplacées, pour lutter contre le caillassage des véhicules de la MINUAD auquel se livrent des enfants au cours de patrouilles militaires et de police dans les camps.

6 Rapports, dont quatre rapports trimestriels sur les six violations graves visant des enfants, ont été établis et présentés au Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé; par ailleurs, deux rapports, l'un sur la promotion de l'institutionnalisation et du renforcement des capacités, l'autre sur l'action du personnel et des partenaires de l'Opération dans ces domaines, ont été présentés à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé.

176 Missions d'observation ont été menées par l'Opération dans des lieux d'affectation hors Siège en vue de vérifier le bien-fondé des allégations relatives aux six violations graves visant des enfants et d'y donner suite.

3 Des séances de formation ont été organisées au Darfour méridional afin de sensibiliser le Mouvement pour la libération et la justice et les forces armées nationales soudanaises aux droits de l'enfant, à la protection de l'enfance et aux autres règles et normes internationales applicables à la protection des droits de l'enfant.

Composante 4 : coordination de l'action humanitaire, relèvement et développement

59. Durant la période considérée dans ce rapport, en accord avec les priorités stratégiques révisées approuvées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2148 (2014), l'Opération a continué d'axer son mandat sur la protection des civils, notamment la facilitation de l'aide humanitaire. Elle a donc davantage recentré ses activités, suivant en cela l'approche révisée appliquée à la protection des civils à l'échelle de l'Opération, en étroite coordination avec les partenaires de l'équipe de pays des Nations Unies. Compte tenu de l'environnement de travail et des conditions de sécurité en constante évolution et extrêmement difficiles sur tout le territoire du Darfour, l'Opération n'a pas été en mesure de donner la priorité ou d'accorder une attention particulière aux activités de relèvement et de reconstruction menées au lendemain du conflit. En outre, la persistance du conflit s'ajoutant à d'importantes restrictions d'accès a empêché toute activité à l'appui des projets de relèvement ou de reconstruction dans de nombreuses zones du Darfour.

60. Bien que la MINUAD et ses partenaires humanitaires aient pu se rendre dans certaines parties du Darfour durant la période considérée, ils n'ont pas été autorisés à accéder à de nombreuses zones d'importance cruciale et, partant, aux populations vulnérables et démunies qui y vivent. Néanmoins, accompagnés d'escortes militaires de la MINUAD, les agents humanitaires ont pu apporter l'aide prévue dans certaines zones sensibles ou zones de conflit. Par ailleurs, l'instabilité provoquée par la persistance des hostilités a continué de ruiner tout espoir de retour volontaire permanent à grande échelle des personnes déplacées. Cette instabilité, s'ajoutant à l'absence de services essentiels et de moyens de subsistance dans la plupart des zones de rapatriement, a empêché l'Opération, qui travaille en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies et ses partenaires humanitaires, de faire des progrès significatifs en ce qui concerne le retour et la réintégration des populations déplacées au Darfour, et la mise en œuvre de solutions durables. En matière de protection des civils, elle a continué de collaborer étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies. Elle a notamment adopté le 10 mai 2015, à l'issue de consultations avec le Groupe mixte chargé de la protection et l'équipe de pays, une stratégie révisée en la matière qui permet de classer par ordre de priorité, en fonction de critères stratégiques, géographiques et opérationnels, les menaces qui pèsent sur la protection au Darfour et servira de fondement à la planification des opérations avec l'équipe de pays. À cet égard, le Centre d'opérations conjoint de la MINUAD constitue une plateforme essentielle pour l'échange d'informations sur les questions de protection des civils, notamment celles qui touchent à l'alerte rapide. Des équipes intégrées du Centre ont été déployées dans chaque état-major de secteur.

61. De même, les activités de sensibilisation menées conjointement par la MINUAD et l'équipe de pays des Nations Unies à l'appui de l'élargissement de l'espace humanitaire ont donné de bons résultats pour ce qui est de l'accès de missions d'évaluation interinstitutions qui auraient dû avoir lieu depuis longtemps, notamment à l'est de Jabal Marra, dans le Darfour central. En outre, malgré les restrictions permanentes liées aux problèmes de visas et d'autorisations que rencontrent la MINUAD ainsi que l'équipe de pays des Nations Unies et ses partenaires humanitaires, des réunions périodiques, ad hoc et d'urgence ont continué d'être organisées avec les partenaires de l'équipe de pays et l'Autorité régionale pour le Darfour au Darfour, avec la Commission d'aide humanitaire dans les

bureaux de secteur et avec les donateurs à Khartoum. Sur les 1 071 projets prévus au titre du Fonds de reconstruction et de développement du Darfour, 315 ont été engagés dans le cadre de la première phase des projets fondamentaux et des projets à court terme financés par le premier versement de 800 millions de livres soudanaises reçu du Gouvernement soudanais en 2013. En ce qui concerne le deuxième versement de 900 millions de livres soudanaises, 100 millions ont déjà été approuvés par le Gouvernement soudanais. À ce jour, près de 452 millions de livres soudanaises ont déjà été dépensés (sur un total de 615 millions prévus pour la première phase). De plus, le Gouvernement soudanais a financé des projets (80 millions de livres soudanaises, auxquels s'ajoutent 25 millions de dollars des États-Unis versés par le Ministère du développement) concernant la construction de routes et d'aéroports dans des zones stratégiques.

Réalisation escomptée 4.1 : Instauration d'un climat de sécurité durable permettant l'acheminement de l'aide humanitaire et la restauration des moyens d'existence

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

4.1.1 Montants décaissés suite aux engagements pris lors de la Conférence internationale des pour la reconstruction et le développement du Darfour (2012/13 : sans objet; 2013/14 : 40 %; 2014/15 : 60 %)

Les montants décaissés ont représenté 40 %. Ils se décomposent comme suit : 88 millions de dollars pour le Fonds de reconstruction et de développement du Darfour, 35 millions de dollars pour cinq centres de services pour les personnes qui rentrent chez elles et 6 millions de dollars pour les frais de fonctionnement de l'Autorité régionale pour le Darfour, versés par le Qatar; 200 millions de dollars pour raccorder le Darfour au réseau national, versés par le Fonds arabe de développement économique et social; 50 millions de dollars pour la construction de l'hôpital de Nyala, versés par la Turquie; 12 millions d'euros pour deux projets d'approvisionnement en eau, sur le Wadi el Ku et dans le Darfour oriental, versés par l'Union européenne; et 21 millions de dollars versés par l'Allemagne.

4.1.2 Augmentation du nombre de projets de relèvement et de réhabilitation financés au moyen du Fonds pour la paix et la stabilité des communautés au Darfour et d'autres fonds (2012/13 : 26; 2013/14 : 45; 2014/15 : 50)

Au total, 177 projets de relèvement et de réhabilitation ont été financés dans le cadre du projet de renforcement des capacités et de consolidation de la paix au Darfour, financé par le Gouvernement japonais par l'intermédiaire de l'Union africaine. L'Opération, par l'intermédiaire de partenaires d'exécution locaux, a entrepris la construction de 100 *rihoods* (barrages) dans le Darfour septentrional, méridional, central et occidental, et facilité la fourniture de mobilier et de matériel de bureau, de groupes électrogènes, et de citernes et de pompes à eau à 67 bureaux de commissaire. De plus, en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, elle a mené à bien tous les travaux de construction liés aux projets de relèvement et de réhabilitation qu'elle supervisait.

4.1.3 Amélioration de l'acheminement de l'aide humanitaire dans les zones d'accès restreint ou intermittent (2012/13 : 20 villages; 2013/14 : 40 villages; 2014/15 : 50 villages)

Une aide humanitaire a été acheminée jusqu'à 17 villages d'accès restreint ou intermittent. En tout, 4,4 millions d'habitants du Darfour ont besoin d'assistance sous une forme ou une autre et, pour la grande majorité d'entre eux,

une solution durable était hors de portée. De nombreuses zones du Darfour étaient accessibles durant la période considérée, mais d'autres, d'importance cruciale, notamment dans le Jabal Marra (Darfour central) et à l'est de Jabal Marra (Darfour méridional), étaient hors d'accès car il était impossible d'obtenir les autorisations nécessaires. Certaines zones sont restées difficiles d'accès en raison d'affrontements tribaux, de l'insécurité et d'obstacles bureaucratiques. Néanmoins, accompagnés d'escortes militaires, les acteurs humanitaires ont pu apporter de l'aide dans des zones sensibles et dans certaines zones de conflit.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de réunions mensuelles avec l'équipe de pays des Nations Unies et l'Autorité régionale pour le Darfour et de réunions bimensuelles avec l'équipe de pays pour l'action humanitaire en vue d'offrir des conseils sur les questions relatives à l'aide humanitaire, au relèvement rapide et à la protection des civils; participation à des réunions spéciales de donateurs consacrées aux questions humanitaires	430	Réunions périodiques, ad hoc et d'urgence ont été organisées avec les partenaires de l'équipe de pays des Nations Unies au Darfour et à Khartoum, avec l'Autorité régionale pour le Darfour au Darfour, avec la Commission d'aide humanitaire dans les bureaux de secteur et avec les donateurs à Khartoum.
Prestation de conseils aux parties au conflit à l'occasion de réunions mensuelles tenues dans chacun des cinq États du Darfour et visant à faciliter l'acheminement rapide et sans entrave dans les zones qu'elles contrôlent de l'aide humanitaire destinée aux populations qui en ont besoin	Oui	Des réunions mensuelles ont été tenues dans chacun des cinq États du Darfour. S'appuyant sur les données recueillies à l'occasion de missions sur le terrain et dans le cadre de sa collaboration avec les composantes militaires et de police sur les bases d'opérations, la MINUAD a recommandé de chercher à obtenir la levée des restrictions aux déplacements et d'insister sur le fait que les populations qui en avaient besoin devaient pouvoir bénéficier de l'aide des acteurs humanitaires et des interventions connexes. Ce type d'intervention a concerné Korma et Koutoum. Dans le secteur central, durant les missions de juillet 2014 et de juin 2015 à l'est de Jabal Marra, l'Opération a finalement obtenu du Gouvernement soudanais les autorisations nécessaires, ce qui a permis de mener les missions d'évaluation interinstitutions prévues.
Organisation de 5 ateliers de renforcement des capacités consacrés à la transversalisation de la problématique hommes-femmes à l'intention de 200 représentantes d'organisations de la société civile, financés par l'équipe de pays des Nations Unies	Non	La MINUAD a achevé de transférer la responsabilité des activités menées en faveur des femmes au Darfour à l'équipe de pays des Nations Unies et a axé ses services consultatifs en la matière sur des questions internes.

Mise en place, avec le concours financier de l'équipe de pays des Nations Unies, d'un programme de formation au microcrédit et à la gestion de projets pour permettre à des Darfouriennes de créer 5 activités génératrices de revenus qui pourront profiter à 200 bénéficiaires	Non	L'équipe de pays n'a pas organisé les cinq ateliers prévus en raison d'un manque de fonds. La MINUAD a achevé de transférer la responsabilité des activités menées en faveur des femmes au Darfour à l'équipe de pays des Nations Unies et a axé ses services consultatifs en la matière sur des questions internes. L'équipe de pays n'a pas dispensé la formation prévue en raison d'un manque de fonds.
--	-----	---

Réalisation escomptée 4.2 : Fin des attaques et harcèlements redoutés par les civils au Darfour; retour volontaire des déplacés et des réfugiés chez eux ou réinstallation dans des lieux où leur sûreté et leur sécurité sont garanties

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

4.2.1 Augmentation du nombre de décisions prises et appliquées par le Groupe mixte chargé de la protection qui ont un impact direct et positif sur la protection des civils sur l'ensemble du territoire (2012/13 : sans objet; 2013/14 : 24; 2014/15 : 30)

20 décisions ont été prises et appliquées par le Groupe mixte chargé de la protection et ont eu un impact direct et positif sur la protection des civils sur l'ensemble du territoire. Ce groupe, composé de représentants des composantes militaire, civile et de police de l'Opération et de l'équipe de pays des Nations Unies, s'est réuni à 12 occasions pour débattre de questions de protection de routine ou urgentes, et a assuré 20 mesures relatives à la coordination de la protection des civils sur l'ensemble du territoire. En outre, l'application d'un certain nombre de décisions importantes recommandées à la direction de la MINUAD par le Groupe mixte au niveau des secteurs a eu un impact direct et positif sur la protection des civils sur l'ensemble du territoire. Les exemples les plus parlants sont liés aux opérations de bouclage et de recherche du Gouvernement soudanais dans les camps de déplacés d'Al Salam et Kalma (Darfour méridional) en août et novembre 2014, à la situation à Talbaldia et Labado (Darfour oriental) en décembre 2014 et à la révision et à l'application de la stratégie de protection des civils début 2015.

4.2.2 Augmentation du nombre de déplacés et de réfugiés qui quittent volontairement les camps pour rentrer chez eux ou se réinstaller ailleurs (2012/13 : 81 000; 2013/14 : 1 million; 2014/15 : 200 000)

Il est estimé que 52 578 personnes déplacées ont quitté les zones où elles s'étaient réfugiées pour rentrer chez elles ou pour s'installer ailleurs dans le Darfour septentrional, méridional ou occidental. La population civile a continué de subir les effets du conflit armé, des violences locales et des affrontements tribaux. Le nombre total de personnes déplacées au Darfour avait dépassé les 2,5 millions le 30 juin 2015. Les restrictions d'accès et l'insécurité persistante ont empêché le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et ses partenaires d'assurer le suivi des nouveaux déplacés. Les hostilités en cours créent un environnement instable qui compromet tout espoir de retour volontaire permanent à grande échelle. De plus, la plupart des zones de rapatriement manquent des services essentiels

et de moyens de subsistance. Des caractéristiques propres au Darfour ont continué de rendre extrêmement compliquée l'obtention de données sur le nombre de déplacés et de réfugiés quittant volontairement les camps pour rentrer chez eux ou s'installer ailleurs.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Renforcement des mécanismes d'alerte précoce, par l'accélération de l'identification et du signalement, et de leur articulation avec les mécanismes d'intervention rapide, afin de protéger les civils en danger imminent	Oui	<p>À l'issue d'un examen approfondi entrepris en étroite consultation par l'équipe de pays des Nations Unies, le Groupe mixte chargé de la protection et le Siège de l'ONU, la stratégie révisée a notamment consisté à classer dans l'ordre de priorité, en fonction de critères stratégiques, géographiques et opérationnels, les menaces qui pèsent sur la protection au Darfour, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'alerte précoce et l'intervention au niveau des bases d'opérations et des secteurs. Le Centre d'opérations conjoint constitue une plateforme essentielle pour l'échange d'informations sur les questions de protection des civils, notamment celles qui touchent à l'alerte précoce. Il a créé des équipes intégrées dans chaque état-major de secteur.</p> <p>Au niveau des secteurs, le renforcement du mécanisme d'alerte précoce a consisté à établir un dialogue suivi avec les représentants du Gouvernement soudanais et l'administration autochtone, à mener des patrouilles fortement armées autour des camps de déplacés et à collaborer avec les autorités locales afin de prévenir les conflits tribaux.</p>
Organisation de réunions mensuelles du Groupe mixte chargé de la protection des civils et participation aux réunions mensuelles du Groupe sectoriel de la protection au Darfour consacrées aux menaces contre la sécurité des civils et aux problèmes relatifs à leur protection	33	<p>Au cours de la période considérée, 12 réunions ont été tenues au siège de l'Opération et le Groupe mixte chargé de la protection au niveau des secteurs s'est réuni 21 fois. Ces dernières réunions étaient principalement des réunions d'urgence, visant à répondre à des crises en cours ou émergentes dans le domaine de responsabilité du secteur concerné. Le Groupe sectoriel de la protection au Darfour ayant continué de subir les effets négatifs de l'absence du HCR au Darfour, il n'a pas tenu de réunion durant la période considérée.</p>
Coordination du soutien logistique et de l'appui à la sécurité prêtés à 300 missions interinstitutions	374	L'Opération a fourni 374 escortes armées et autres services logistiques pour les missions

consacrées à l'évaluation des besoins, à la vérification ou à l'acheminement de l'aide humanitaire dans les zones de retour

interinstitutions d'évaluation des besoins, les missions de vérification et les missions de distribution d'aide humanitaire. Elle a également fourni des facilités d'hébergement, de transport et de stockage des articles de secours pour les organismes, fonds et programmes. En outre, un total de 100 convois consistant en 983 camions transportant 26 401 tonnes d'articles d'aide humanitaire ont été escortés par la composante militaire de l'Opération à l'appui du projet logistique qu'elle mène conjointement avec le PAM, intitulé opération « Lighthouse ».

Prestation de conseils aux autorités nationales, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales à l'occasion des réunions mensuelles des groupes de travail sur le rapatriement et la réinsertion consacrées aux besoins des rapatriés en matière de protection et d'aide humanitaire ainsi qu'aux priorités à définir

93 Le Groupe de travail du Groupe de la protection et du Groupe de travail sur le rapatriement et la réinsertion ont tenu 93 réunions dans le Darfour septentrional, méridional, occidental et central pour débattre de questions liées à la protection et au retour des déplacés, et à la recherche de solutions durables. Aucune réunion n'a eu lieu dans le Darfour oriental car, durant la période considérée, la majorité des organismes humanitaires étaient encore en train de mettre en place leurs bureaux à El Da'ein.

Composante 5 : appui

62. La composante appui de la MINUAD englobe les activités de la Division de l'appui à la mission, de la Section de la sécurité, de l'Équipe déontologie et discipline et du Groupe du VIH/sida. Au cours de la période considérée, elle a fourni à l'Opération des services de logistique, d'administration et de sécurité efficaces et rationnels et réalisé des gains d'efficacité. L'appui a été fourni à un effectif moyen de 16 433 agents en tenue, dont 183 observateurs militaires, 13 116 membres du contingent, dont 361 officiers d'état-major et officiers de liaison, 1 852 membres des unités de police constituées, et 1 282 membres de la Police des Nations Unies. Un appui a également été fourni au personnel civil constitué de 899 fonctionnaires recrutés sur le plan international (non compris les 48 fonctionnaires affectés au Centre de services régional d'Entebbe), 2 794 agents recrutés sur le plan national (non compris les 41 agents transférés ou réaffectés au Centre), 35 agents occupant des emplois temporaires et 248 Volontaires des Nations Unies et 6 membres du personnel fourni par les gouvernements. Cet appui a couvert les domaines suivants : la mise en œuvre des programmes relatifs à la déontologie et à la discipline ainsi qu'au VIH/sida, l'administration du personnel, les services financiers, les soins de santé, la maintenance et la construction de bureaux et de logements, la mise en place et la maintenance des infrastructures informatiques et de communication, les opérations aériennes et les transports terrestres, l'approvisionnement et le ravitaillement, et la fourniture de services juridiques et de sécurité à l'échelle de l'Opération.

Réalisation escomptée 5.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficacité de l'appui fourni à l'Opération en matière de logistique, d'administration et de sécurité

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
5.1.1 Réduction du pourcentage d'engagements non réglés reportés de l'exercice précédent (2012/13 : 11 %; 2013/14 : 5 %; 2014/15 : 3 %)	L'Opération a réduit le pourcentage de ses engagements non réglés reportés d'exercices précédents à 3,4 % au 30 juin 2014.
5.1.2 Réduction du nombre de jours nécessaires pour procéder à l'évaluation technique des demandes d'achats (2012/13 : 15 jours; 2013/14 : 12 jours; 2014/15 : 15 jours)	L'Opération a consacré en moyenne 18 jours aux évaluations techniques au cours de l'exercice 2014/15, contre 15 jours en 2013/14. Cet accroissement est principalement imputable au fait qu'une des évaluations a demandé 95 jours.
5.1.3 Réduction du pourcentage des stocks de réserve (2012/13 : 18 %; 2013/14 : 12,5 % ; 2014/15 : 10 %)	Le pourcentage des stocks de réserve était de 16,5 % pour l'exercice 2014/15 contre 18 % en 2013/14

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Amélioration des services

Abaissment du plafond du coût par personne des rations, grâce à la diminution continue des acheminements par voie aérienne et à l'amélioration de la gestion des entrepôts dans les régions	Non	L'objectif n'a pas été atteint. En 2014/15, le coût par personne des rations a été inférieur aux prévisions (6,30 dollars contre 6,84 dollars prévus), mais le coût de la livraison s'est établi à 1,15 dollar contre 0,62 dollar budgétisé, ce qui s'explique par un recours accru au transport aérien du fait des fortes précipitations durant la période concernée et de la suspension du transport routier de juillet à septembre 2014.
Amélioration de la procédure d'enregistrement des passagers, amélioration de l'enregistrement et du suivi des bagages, transparence dans l'attribution des sièges et meilleure application du principe de responsabilité	Non	Le projet de billetterie électronique était encore en phase de mise en œuvre à la fin de la période concernée, et devait être achevé pour le 30 juin 2016.
Diminution des demandes de vols spéciaux, réduction du temps de trajet entre les sites et amélioration de la disponibilité du personnel sur les lieux de travail	Oui	Les demandes de vols spéciaux ont pu être réduites de 22 % grâce à l'introduction d'un nouveau calendrier hebdomadaire des vols, basé sur le concept de plateforme aéroportuaire, qui a permis d'étendre la couverture des bases opérationnelles temporaires.
Installation et mise en service de systèmes électroniques perfectionnés de gestion des carburants à tous les points de réception et de distribution de carburants afin de surveiller et de contrôler la consommation	Non	La mise en œuvre de systèmes électroniques perfectionnés de gestion des carburants a été retardée du fait de difficultés à obtenir des visas, et devrait être réalisée au cours de l'exercice 2015/16. Les équipements relatifs au nouveau système ont été reçus en juillet 2015 et

		ont été installés à tous les points de distribution. De nouvelles cartes d'identification à codes-barres ont été distribuées à tous les membres du personnel, ce qui leur permet de s'approvisionner en carburant dans le cadre des contrôles et des garanties du système. La formation des formateurs du personnel utilisant le système démarrera au cours de l'exercice 2015/16.
Installation et mise en service de l'outil électronique de contrôle et de gestion des rations	Non	La mise en service doit commencer durant l'exercice 2015/16.
Installation d'une station de distribution de carburant à la base d'opérations de Sortoni	Oui	La mise en place de la station de distribution a été réalisée en mars 2015.
Personnel militaire, personnel de police et personnel civil		
Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif moyen, compte tenu des coefficients délais de déploiement, de 13 367 soldats des contingents, 199 observateurs militaires, 1 450 policiers des Nations Unies et 1 799 agents d'unités de police constituées	13 116	Effectif moyen de soldats du contingent déployés, relevés et rapatriés
	183	Effectif moyen d'observateurs militaires déployés, relevés et rapatriés
	1 282	Effectif moyen de policiers des Nations Unies déployés, relevés et rapatriés
	1 852	Effectif moyen d'agents d'unités de police constituées déployés, relevés et rapatriés.
Vérification, suivi et inspection du matériel appartenant aux contingents et du matériel de soutien logistique autonome destiné aux militaires et aux policiers	Oui	L'ensemble du matériel appartenant aux contingents et des éléments entrant dans le cadre du soutien logistique autonome destiné aux militaires et aux policiers a été vérifié, contrôlé et inspecté au cours de la période considérée.
Stockage et distribution aux soldats et aux agents des unités de police constituées de 11,5 tonnes de vivres, de 285 200 rations de combat et de 851 025 litres d'eau, dans 84 sites	Oui	11,6 tonnes de vivres, 285 200 rations de combat et 1 450 593 litres d'eau en bouteilles ont été stockés et distribués dans 82 sites (32 dans le secteur nord, 28 dans le secteur sud et 22 dans le secteur ouest). La réduction du nombre de sites s'explique par le redéploiement des soldats dans la zone de responsabilité de la mission.
Administration d'un effectif moyen de 4 261 membres du personnel civil (non compris les 106 agents transférés au Centre de services régional d'Entebbe et compte tenu des emplois de temporaires et des taux de vacance de postes), dont 954 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 2 898 agents recrutés sur le plan national et 239 Volontaires des Nations Unies	3 982	L'effectif moyen administré (non compris les membres du personnel civil affectés au Centre de services régional d'Entebbe), comprend 899 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 2 794 agents recrutés sur le plan national, 35 titulaires d'un emploi de temporaire, 248 Volontaires des Nations Unies et 6 membres du personnel fourni par les gouvernements.

Installations et infrastructure

Entretien de 32 sites militaires, de 13 sites des unités de police constituées et de 22 sites des unités de soutien; remise en état de 71 camps des contingents, unités de police constituées et unités de soutien; entretien et remise en état de 33 bâtiments de la police; et entretien et remise en état de 42 bâtiments civils dans 42 sites

Acquisition et entretien de matériel et de fournitures pour un effectif mensuel moyen (non compris 106 membres du personnel civil transférés au Centre de services régional d'Entebbe et compte tenu des taux de vacance de postes et des coefficients délais de déploiement) de 4 261 membres du personnel civil (dont 32 agents occupant un emploi de temporaire), de 1 450 policiers des Nations Unies, de 199 observateurs militaires et de 399 officiers d'état-major

Construction des 7 hélistations restant à bâtir (dans 6 bases d'opérations et dans le camp géant d'Al-Fasher), d'une route goudronnée de 3,5 km entre le camp géant de Geneina et l'aéroport (première phase, soit 50 % du coût total), ainsi que d'une centrale solaire pilote et d'un entrepôt en dur dans le camp géant d'Al-Fasher

Entretien et remise en état de 35 km de route goudronnée, de 20 km de route gravillonnée et de 16 ponts

Oui 46 sites militaires, 13 sites des unités de police constituées et 11 sites des unités de soutien ont été entretenus et utilisés; 70 camps des contingents, unités de police constituées et unités de soutien ont été remis en état; 33 bâtiments de la police ont été entretenus et remis en état; et 42 bâtiments civils dans 42 sites ont été entretenus et remis en état.

Oui Le matériel et les fournitures ont été entretenus pour un effectif moyen de 3 982 membres du personnel civil (y compris ceux occupant des emplois de temporaires), 1 282 membres de la Police des Nations Unies, 183 observateurs militaires et 361 officiers d'état-major.

4 Les hélistations de 4 bases ont été construites. La construction des 3 autres a été reportée à l'exercice 2015/16 du fait des retards survenus dans le processus d'appel d'offres.

Oui La première phase de construction de la route de 3,5 km reliant le camp géant de Geneina et le terminal aérien, comprenant le compactage du sol, du sable et des graviers a été réalisée. Par ailleurs, la MINUAD a décidé que le goudronnage n'était plus nécessaire, considérant que la surface de graviers était suffisante pour ses besoins opérationnels.

Non La construction d'une centrale solaire pilote n'a pas pu être réalisée, principalement du fait des contraintes techniques. Elle devrait être achevée au 30 juin 2016.

Oui 7 entrepôts ont été réhabilités à Al-Fasher (5), Nyala (1) et Geneina (1). L'Opération a décidé de remettre en état les entrepôts en matériaux légers existants, plutôt que de construire des entrepôts en dur, et de les renforcer avec des murs en brique et des clôtures, réduisant ainsi le coût global du projet.

33 Km de route goudronnée dans quatre secteurs (Al-Fasher, Nyala, Geneina et Zalingei) ont été entretenus.

<p>Services d'assainissement pour toutes les installations (évacuation des eaux usées et ramassage et élimination des ordures)</p>	<p>45 Km de route gravillonnée sur les sites de cinq états-majors de secteurs et dans 36 bases ont été entretenus.</p> <p>8 Ponts ont été entretenus, dont 2 dans le secteur ouest et 6 dans le secteur sud.</p> <p>Oui L'Opération a ramassé, enlevé et traité 820 451 m³ de déchets liquides et ramassé et éliminé 65 402 m³ de déchets solides sur l'ensemble des sites.</p> <p>Les eaux usées collectées ont été traitées pour être utilisées pour la lutte contre les incendies, le lavage des voitures, les installations sanitaires, l'irrigation et le captage des poussières.</p> <p>Les déchets solides ont été triés afin d'être recyclés, compostés, transformés en briquettes de cuisson, ou mis en décharges ou sur des sites de déversement contrôlés, conformément aux principes directeurs internes en matière d'environnement.</p>
<p>Exploitation et entretien de stations de purification de l'eau (292 appartenant à l'ONU et 111 aux contingents) dans 40 sites</p>	<p>292 Stations de purification de l'eau appartenant à l'ONU ont été exploitées et entretenues.</p> <p>78 Stations de purification de l'eau appartenant aux contingents ont été exploitées et entretenues, 26 stations étaient inutilisables et 7 étaient en cours de rapatriement au 30 juin 2015.</p>
<p>Utilisation et entretien de groupes électrogènes (1 828 appartenant à l'ONU et 554 aux contingents) dans 48 sites</p>	<p>1 828 Groupes électrogènes appartenant à l'ONU ont été utilisés et entretenus.</p> <p>518 Groupes électrogènes appartenant aux contingents ont été utilisés et entretenus; les autres étaient en cours de rapatriement.</p>
<p>Entreposage et fourniture de 40,0 millions de litres de carburants, d'huiles et de lubrifiants pour les groupes électrogènes</p>	<p>38,3 Millions de litres de carburant, d'huiles et de lubrifiants pour les groupes électrogènes ont été entreposés et fournis. La diminution des besoins s'explique principalement par : a) la synchronisation des groupes électrogènes d'Al-Fasher, ce qui a permis de réduire la consommation de carburant de 4,2 %; b) la fermeture complète du camp de Pacific Architects and Engineers à Al-Fasher; c) la fermeture partielle du camp de l'ancienne Mission de l'Union africaine au Soudan à Al-Fasher; et d) la suspension du soutien de la force de police diplomatique déployée auprès de la MINUAD.</p>

Entretien et rénovation de 248 installations de stockage de carburants, huiles et lubrifiants pour les groupes électrogènes et les transports terrestres et les transports aériens, sur 34 sites

Transports terrestres

Utilisation et entretien de 2 051 véhicules et accessoires appartenant à l'ONU, dont 27 véhicules blindés, de 861 articles d'atelier et matériel divers, dans 5 ateliers principaux et 29 ateliers de réparation répartis sur 34 sites

Fourniture de 6,8 millions de litres de carburants, huiles et lubrifiants destinés aux transports terrestres

Exploitation d'un service de navette fonctionnant 7 jours sur 7, en vue de transporter chaque jour en moyenne 3 900 membres du personnel des Nations Unies entre leur logement et la zone de la mission.

Transports aériens

Exploitation et entretien de 5 avions et 23 hélicoptères, dont 4 hélicoptères militaires de transport moyen, sur 31 sites, soit 27 hélistations (une hélistation de plus, à Sirif, par rapport à l'exercice 2013/14) et 4 aéroports (Al-Fasher, Nyala, Geneina et Khartoum. La MINUAD n'assure pas de vols à destination d'Entebbe.)

Fourniture de 15,7 millions de litres de carburant, huiles et lubrifiant pour les opérations aériennes

248 Installations de stockage de carburants, huiles et lubrifiants pour les groupes électrogènes et les transports terrestres et les transports aériens ont été entretenus.

2 050 Véhicules appartenant à l'ONU ont été utilisés et entretenus. 400 véhicules légers et 2 ambulances ont été transférés à la MINUAUCE et 60 véhicules légers ont été transférés à la MINUSCA durant la période concernée.

861 Articles d'atelier et équipements divers ont été utilisés et entretenus dans 5 ateliers principaux.

29 Ateliers de réparation ont été utilisés et entretenus.

6,5 Millions de litres de carburant, huiles et lubrifiants ont été fournis pour les transports terrestres. La diminution des besoins s'explique par les restrictions imposées sur le mouvement des véhicules et par la mise en place d'un service de navette pour le transport collectif dans les camps et en dehors.

Oui La MINUAD a lancé un service de navette quotidien pour le transport du personnel des Nations Unies entre leur logement et des points centraux de leur lieu de travail. Ce service a permis d'assurer le transport quotidien de 4 568 personnes en moyenne : passagers se rendant des différents aéroports à leur lieu de travail, membres des contingents quittant les camps de transit et se rendant à l'aéroport au moment de la relève et personnel de l'Autorité régionale pour le Darfour et d'autres programmes.

5 Avions ont été exploités et entretenus.

19 Hélicoptères ont été exploités et entretenus. Les 4 hélicoptères militaires de transport n'ont pas pu être déployés durant la période à l'examen.

31 Les 4 aéroports et 27 hélistations ont été utilisés et entretenus.

10,0 Millions de litres de carburant d'aviation ont été fournis. La diminution des besoins s'explique par le non-déploiement de 4 hélicoptères militaires de transport, le

déploiement tardif d'un hélicoptère civil et l'annulation de vols en raison des conditions météorologiques, de restrictions imposées par les autorités et de la réduction de trois vols à un seul vol quotidien entre Al-Fasher et Khartoum.

Communications

Services d'appui technique et de maintenance pour un réseau satellitaire composé de 4 stations terriennes principales permettant d'assurer des services de téléphonie, de télécopie et de transmission d'images vidéo et de données

Oui La MINUAD a procédé régulièrement aux opérations de maintenance des 4 stations terriennes afin d'assurer la disponibilité des services de téléphonie, de télécopie et de transmission d'images vidéo et de données.

Services d'appui et de maintenance pour 98 microstations terriennes, 143 centraux téléphoniques et 153 liaisons hertziennes

Oui La MINUAD a fourni des services d'appui et de maintenance pour 98 microstations, 143 centraux téléphoniques et 153 liaisons hertziennes.

Services d'appui et de maintenance pour 3 020 répéteurs-émetteurs à haute fréquence, 786 répéteurs-émetteurs à très haute fréquence et 10 700 répéteurs-émetteurs à ultra-haute fréquence

Oui L'Opération a fourni des services d'appui et de maintenance pour 3 020 répéteurs-émetteurs à haute fréquence, 786 répéteurs-émetteurs à très haute fréquence et 10 700 répéteurs-émetteurs à ultra-haute fréquence.

Informatique

Services d'appui et de maintenance pour 34 serveurs physiques, 437 serveurs virtuels, 5 599 ordinateurs de bureau, 3 457 ordinateurs portables, 920 imprimantes et 619 expéditeurs numériques dans 37 sites

30 Des services d'appui et de maintenance ont été assurés pour 30 serveurs physiques.

450 Des services d'appui et de maintenance ont été assurés pour 450 serveurs virtuels.

5 520 Des services d'appui et de maintenance ont été assurés pour 5 520 ordinateurs.

415 Des services d'appui et de maintenance ont été assurés pour 415 ordinateurs portables.

920 Des services d'appui et de maintenance ont été assurés pour 920 imprimantes.

619 Des services d'appui et de maintenance ont été assurés pour 619 expéditeurs numériques.

Services d'appui technique et de maintenance pour 40 réseaux locaux ou étendus reliant 6 100 utilisateurs dans 37 sites

Oui L'Opération a fourni des services d'appui technique et de maintenance pour 41 réseaux locaux ou étendus reliant 6 100 utilisateurs dans 37 sites.

Santé

Exploitation et maintenance de 1 hôpital de niveau III, 3 hôpitaux de niveau II, 6 centres médicaux de niveau I et 67 unités médicales, ainsi que de postes de soins d'urgence et de secours, répartis sur 76 sites et ouverts à l'ensemble du

Oui L'Opération a exploité et assuré la maintenance de 1 hôpital de niveau III, 3 hôpitaux de niveau II, 6 centres médicaux de niveau I et 67 unités médicales, ainsi que de postes de soins d'urgence et de premiers soins, répartis

personnel de la mission, au personnel d'autres organismes des Nations Unies et à la population civile locale en cas d'urgence

Entretien du dispositif d'évacuation par voies aérienne et terrestre dans toute la zone de la mission pour l'ensemble du personnel des Nations Unies, notamment en direction de 3 hôpitaux de niveau IV (à Doubaï, Nairobi et au Caire)

Exploitation et entretien de 5 centres de consultation et de dépistage volontaire et confidentiel du VIH ouverts à l'ensemble du personnel de la mission et mise en œuvre d'un programme de sensibilisation au VIH, y compris par l'éducation par les pairs, à l'intention de l'ensemble du personnel de la mission.

Sécurité

Services de sécurité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans toute la zone de la mission

Services de protection rapprochée 24 heures sur 24 pour les hauts responsables de la mission et les personnalités en visite

Évaluation des risques de sécurité des sites sur toute la zone de la mission, y compris les locaux à usage d'habitation

Organisation de réunions d'information sur les questions de sécurité et les plans d'urgence à l'intention de l'ensemble du personnel de la mission, ainsi qu'initiation aux questions de sécurité et organisation d'exercices d'évacuation en cas d'incendie à l'intention de tous les nouveaux arrivants

sur 76 sites et ouverts à l'ensemble du personnel de la mission, au personnel d'autres organismes des Nations Unies et à la population civile locale en cas d'urgence.

Oui L'Opération a entretenu le dispositif d'évacuation par voies aérienne et terrestre dans toute la zone de la mission pour l'ensemble du personnel des Nations Unies, notamment en direction de 3 hôpitaux de niveau IV (Doubaï, Nairobi et Le Caire). Toutefois, elle ne disposait toujours pas d'aéronefs militaires susceptibles d'assurer une capacité de transport moyenne pour les blessés et les évacuations sanitaires, et elle a dû faire appel à des moyens aériens commerciaux pour exécuter ces évacuations.

5 Centres de consultation et de dépistage volontaire et confidentiel du VIH ont fourni des services à 4 560 membres du personnel. Un programme de sensibilisation au VIH a été fourni à l'ensemble du personnel de la mission, y compris par un cours d'initiation, une formation relative au VIH sur le lieu de travail, l'éducation par les pairs, et des cours de formation spécialisés sur différents thèmes tels que la prophylaxie postexposition et les maladies sexuellement transmissibles.

Oui Des services de sécurité ont été assurés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Oui Des services de protection rapprochée ont été assurés 24 heures sur 24.

Oui Une évaluation des risques de sécurité a été menée et 274 locaux à usage d'habitation ont été inspectés.

Oui 138 séances d'information sur la sécurité et les plans d'urgence ont été organisées à l'intention de l'ensemble du personnel. Une initiation aux questions de sécurité et des exercices d'évacuation en cas d'incendie ont été organisés à l'intention de tous les nouveaux arrivants.

Centre de services régional

63. Au cours de l'exercice considéré, le Centre de services régional d'Entebbe a continué d'offrir à ses missions clientes des prestations efficaces et rationnelles dans les domaines de la logistique et de l'administration, tels que l'enregistrement de l'arrivée et du départ du personnel et le traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études, et d'assurer un certain nombre de fonctions liées aux finances, aux ressources humaines et à l'informatique, ou encore l'administration du Centre régional de formation et de conférences et du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements.

Réalisation escomptée 5.2 : Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel pour l'administration des arrivées et des départs

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs
5.2.1 Maintien du même délai pour l'administration de l'arrivée des membres du personnel (2012/13 : 89,3 % des arrivées traitées dans les 2 jours; 2013/14 : plus de 98 % des arrivées traitées dans les 2 jours et 100 % dans les 7 jours; 2014/15 : plus de 98 % des arrivées traitées dans les 2 jours et 100 % dans les 7 jours)	Pendant l'exercice considéré, 95 % des arrivées ont été traitées dans les 2 jours et 99 % l'ont été dans les 7 jours.
5.2.2 Maintien du même délai pour l'administration du départ des membres du personnel recruté sur le plan international (2012/13 : 99,3 % des départs traités en 1 jour; 2013/14 : plus de 98 % des départs traités en 1 jour, et 100 % dans les 5 jours; 2014/15 : plus de 98 % des départs traités en 1 jour et 100 % dans les 5 jours)	47 % des départs ont été traités en 1 jour et 67 % dans les 5 jours. Le Centre de services régional n'a pas pu atteindre l'objectif fixé du fait que les missions n'avaient pas accompli toutes les démarches attendues d'elles avant l'arrivée de leur personnel au Centre.
5.2.3 Administration dans des délais très courts du départ du personnel en tenue (2012/13 : 98 % des départs traités dans les 3 jours; 2013/14 : plus de 98 % des départs traités dans les 3 jours et 100 % dans les 7 jours; 2014/15 : plus de 98 % des départs traités dans les 3 jours et 100 % dans les 7 jours)	98 % des départs ont été traités dans les 3 jours et 100 % dans les 7 jours.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Administration de l'arrivée et du départ de 553 membres du personnel civil de la MINUAD	19	Arrivées et départs ont été traités au Centre de services régional. L'écart est dû au fait que la MINUAD s'occupait des départs et des arrivées à la place du Centre, en raison de problèmes de transports entre Entebbe et la MINUAD et de dépenses moins élevées que prévu pour le traitement des arrivées dans les missions.

Administration de l'arrivée et du départ de 2 240 membres du personnel en tenue de la MINUAD

Non Les départs et les arrivées n'ont pas été traités au Centre de services régional. L'écart est imputable aux problèmes de transport entre Al-Fasher et Entebbe, qui ont poussé la MINUAD à maintenir cette fonction.

Réalisation escomptée 5.3 : Fourniture d'un appui efficace et rationnel pour le traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

5.3.1 Traitement dans des délais très courts des demandes d'indemnité pour frais d'études pendant la période de pointe (juillet-octobre) (2012/13 : 46 % des demandes traitées en moins de 7 semaines; 2013/14 : plus de 96 % des demandes traitées en moins de 6 semaines; 2014/15 : 96 % des demandes traitées en 6 semaines)

90 % des 3 688 demandes ont été traitées dans les 6 semaines.

Le résultat est inférieur aux prévisions parce que des fonctionnaires n'ont pas soumis les pièces nécessaires en temps voulu.

5.3.2 Maintien d'un délai très court pour le traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études pendant la période creuse (novembre-juin) (2012/13 : 70,3 % des demandes traitées en moins de 4 semaines; 2013/14 : plus de 96 % des demandes traitées en moins de 3 semaines; 2014/15 : 96 % des demandes traitées en 3 semaines)

68 % des 2 911 demandes d'indemnité reçues au total ont été traitées dans les 3 semaines. Le produit inférieur aux prévisions s'explique par le fait que les fonctionnaires n'ont pas soumis les pièces nécessaires en temps voulu et par les répercussions que les débuts de la mise en place du système Field Support Suite, en mars 2015, ont également eues sur le traitement des demandes d'indemnité. Le système Field Support Suite est un ensemble d'applications intégrées visant à normaliser les fonctions communes aux missions, à appuyer leur exécution et à automatiser les procédures et les processus d'exécution des tâches. Il comprend 15 modules sur lesquels repose l'exécution des tâches concernant les opérations hors Siège.

5.3.3 Maintien du niveau de prestations grâce au raccourcissement du délai de versement des indemnités pour frais d'études pendant la période de pointe (juillet-octobre) (2012/13 : sans objet; 2013/14 : moins de 12 % des indemnités versées en 1 semaine; 2014/15 : 96 % des indemnités versées en 1 semaine)

Les versements étant effectués par le Siège à New York, le Centre de services régional se contente d'approuver les demandes. Cet indicateur a été modifié pour l'exercice 2015/16.

5.3.4 Maintien du niveau de prestations grâce au raccourcissement du délai de versement des indemnités pour frais d'études pendant la période creuse (novembre-juin) (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : 96 % des indemnités versées dans les 3 jours)

Les versements étant effectués par le Siège à New York, le Centre de services régional se contente d'approuver les demandes. Cet indicateur a été modifié pour l'exercice 2015/16.

5.3.5 Réduction du pourcentage moyen de demandes d'indemnité pour frais d'études renvoyées aux missions (2012/13 : 4 %; 2013/14 : moins de 12 %; 2014/15 : moins de 11 %)

18 % des demandes d'indemnité pour frais d'études ont été renvoyées aux missions pour être corrigées ou complétées. Le Centre de services régional s'est employé à réduire le nombre de demandes renvoyées aux missions en dispensant à son personnel et aux interlocuteurs désignés des missions une formation aux modalités de présentation des demandes d'indemnité.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Traitement de 2 048 demandes d'indemnité pour frais d'études présentées par des membres du personnel de la MINUAD	1 668	Demandes ont été traitées.

Réalisation escomptée 5.4 : Fourniture par le Centre régional de formation et de conférences d'un appui efficace et rationnel aux missions clientes

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
5.4.1 Maintien du niveau des prestations assurées par le Centre régional de formation et de conférences (2012/13 : 6 391 participants aux activités organisées par le Centre de services régional; 2013/14 : 6 000 participants; 2014/15 : 6 000 participants)	Objectif atteint. 6 198 participants ont bénéficié de services de formation et de conférence. Le nombre de participants supérieur aux prévisions s'explique par le recours plus important aux moyens existants pour organiser les réunions et activités de formation relatives à Umoja, ainsi que pour dispenser à tous les fonctionnaires présents au Centre de services régional les formations obligatoires portant sur l'exploitation et les atteintes sexuelles et sur la déontologie.
5.4.2 Maintien du délai de réponse aux demandes de formation reçues par le Centre régional de formation et de conférences (2012/13 : 47 % des demandes traitées dans les 24 heures; 2013/14 : 98 % des demandes traitées dans les 24 heures; 2014/15 : 98 % des demandes traitées dans les 24 heures)	88 % des demandes de formation reçues par le Centre régional de formation et de conférences ont été traitées dans les 24 heures. Le produit inférieur aux prévisions s'explique par les demandes qui, soumises en fin de semaine, n'ont pas pu être traitées dans les 24 heures.
5.4.3 Maintien du degré de satisfaction des participants aux activités de formation (2012/13 : 28 % des participants satisfaits ou très satisfaits; 2013/14 : 99 % des participants satisfaits ou très satisfaits; 2014/15 : 99 % des participants satisfaits ou très satisfaits)	84 % des clients se sont déclarés satisfaits dans l'enquête menée en mars 2015. Il s'agit du meilleur taux de satisfaction enregistré pour un service du Centre de services régional.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 250 conférences et stages de formation au niveau régional auxquels participent 2 799 membres du personnel de la MINUAD	249	Conférences et stages de formation ont été organisés au niveau régional et 181 membres du personnel de la MINUAD y ont participé.

Réalisation escomptée 5.5 : Fourniture d'un appui efficace et rationnel aux mouvements des contingents et du personnel de police dans la région

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

5.5.1 Coordination par le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements, dans le respect des délais impartis, des vols assurant les mouvements des contingents et du personnel de police dans la région (2012/13 : 839 vols; 2013/14 : 1 179 vols; 2014/15 : 555 vols)

Le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements n'a coordonné que 123 vols au titre des mouvements des contingents et du personnel.

L'objectif n'a pas été atteint en raison :

- a) Du changement de la stratégie relative au transport des contingents, lequel s'effectuera désormais une fois par an, ce qui a entraîné une augmentation de la taille et du poids des bagages autorisés par personne et empêché d'effectuer de nombreux transports prévus sur l'appareil disponible;
- b) De la résiliation des contrats du MD-83 et du B-737 Combi en février et en mai 2014 à la MINUAD et à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo respectivement;
- c) De l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, qui a restreint les opérations du B-737 de la Mission des Nations Unies au Libéria, qui appuyait les transports de contingents du Centre de contrôle, dans la région d'Afrique de l'Est.

5.5.2 Réduction du temps nécessaire pour offrir une solution de transport afin d'assurer les mouvements des contingents et du personnel de police (2012/13 : sans objet; 2013/14 : 96 % des demandes traitées en 5 jours et 100 % en 14 jours; 2014/15 : 95 % des demandes traitées en 5 jours et 100 % en 10 jours)

Non mesuré. Toutes les demandes ont été traitées dans les délais fixés, mais il n'existait pas d'outil adapté à la mesure de cet indicateur lors de l'exercice considéré. Le progiciel iNeed, qui sera mis en place d'ici à la fin de l'exercice 2015/16, tiendra compte des services du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements et permettra de mesurer le délai de réponse.

Produits prévus

Produit(s)

exécuté(s) :

oui/non

ou nombre

Observations

Coordination de 12 vols pour le transport des contingents et du personnel de police assurés au moyen d'appareils affrétés à long terme par l'ONU pour la MINUAD

10 Vols de transport des contingents ont été coordonnés pour la MINUAD.

Transport de 420 membres des contingents et des forces de police de la MINUAD

586 Membres des contingents et des forces de police ont été transportés pour la MINUAD.

Réalisation escomptée 5.6 : Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel en matière de transports aériens et de transports de surface au niveau régional

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

5.6.1 Vols régionaux assurés sans retard (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : au moins 75 % des vols)

Non mesuré. Au cours de l'exercice considéré, il n'existait pas d'outil adapté à la mesure de cet indicateur. Toutefois, le système de gestion des informations aériennes, qui est sur le point d'être mis en service, fournira l'outil de mesure nécessaire durant l'exercice à venir.

5.6.2 Réduction du temps nécessaire pour trouver des moyens de transport de substitution (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : 95 % des demandes traitées dans les 5 jours, 100 % dans les 10 jours)

Non mesuré. Toutes les demandes ont été traitées dans les délais fixés, mais il n'existait pas d'outil adapté à la mesure de cet indicateur lors de l'exercice considéré. Le progiciel iNeed, qui sera mis en place d'ici à la fin de l'exercice 2015/16, tiendra compte des services du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements et permettra de mesurer le délai de réponse.

5.6.3 Taux de remplissage des appareils (passagers et fret) : 70 % (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : 70 %)

Un taux de remplissage de 62 % a été enregistré pour les appareils destinés au transport de voyageurs et de marchandises car seuls les vols effectués pour la MINUSCA ont été coordonnés dans le cadre du plan intégré d'organisation des vols régionaux. Le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements ne se chargeait pas de l'affectation des appareils, son rôle se limitant à la coordination.

5.6.4 Utilisation de 80 % des heures de vol inscrites au budget (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : 80 %)

Sans objet. Les contrats relatifs au MD-83 et au B-737 Combi ayant été annulés au début de 2014 en raison de la faible utilisation qu'en faisaient les missions, le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements ne gère plus aucun aéronef.

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :*
oui/non
ou nombre *Observations*

312 vols régionaux assurés à l'appui de la MINUAD

0 Aucun vol régional intégré n'a été coordonné pour la MINUAD. Le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements ne prenait plus en charge les vols régionaux de la MONUSCO, la demande n'existant plus.

10 vols spéciaux d'urgence assurés à l'appui de la MINUAD

0 Malgré les nombreuses demandes de transports spéciaux émanant des missions régionales, le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements n'a pas pu fournir un appui étant donné qu'il ne gère plus aucun aéronef.

13 985 passagers transportés à l'appui de la MINUAD selon le plan intégré d'organisation des vols régionaux

0 Faute d'appareils, le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements n'a pas pu répondre aux besoins régionaux.

136 557 kg de fret transportés pour la MINUAD

0 Faute d'appareils, le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements n'a pas pu répondre aux besoins régionaux.

810 heures de vol assurées pour la MINUAD

46 Heures de vol ont été effectuées au cours de l'exercice considéré. Malgré l'annulation anticipée des deux contrats de location d'aéronefs, le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements a organisé 46 heures de vol au cours de l'exercice sur les appareils d'autres missions régionales.

Réalisation escomptée 5.7 : Fourniture aux missions clientes de services financiers efficaces et rationnels

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

5.7.1 Délai de règlement des factures de fournisseurs inchangé (2012/13 : 86,8 % des factures payées dans les 28 jours; 2013/14 : 98 % des factures payées dans les 27 jours; 2014/15 : 98 % des factures payées dans les 27 jours)

75 % des factures ont été payées dans les 27 jours. Le Centre de services régional n'a pas pu atteindre son objectif, car des retards sont intervenus dans la réception et l'inspection des marchandises, des livraisons partielles ont été effectuées et les justificatifs d'expédition et de paiement transmis par certains fournisseurs étaient incomplets. Il comptait sur les missions pour accomplir les formalités nécessaires en temps voulu.

5.7.2 Délai de traitement des demandes de remboursement du personnel inchangé (2012/13 : 89 % des demandes traitées dans les 28 jours; 2013/14 : 98 % des demandes traitées dans les 21 jours; 2014/15 : 98 % des demandes traitées dans les 21 jours)

60 % des demandes de remboursement du personnel ont été traitées dans les 21 jours, ce qui représente une nette amélioration par rapport au taux de 30 % enregistré pendant l'exercice précédent. Le Centre de services régional n'a pas pu atteindre l'objectif fixé parce que les pièces justificatives transmises par les membres du personnel étaient incomplètes et que les fonds disponibles étaient insuffisants.

5.7.3 Octroi par les fournisseurs de remises pour paiement rapide (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : remise pour règlement rapide dans 100 % des cas qui s'y prêtent)

Une remise pour règlement rapide a été obtenue auprès des fournisseurs dans 96 % des cas pour lesquels c'était possible. Le résultat est inférieur aux prévisions, car certaines factures ont été transmises tardivement au Centre.

5.7.4 Raccourcissement du délai de traitement des virements bancaires électroniques (2012/13 : 97 % des virements traités dans les 3 jours; 2013/14 : 97 % des virements traités dans les 3 jours; 2014/15 : 98 % des virements traités dans les 3 jours)

79 % des virements électroniques ont été traités en 3 jours et 95 % en 5 jours. L'objectif n'a été que partiellement atteint en raison de la période de transition et de formation qui a suivi la mise en service d'Umoja.

5.7.5 Maintien du délai nécessaire à l'exécution des opérations mensuelles concernant la paie et les autres prestations (2012/13 : 99,8 % des opérations exécutées en 5 jours; 2013/14 : 98 % des opérations exécutées en 5 jours; 2014/15 : 98 % des opérations exécutées en 5 jours)

Objectif atteint. 100 % des opérations mensuelles concernant la paie ont été exécutées en 5 jours.

5.7.6 Maintien du degré de satisfaction des clients à l'égard des services financiers (2012/13 : 13 % se déclarent satisfaits des prestations en ce qui concerne le versement des indemnités; 21 % en ce qui concerne les services de paie; 16 % en ce qui concerne les prestataires de services; 2013/14 : 80 %; 2014/15 : 80 %)

Aucune enquête de satisfaction n'a été réalisée au sujet des services financiers depuis la restructuration des gammes de services du Centre de services régional, qui touche à la fois aux services financiers et aux services de gestion des ressources humaines.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
États financiers mensuels établis pour la MINUAD en conformité avec les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS)	Oui	12	rapports financiers mensuels établis en conformité avec les normes IPSAS
Règlement de 23 323 demandes de remboursement émanant de membres du personnel	8 143		Demandes traitées pour la MINUAD Le produit est inférieur aux prévisions parce que les demandes reçues pendant l'exercice ont été moins nombreuses que prévu.
Paiement de 1 286 membres du personnel de la MINUAD recruté sur le plan international	756		Membres du personnel recrutés sur le plan international ont été payés par les services locaux de la paie. Cette moyenne tient compte du nombre effectif de membres du personnel payés par la MINUAD et de l'effectif déployé.
Paiement de 3 363 membres du personnel recruté sur le plan national	2 843		Agents recrutés sur le plan national ayant été payés par les services locaux de la paie. Cette moyenne tient compte du nombre effectif de membres du personnel payés par la MINUAD et de l'effectif déployé.
Paiement de 8 319 membres du personnel en tenue	1 522		Agents en tenue, dont des membres de la police civile, des observateurs militaires et des officiers d'état-major ayant perçu une indemnité de subsistance (missions). Cette moyenne tient compte du nombre total d'agents payés au niveau local. Les versements ne comprennent pas l'indemnité journalière due aux membres des contingents et des unités de police constituées.
Paiement de 598 Volontaires des Nations Unies affectés à la MINUAD	293		Volontaires des Nations Unies ayant perçu une indemnité de subsistance. Cette moyenne tient compte du nombre effectif de Volontaires percevant une rémunération au niveau local et de l'effectif déployé pour chaque mission.
Paiement de 1 800 vacataires de la MINUAD	10 504		Vacataires ayant été payés
Paiement de 1 260 fournisseurs de la MINUAD	184		Fournisseurs ayant été payés

Réalisation escomptée 5.8 : Fourniture de services de gestion des ressources humaines efficaces et rationnels*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

5.8.1 Maintien du délai d'exécution des formalités d'entrée en fonctions et la gestion des offres d'engagement en provenance des missions clientes, dans la limite des pouvoirs délégués (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : formalités d'entrée en fonctions exécutées sous 90 jours dans 98 % des cas)

Les formalités d'entrée en fonctions ont été exécutées dans les 90 jours dans 76 % des cas. Le Centre de services régional n'a pas pu atteindre l'objectif en raison, principalement, des retards enregistrés dans la réception des réponses des candidats, la vérification de leur aptitude médicale et la réception de l'accord du responsable.

5.8.2 Maintien du délai d'approbation des prestations et avantages du personnel (2012/13 : sans objet; 2013/14 : 14 jours dans 98 % des cas; 2014/15 : 14 jours dans 98 % des cas)

90 % des prestations et avantages du personnel recruté sur les plans international et national ont été approuvés dans les 14 jours.

5.8.3 Maintien du délai de traitement des demandes de remboursement de frais de voyage inchangé (2012/13 : sans objet; 2013/14 : 98 % des demandes traitées dans les 14 jours; 2014/15 : 98 % des demandes traitées dans les 14 jours et 100 % dans les 20 jours)

46 % des demandes de remboursement de frais de voyage ont été traitées dans les 14 jours et 71 % dans les 20 jours. Le résultat est inférieur aux prévisions en raison des délais de réponse des membres du personnel.

5.8.4 Maintien du délai de versement des primes d'affectation (2012/13 : sans objet; 2013/14 : 98 % des dossiers traités dans les 5 jours; 2014/15 : 98 % des dossiers traités dans les 5 jours)

89 % des dossiers relatifs aux primes d'affectation ont été traités dans les 5 jours.

5.8.5 Prorogation des contrats effectuée dans les délais voulus afin qu'il en soit tenu compte dans les états de paie, pour toutes les recommandations et tous les rapports d'évaluation (ePerformance) reçus des missions clientes (2012/13 : sans objet; 2013/14 : 100 %; 2014/15 : 100 %)

96 % des prorogations de contrats (personnel recruté sur les plans national et international) ont été effectuées dans les délais voulus pour qu'il en soit tenu compte dans les états de paie.

5.8.6 Maintien des délais d'accomplissement des formalités et d'établissement des états de présence à la cessation de service (2012/13 : sans objet; 2013/14 : 98 % des dossiers traités dans les 30 jours; 2014/15 : 98 % des dossiers traités dans les 30 jours)

Cet indicateur n'a pas pu faire l'objet d'un suivi. Les formalités et l'établissement des états de présence à la cessation de service sont accomplis manuellement et exigent une intervention dans différents systèmes, sans qu'aucune analyse et aucun contrôle soient effectués.

5.8.7 Maintien du délai de délivrance des billets pour les voyages (2012/13 : sans objet; 2013/14 : 98 % des billets délivrés dans les 7 jours; 2014/15 : 98 % des billets délivrés dans les 7 jours)

92 % des billets ont été délivrés dans les 7 jours.

5.8.8 Respect de la règle selon laquelle les billets nominatifs doivent être achetés 16 jours avant le début d'un voyage autorisé (2012/13 : sans objet; 2013/14 : dans 75 % des cas; 2014/15 : dans 75 % des cas)

Les billets ont été délivrés 16 jours ou plus avant le départ dans 63 % des cas. Ce chiffre représente par rapport à l'exercice 2013/14 une amélioration qui résulte du fait que le Centre de services régional a continué de veiller au respect des directives applicables aux voyages en communiquant avec les missions clientes et les membres du personnel.

5.8.9 Maintien du degré de satisfaction des clients en ce qui concerne les services fournis au titre de la gestion des ressources humaines (2012/13 : 15 % des intéressés satisfaits des services de recrutement et d'entrée en fonctions, 40 % des services liés aux voyages, et 48 % des services du personnel; 2013/14 : 90 %; 2014/15 : 90 %)

Aucune enquête de satisfaction n'a été réalisée au sujet des services de gestion des ressources humaines depuis la restructuration de la gamme de services du Centre de services régional, qui touche à la fois aux services financiers et aux services de gestion des ressources humaines.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Traitement de 424 offres d'engagement sur le plan international pour la MINUAD	123	Nouvelles recrues de la MINUAD ayant bénéficié de l'aide du Centre en ce qui concerne les formalités d'entrée en fonctions
Prorogation de 4 485 engagements d'agents de la MINUAD recrutés sur les plans national et international	1 056	Engagements ayant été prorogés pour la MINUAD
Approbation de 14 951 prestations et avantages pour la MINUAD	8 936	Prestations et avantages ayant été approuvés
Délivrance de 8 061 billets d'avion au personnel civil et au personnel en tenue de la MINUAD	5 643	Billets d'avion ayant été délivrés

Réalisation escomptée 5.9 : Fourniture aux missions clientes d'un appui informatique efficace et rationnel

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
5.9.1 Amélioration des services de facturation téléphonique grâce à la mise en place d'une structure régionale et à la normalisation de la procédure (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : 97 % des factures téléphoniques envoyées dans les 7 jours suivant la réception du relevé d'appels vérifié par l'utilisateur, et 100 % dans les 15 jours)	La facturation en ligne des appels téléphoniques, les essais d'acceptation des logiciels et la normalisation de la facturation téléphonique ont été achevés à 90 %. Depuis octobre 2014, 100 % des factures téléphoniques ont été envoyées dans les 7 jours suivant la réception du relevé d'appels confirmé par l'utilisateur, et le délai de 15 jours n'a pas été dépassé.
5.9.2 Amélioration des performances du réseau mis à la disposition des missions dans le cadre du transfert de toutes les activités de gestion et de suivi au Centre technologique (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : taux de disponibilité du réseau sur une base mensuelle : 99 %)	Le Centre était toujours en construction en 2014/15, et les travaux de génie civil n'ont été achevés qu'en juin 2015. Le Centre devrait être mis en service au cours de l'exercice 2015/16.
5.9.3 Maintien du même délai de réponse aux incidents et aux demandes de service (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : il est répondu dans les 3 heures à 100 % des incidents et des demandes de service)	Il a été répondu dans les 3 heures à 98 % des incidents et des demandes de service.

5.9.4 Respect par les services compétents des délais convenus dans les accords de prestation de services pour le règlement des incidents (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : 90 % des incidents réglés en fonction du degré de priorité qui leur est assigné – incidents graves : règlement en 3 heures; priorité élevée : règlement en 6 heures; priorité moyenne : règlement en 12 heures; priorité peu élevée : règlement en 48 heures)

Il a été répondu à 96 % des demandes de service en fonction du degré de priorité qui leur était assigné. Le délai moyen de règlement des incidents au cours de l'exercice considéré s'établissait comme suit : 5,23 heures pour les incidents graves; 10,21 heures pour les incidents à priorité élevée; 2,77 heures pour les incidents à priorité moyenne; 1,35 heure pour les incidents à priorité peu élevée. Au cours de l'exercice, un degré de priorité moyen a été assigné à 99 % des incidents.

5.9.5 Respect par les services compétents des délais convenus dans les accords de prestation de services pour le traitement des demandes de service (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : réponse apportée à 90 % des demandes de service en fonction du degré de priorité qui leur est assigné [demandes urgentes : réponse dans les 2 heures; priorité élevée : réponse dans les 4 heures; priorité moyenne : réponse dans les 24 heures; priorité peu élevée : réponse dans les 48 heures])

Il a été répondu à 86 % des demandes de service en fonction du degré de priorité qui leur était assigné. Au cours de l'exercice, un degré de priorité moyen a été assigné à 99 % des demandes de service dans le progiciel iNeed, les autres demandes ayant été jugées urgentes.

5.9.6 Amélioration du degré de satisfaction des clients en ce qui concerne les services fournis par le Service régional de l'informatique et des communications (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : taux de satisfaction : 90 %)

84 % des clients se sont déclarés satisfaits, d'après l'enquête menée en mars 2015.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i>	
	<i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Gestion efficace de 7 924 comptes téléphoniques en appui à la MINUAD	7 924	Comptes téléphoniques ont été gérés.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3)=(1)-(2)	Pourcentage (4)=(3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	9 378,9	8 786,8	592,1	6,3
Contingents	429 071,0	425 875,2	3 195,8	0,7
Police des Nations Unies	58 227,9	62 037,1	(3 809,2)	(6,5)
Unités de police constituées	62 733,4	61 198,7	1 534,7	2,4
Total partiel	559 411,2	557 897,9	1 513,3	0,3
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	195 389,7	200 789,5	(5 399,8)	(2,8)
Personnel recruté sur le plan national	60 499,4	70 427,8	(9 928,4)	(16,4)
Volontaires des Nations Unies	13 059,8	15 349,2	(2 289,4)	(17,5)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	3 024,2	2 935,5	88,7	2,9
Personnel fourni par des gouvernements	331,9	354,6	(22,7)	(6,8)
Total partiel	272 305,0	289 856,5	(17 551,5)	(6,4)
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	347,0	324,9	22,1	6,4
Voyages	5 119,5	6 641,2	(1 521,7)	(29,7)
Installations et infrastructures	91 733,2	73 191,9	18 541,3	20,2
Transports terrestres	16 600,4	12 974,0	3 626,4	21,8
Transports aériens	125 857,1	78 762,8	47 094,2	37,4
Transports maritimes ou fluviaux	—	280,8	(280,8)	—
Communications	25 613,2	16 804,5	8 808,7	34,4
Informatique	18 360,8	18 168,2	192,6	1,0
Santé	1 063,7	1 012,2	51,5	4,8
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	35 200,2	31 151,2	4 049,0	11,5
Projets à effet rapide	2 000,0	1 999,2	0,8	0,0
Total partiel	321 895,1	241 310,9	80 584,2	25,0
Total brut	1 153 611,3	1 089 065,3	64 546,0	5,6
Recettes provenant des contributions du personnel	22 864,3	24 339,8	(1 475,5)	(6,5)
Total net	1 130 747,0	1 064 725,5	66 021,5	5,8
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	1 130 747,0	1 064 725,5	66 021,5	5,8

B. Ressources financières du Centre de services régional d'Entebbe

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	7 974,8	7 469,5	505,3	6,3
Personnel recruté sur le plan national	975,0	848,4	126,6	13,0
Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	—	—	—
Total partiel	8 949,8	8 318,0	631,8	7,1
Dépenses opérationnelles				
Consultants	93,9	1,2	92,7	98,7
Voyages	49,6	191,2	(141,6)	(285,5)
Installations et infrastructures	3 134,9	4 340,2	(1 205,3)	(38,4)
Transports terrestres	61,8	24,3	37,5	60,7
Transports aériens	0,0	4,1	(4,1)	—
Communications	417,9	720,4	(302,5)	(72,4)
Informatique	653,9	559,3	94,6	14,5
Santé	18,9	17,4	1,5	8,1
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	63,7	71,9	(8,2)	(12,8)
Total partiel	4 494,6	5 929,9	(1 435,3)	(31,9)
Total brut	13 444,4	14 247,8	(803,4)	(6,0)
Recettes provenant des contributions du personnel	909,3	818,1	91,2	10,0
Total net	12 535,1	13 429,7	(894,6)	(7,1)
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	13 444,4	14 247,8	(803,4)	(6,0)

64. Le dépassement des crédits alloués au Centre de services régional d'Entebbe au cours de l'exercice 2014/15 est essentiellement imputable à la construction de deux bâtiments (3,9 millions de dollars) et a été contrebalancé en partie par une diminution des dépenses engagées au titre du personnel civil, car le taux de vacance de postes effectif a été plus élevé que celui prévu au budget pour le personnel recruté sur le plan international : les recrutements ont en effet été gelés en prévision de l'application des recommandations issues de l'examen des effectifs civils visant à transformer 68 postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national d'agent recruté sur le plan national et à supprimer 7 postes soumis à recrutement international.

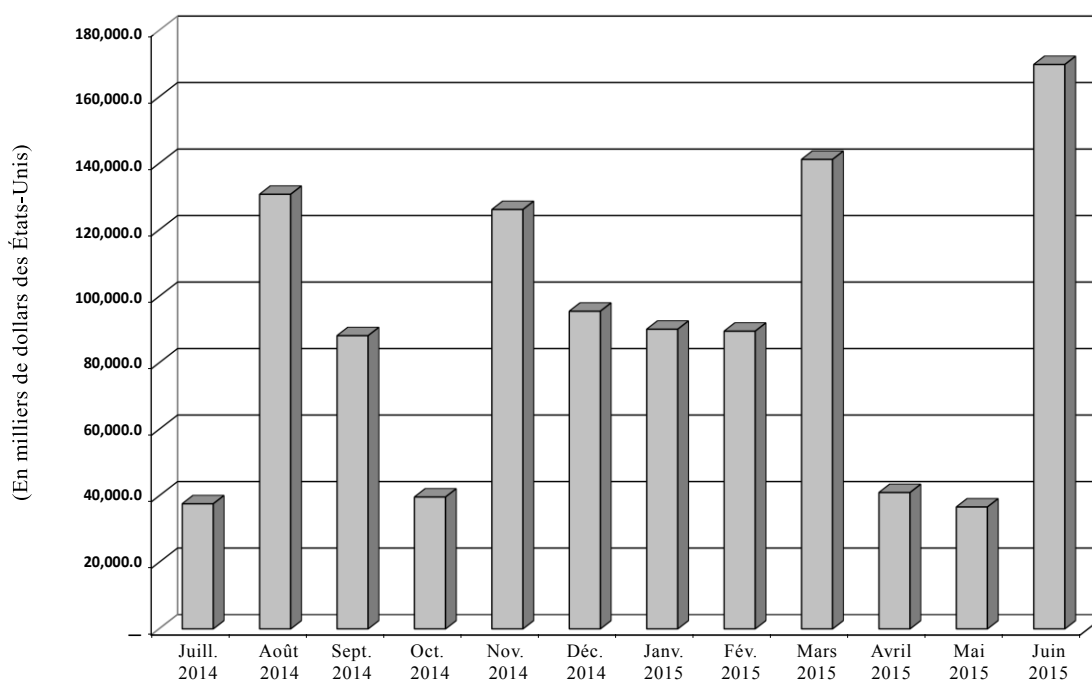
C. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégories</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	559 411,2	18 879,9	578 291,1
II. Personnel civil	272 305,0	26 909,1	299 214,1
III. Dépenses opérationnelles	321 895,1	(45 789,0)	276 106,1
Total	1 153 611,3	0,0	1 153 611,3
Pourcentage de réaffectations			4,0

65. La réaffectation des ressources de la catégorie III (dépenses opérationnelles) à la catégorie I (militaires et personnel de police) vise principalement à couvrir les dépassements de crédits attendus au titre des frais de voyage liés au déploiement, à la relève et au rapatriement des effectifs. Toutefois, les fonds réaffectés n'ont pas été utilisés, car le rapatriement de trois contingents a été reporté et le déploiement d'une unité d'hélicoptères n'a pas eu lieu pendant l'exercice considéré. La réaffectation des ressources à la catégorie II (personnel civil) est essentiellement imputable à des dépenses supplémentaires correspondant : a) au versement d'indemnités de cessation de service aux titulaires des 207 postes pourvus sur le plan international et des 257 postes pourvus sur le plan national qui ont été supprimés au 31 mars 2015; b) à l'application des barèmes révisés des traitements des agents des services généraux et des administrateurs recrutés sur le plan national, qui a donné lieu à une augmentation de 19,4 % pour les premiers et de 4,9 % pour les seconds à partir du 1^{er} septembre 2014.

D. Évolution des dépenses mensuelles



66. Les pics relevés en août et en novembre 2014 ainsi qu'en juin 2015 s'expliquent principalement par l'augmentation des engagements au titre des remboursements aux pays ayant fourni des contingents, des effectifs de police et du matériel. Le pic enregistré en mars 2015 est dû au versement d'une indemnité de départ aux fonctionnaires remplissant les conditions requises et d'indemnités de cessation de service aux titulaires des 207 postes pourvus sur le plan international et des 257 postes pourvus sur le plan national qui ont été supprimés avec effet au 31 mars 2015.

E. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	2 246,5
Produits divers ou accessoires	2 998,7
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	(8,5)
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	24 146,1
Total	29 382,8

F. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	78 482,1
Unités de police constituées	14 526,8
Total partiel	93 008,9
Soutien logistique autonome	
Contingents	54 693,9
Unités de police constituées	6 959,2
Total partiel	61 653,1
Total	154 662,0

<i>Facteurs applicables à la mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la mission			
Contraintes du milieu	2,60	1 ^{er} janvier 2008	—
Usage opérationnel intensif	3,80	1 ^{er} janvier 2008	—
Acte d'hostilité ou abandon forcé	3,30	1 ^{er} janvier 2008	—
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-3,50		

G. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	1 662,8
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	—
Total	1 662,8

^a Comprend la valeur des terrains mis à la disposition de l'Opération par le Gouvernement soudanais (558 700 dollars) et des services fournis dans le cadre de l'accord sur le statut des forces, dont les droits d'atterrissage (808 600 dollars) et les frais d'immatriculation de véhicules (295 500 dollars).

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	592,1	6,3 %

66. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le taux de vacance effectif s'est élevé à 12,9 %, pour les observateurs militaires au cours de l'exercice 2014/15 au lieu des 5 % prévus au budget. De plus, aucune dépense n'a été engagée au titre des indemnités de décès ou d'invalidité, car aucune demande n'a été déposée au cours de l'exercice. La sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu au titre des frais de voyage liés au déploiement, à la relève et au rapatriement.

	<i>Écart</i>	
Contingents	3 195,8	0,7 %

67. L'existence d'un solde inutilisé est essentiellement imputable à une sous-utilisation des crédits au titre du remboursement des services de soutien logistique autonome par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2014/15, à des dépenses inférieures aux prévisions au titre des voyages, des déploiements et des relèves

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

d'effectifs en raison du report du rapatriement de trois contingents et du non-déploiement d'une unité d'hélicoptères, et à des dépenses inférieures aux prévisions en ce qui concerne les indemnités de décès ou d'invalidité. La sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par des dépenses supérieures aux prévisions pour les éléments suivants : a) le remboursement des sommes dues aux pays ayant fourni du personnel militaire et du matériel appartenant aux contingents, en raison principalement d'un taux de vacance moyen plus faible que prévu au cours de l'exercice 2014/15 (13,7 % au lieu des 18 % prévus au budget) pour les membres des contingents; b) le versement d'une indemnité de subsistance (missions) à taux plein à un nombre plus élevé que prévu de militaires et d'officiers de liaison qui n'étaient pas logés dans des locaux fournis par la MINUAD au cours de l'exercice 2014/15, alors que le budget approuvé prévoyait, pour ces agents, une indemnité à taux réduit; c) les rations, dont le coût global a été plus élevé que prévu du fait, principalement, d'un taux de vacance inférieur aux prévisions pendant l'exercice 2014/15.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	(3 809,2)	(6,5 %)

68. L'écart est principalement dû au fait que le taux de vacance effectif moyen pour le personnel de police a été inférieur aux prévisions (16 % au lieu des 19 % inscrits au budget) au cours de l'exercice 2014/15, ainsi qu'au versement à taux plein de l'indemnité de subsistance (missions) à un nombre plus élevé que prévu de membres de la Police des Nations Unies qui n'étaient pas logés dans des locaux fournis par la MINUAD au cours de l'exercice 2014/15, alors que le budget approuvé prévoyait, pour cette catégorie de personnel, une indemnité à taux réduit.

	<i>Écart</i>	
Unités de police constituées	1 534,7	2,4 %

69. L'existence d'un solde inutilisé s'explique par des dépenses moins élevées que prévu au titre du transport du matériel appartenant aux contingents, le rapatriement des unités de police constituées ayant été reporté dans l'attente de l'obtention des autorisations nécessaires. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par la hausse des montants à rembourser aux pays fournisseurs de personnel de police au titre du matériel appartenant aux contingents.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(5 399,8)	(2,8 %)

70. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le versement d'indemnités de cessation de service à 207 fonctionnaires recrutés sur le plan international à la suite de la suppression de leur poste, effective au 31 mars 2015, ainsi qu'à la comptabilisation, à cette même rubrique, de la prime de danger payable aux membres du personnel recruté sur le plan international occupant des emplois de temporaire (autres que pour les réunions). Il a été en partie contrebalancé par des dépenses moins élevées que prévu au titre des traitements, le taux combiné de vacance de postes moyen effectif de l'Opération et du Centre de services régional

ayant été de 18,7 % au cours de l'exercice 2014/15, alors que les taux prévus au budget étaient de 17,8 % pour l'Opération et de 5 % pour le Centre.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(9 928,4)	(16,4 %)

71. L'écart est principalement imputable à des dépenses plus élevées que prévu au titre des traitements et des contributions du personnel découlant de l'application du barème révisé des traitements des agents des services généraux et des administrateurs recrutés sur le plan national, qui a entraîné une augmentation de 19,4 % et 4,9 %, respectivement, à compter du 1^{er} septembre 2014, ainsi qu'à des dépenses communes de personnel supérieures aux prévisions en raison du versement d'indemnités de cessation de service à 257 membres du personnel recrutés sur le plan national à la suite de la suppression de leur poste au 31 mars 2015. Le dépassement a été en partie compensé par des dépenses moins élevées que prévu au titre des traitements et des contributions du personnel recruté sur le plan national, en raison d'un taux de vacance effectif combiné (Opération et Centre de services régional) de 2,7 % pour les postes d'agent des services généraux et de 23,2 % pour les postes d'administrateur recruté sur le plan national alors que les taux prévus au budget étaient de 1 % et 20 %, respectivement, pour l'Opération et de 5 % pour les postes d'agent des services généraux pourvus sur le plan national au Centre.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	(2 289,4)	(17,5 %)

72. L'écart est essentiellement imputable à un taux de vacance moyen effectif de 5 % pour les postes de Volontaire des Nations Unies pourvus sur le plan international, alors que le taux prévu au budget était de 10 %.

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	(22,7)	(6,8 %)

73. L'écart est principalement imputable au versement à taux plein de l'indemnité de subsistance (missions) à un nombre plus élevé que prévu de membres du personnel fourni par des gouvernements qui n'étaient pas logés dans les locaux fournis par la MINUAD au cours de l'exercice 2014/15, alors que le budget approuvé prévoyait, pour ces agents, une indemnité à taux réduit. Il tient aussi à la pleine utilisation de tous les postes approuvés pour la MINUAD au titre du personnel fourni par des gouvernements, alors que le budget prévoyait un taux de vacance de 10 %.

	<i>Écart</i>	
Consultants	22,1	6,4 %

74. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par des dépenses moins élevées que prévu au titre des formateurs, du fait des difficultés rencontrées pour leur obtenir des visas. La sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par les dépenses concernant les consultants chargés de tâches autres que la formation du

1^{er} avril au 30 juin 2015 afin d'assurer la continuité de certaines fonctions primordiales exercées auparavant par les membres du personnel dont les postes ont été supprimés au 31 mars 2015.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(1 521,7)	(29,7%)

75. Le dépassement des crédits est dû à l'organisation de voyages plus nombreux que prévu au titre des consultations politiques à l'appui du processus de paix, notamment des réunions de la Commission de suivi du Document de Doha pour la paix au Darfour et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, des réunions tripartites et des ateliers conjoints Union africaine/ONU, ainsi qu'à des dépenses plus élevées que prévu dans le cadre de l'appui à la mission, notamment pour le traitement des demandes de visas et des formalités douanières, l'appui administratif et logistique aux secteurs et aux bases d'opérations, la coordination et le suivi des vols de relève des contingents, les visites dans les pays fournisseurs de contingents préalablement au déploiement, la mise en service d'Umoja et le fonctionnement du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions. Il a été contrebalancé en partie par des dépenses moins élevées que prévu au titre des voyages liés à la formation, en raison : a) de l'organisation, dans la zone de mission, d'activités de formation initialement prévues à l'extérieur; b) de l'organisation en ligne d'un nombre croissant de programmes de formation; c) des difficultés rencontrées pour obtenir des visas à temps pour les activités de formation; d) de la décision de réserver l'offre de formation aux membres du personnel susceptibles de rester au service de l'Opération; e) de l'annulation de certains programmes de formation par leurs organisateurs.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	18 541,3	20,2 %

76. L'existence d'un solde inutilisé s'explique principalement comme suit : a) le coût moyen effectif pour le carburant des groupes électrogènes a été de 1,09 dollar le litre au cours de l'exercice 2014/15, alors que le coût prévu au budget était de 1,29 dollar le litre; b) la priorité a été accordée à l'utilisation des stocks de l'Opération, ce qui s'est traduit par des achats moins nombreux que prévu, notamment en ce qui concerne le matériel de génie; c) l'achat de matériel de traitement de l'eau, de distribution de carburant et de sécurité et de protection incendie a été reporté; d) les crédits à prévoir au titre du personnel contractuel ont été inscrits à la rubrique Installations et infrastructures, alors que les dépenses ont été imputées à la rubrique Fournitures, services et matériel divers (voir par. 84 ci-après). En outre, le nombre de projets de construction entrepris dans la zone de la mission a été inférieur à celui prévu au budget : a) seuls quatre héliports ont été construits dans quatre bases d'opérations, alors que sept étaient prévus au budget; b) 3,5 kilomètres de route ont été damés dans l'État de Geneina, alors que les crédits approuvés pour l'exercice 2014/15 prévoyaient qu'ils seraient goudronnés; c) il a été décidé de revoir à la baisse le projet qui prévoyait d'agrandir sept entrepôts en rénovant sept structures légères qui leur serviraient d'annexe (cinq à Al-Fasher, un à Nyala et l'autre dans l'État de Geneina) : les murs de briques des entrepôts existants ont été renforcés et des clôtures d'enceinte ont été installées. La

sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par la construction de deux bâtiments au Centre de services régional d'Entebbe (3,9 millions de dollars).

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	3 626,4	21,8 %

77. L'existence d'un solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le prix du carburant a été inférieur aux prévisions pendant l'exercice 2014/15 (1,07 dollar le litre au lieu de 1,25 dollar le litre prévu au budget). Le parc de véhicules a également été moins utilisé que prévu, les déplacements ayant été restreints en raison de la précarité des conditions de sécurité. Par ailleurs, seuls 20 des 30 autobus de moyenne capacité inscrits au budget ont été achetés pendant l'exercice 2014/15, l'augmentation du nombre de logements disponibles dans les camps de la MINUAD ayant réduit la demande de services de navette entre divers sites à l'intérieur et à l'extérieur des camps.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	47 094,2	37,4 %

78. L'existence d'un solde inutilisé tient principalement à des dépenses moins élevées que prévu au titre de la location d'hélicoptères (34,9 millions de dollars), qui s'explique par : a) le non-déploiement de quatre hélicoptères de manœuvre militaires (9,3 millions de dollars); b) la baisse des frais de location consécutive à la récente renégociation des contrats de location d'hélicoptères (22,1 millions de dollars); c) le déploiement tardif d'un hélicoptère civil (3,5 millions de dollars). Les dépenses engagées au titre de la location d'avions (1,2 million de dollars) ont elles aussi été moins élevées que prévu, quatre appareils ayant été rapatriés plus tôt que prévu (un B-1900 et un CRJ en novembre 2014, un LJ-60 en janvier 2015 et un MD-83 en février 2015).

79. Les dépenses de carburant et de lubrifiant destinés aux transports aériens (10,2 millions de dollars) ont elles aussi été moins élevées que prévu. Cela s'explique principalement par : a) le non-déploiement de quatre hélicoptères de manœuvre militaires; b) le déploiement tardif d'un hélicoptère civil, en octobre 2014; c) un coût moyen effectif du litre de carburant (A-1) inférieur aux prévisions pour l'exercice 2014/15 (1,05 dollar le litre au lieu de 1,26 dollar le litre); d) un nombre d'heures de vol également inférieur aux prévisions en raison de conditions météorologiques défavorables, notamment à cause de tempêtes de sable, et des restrictions imposées à la liberté de circulation; e) la réduction du nombre de vols réguliers entre Al-Fasher et Khartoum, qui est passé de trois vols par jour à un seul.

	<i>Écart</i>	
Transports maritimes ou fluviaux	(280,8)	–

80. L'écart s'explique par le fait que l'achat de conteneurs de transport maritime a été comptabilisé à la rubrique Transports maritimes ou fluviaux alors que les ressources correspondantes avaient initialement été inscrites à la rubrique Installations et infrastructures.

	<i>Écart</i>	
Communications	8 808,7	34,4 %

81. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) des dépenses inférieures aux prévisions au titre de l'achat de matériel (2,4 millions de dollars), en raison du regroupement, au Centre de services mondial de l'ONU, de l'infrastructure sous-tendant les radios numériques bidirectionnelles et de la non-acquisition des dispositifs satellites qui devaient équiper les missions de maintien de la paix, mais qu'il est désormais prévu d'acheter au cours de l'exercice 2015/16, la procédure de passation de marchés ayant entraîné en longueur; b) des dépenses inférieures aux prévisions au titre des communications par réseaux commerciaux (3,8 millions de dollars), car la location des lignes n'a pas été reconduite en raison de la mauvaise qualité des services, des retards ont été accumulés dans la passation d'un marché avec un nouveau fournisseur d'accès Internet, la procédure devant aboutir au cours de l'exercice 2015/16, et du retard a été pris dans la mise à niveau de la bande satellite dans les différents secteurs, opération qui vise à permettre le fonctionnement d'un nombre accru d'applications centralisées, y compris Umoja, et qui a elle aussi été reportée à l'exercice 2015/16; c) des dépenses inférieures aux prévisions au titre des pièces de rechange, du fait de la réorganisation des priorités résultant du regroupement, au Centre de services mondial, de l'infrastructure sous-tendant les radios numériques bidirectionnelles, des difficultés rencontrées par les fournisseurs dans l'obtention des autorisations nécessaires à l'exportation à partir des pays dans lesquels les pièces sont fabriquées, du recours accru à des infrastructures virtuelles et d'un nombre de pannes et de réparations inférieur aux prévisions, grâce à un entretien préventif du matériel. La sous-utilisation des crédits alloués aux services d'information et aux services d'impression et de reproduction s'explique par : a) la non-utilisation des services de radio et de télévision, le pays hôte n'ayant pas délivré d'autorisation de radiodiffusion à la MINUAD; b) le retard pris dans l'exécution des contrats d'impression et de publication de supports d'information destinés à des activités de sensibilisation du public, en raison de problèmes de sécurité.

	<i>Écart</i>	
Informatique	192,6	1,0 %

82. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par des dépenses moins importantes que prévu au titre de l'achat de matériel, en raison : a) de la dématérialisation croissante des services et de l'utilisation d'une plateforme de messagerie centralisée située au Centre de services mondial; b) des difficultés rencontrées par les fournisseurs pour obtenir les autorisations nécessaires à l'exportation du matériel à partir des pays de fabrication.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	4 049,0	11,5 %

83. L'existence d'un solde inutilisé s'explique principalement comme suit : a) le volume des acquisitions a été plus faible que prévu, ce qui a réduit les dépenses au titre du fret et des coûts connexes au cours de l'exercice 2014/15; b) les frais

bancaires ont été moins élevés que prévu grâce au regroupement des opérations bancaires dans le cadre du fonds de gestion centralisée des liquidités administré par la Trésorerie de l'ONU, qui est intervenu avec la mise en service d'Umoja. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée par les dépenses engagées au titre des vacataires recrutés pour fournir des services dans les domaines de la construction et de l'entretien des installations (voir par. 77 ci-dessus), de l'entretien et de l'exploitation du parc automobile et des flottes aérienne et maritime, et des services de manutention au sol, y compris sur les pistes et dans les aérogares : les crédits correspondants ont été inscrits aux rubriques Installations et infrastructures, Transports terrestres et Transports aériens, mais les dépenses ont été comptabilisées à la rubrique Fournitures, services et matériel divers.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

84. En ce qui concerne le financement de la MINUAD, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, soit 64 546 000 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des produits et ajustements divers de l'exercice clos le 30 juin 2015, soit 29 382 800 dollars, montant correspondant aux intérêts créditeurs (2 246 500 dollars), aux produits divers ou accessoires (2 998 700 dollars) et aux économies résultant de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (24 146 100 dollars), déduction faite des ajustements sur exercices antérieurs (8 500 dollars).

VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/261 A, ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée

A. Assemblée générale

(Résolution 69/261 A)

<i>Décisions et demandes adressées au Secrétaire général</i>	<i>Mesures prises</i>
Poursuivre les efforts visant à atténuer l'impact de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour sur l'environnement en pleine conformité avec les règles existantes, ainsi qu'avec les dispositions pertinentes de ses résolutions (par. 4)	La MINUAD a poursuivi ses efforts en vue d'atténuer l'impact de l'Opération sur l'environnement, en pleine conformité avec les règles en vigueur et les dispositions pertinentes des résolutions de l'Assemblée générale concernant la protection de l'environnement.
Veiller à ce que l'Opération poursuive sans délai ses activités de détection des mines et de déminage (par. 5)	Pendant l'exercice considéré, 2 206 engins non explosés ont été localisés et détruits dans 96 villages du Darfour.
Prendre toutes les mesures voulues pour que tous les projets à effet rapide soient menés à bien sans tarder (par. 6)	Des directives sur la réorganisation de la structure de gouvernance et des modalités d'exécution des projets à effet rapide ont été élaborées et signées par le Représentant spécial conjoint par intérim le 9 décembre 2014. Elles ont permis de gérer efficacement les processus et les procédures opérationnelles à suivre pour les projets à effet rapide, y compris le suivi et l'évaluation tant à l'échelle des secteurs qu'au niveau du Siège. Les directives sont destinées à faciliter une exécution cohérente, efficace et rationnelle des projets à tous les niveaux de l'Opération avec la mise en place, au quartier général de l'Opération, d'une cellule chargée de la gestion et de la supervision des activités d'exécution des projets à effet rapide et la constitution d'une équipe de vérification chargée de fournir au Comité d'examen et d'approbation des projets les éléments dont il a besoin pour veiller à ce que les projets à effet rapide soient menés à bien avec efficacité.

B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(A/69/671)

Demande

Le Comité consultatif note que la MINUAD s'est employée à faire des économies en reconfigurant sa flotte aérienne pour qu'elle réponde mieux à ses besoins, ce qui s'est traduit par la réduction de sa dotation en moyens aériens, et compte que l'Opération aura suffisamment de moyens aériens pour s'acquitter de son mandat, ainsi que d'appareils prêts à être utilisés en cas d'évacuation sanitaire. Il attend avec intérêt de prendre connaissance des résultats de ces mesures dans le rapport sur l'exécution du budget (par. 48).

Mesures prises

L'optimisation et la reconfiguration de la flotte ont entraîné une réduction du nombre des appareils, lequel est passé de 9 avions au cours de l'exercice 2013/14 à 5 au cours de l'exercice 2014/15, et de 25 hélicoptères pendant l'exercice 2013/14 à 23 durant l'exercice 2014/15, soit une réduction nette de 6 appareils (4 avions et 2 hélicoptères). Pour ce qui est des 4 avions dont l'Opération a décidé de se défaire, ils ont été rapatriés plus tôt que prévu : le LJ-60 en janvier 2015, le MD-83 en février 2015, et le B-1900 et le CRJ en novembre 2014. Les deux hélicoptères ont été rapatriés plus tôt que prévu, en mars 2014. Il en a résulté des économies d'un montant de 26,8 millions de dollars.

Parmi les autres mesures d'économie, on peut citer la réduction des dépenses au titre du carburant d'aviation rendue possible par l'examen continu du plan d'organisation des vols en vue d'utiliser au mieux les capacités de transport aussi bien pour le fret que pour les passagers. En conséquence, la fréquence des vols réguliers entre Al-Fasher et Khartoum est passée de trois vols par jour à un seul.